

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LE JEUDI

Matahiti 145  
N° 34

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 22  
no Atete 1996

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

Pages

- Loi n° 96-131 du 21 février 1996 autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café. (Arrêté de promulgation n° 634 DRCL du 8 août 1996) ..... 1451
- Loi n° 96-585 du 1er juillet 1996 portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. (Arrêté de promulgation n° 634 DRCL du 8 août 1996) ..... 1451
- Décret n° 96-605 du 1er juillet 1996 portant publication de l'accord international de 1994 sur le café, adopté à Londres le 30 mars 1994 et signé à New York par la France le 19 septembre 1994. (Arrêté de promulgation n° 634 DRCL du 8 août 1996) ..... 1453

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

- Arrêtés n° 607 à n° 609 et n° 611 FIP du 29 juillet 1996 portant attribution de subventions au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), constructions scolaires 1996, aux communes de : - Tubuai, Iles Australes : école de Mataura maternelle, - Nuku Hiva, Iles Marquises : école de Talohae primaire et maternelle, et école de Aakapa primaire, - Fatu Hiva, Iles Marquises : école de Hanavave primaire ..... 1462
- Arrêté n° 618 MAC du 2 août 1996 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997 ..... 1464
- Arrêté n° 289 DAF/PERS du 5 août 1996 modifiant l'arrêté n° 258 PELE du 18 février 1985 instituant une commission paritaire consultative chargée d'examiner les conditions de recrutement, de rémunération, d'avancement et de licenciement des agents contractuels ..... 1465
- Arrêté n° 631 CAB/MIL du 7 août 1996 portant désignation de Mme le médecin principal Hélène Rol, épouse Falchi, en tant que médecin contrôleur des soins gratuits dispensés dans le cadre des dispositions du code des pensions militaires ..... 1466

##### EXTRAITS

- Arrêté n° 288 DAF/PERS du 2 août 1996 portant nomination du chef du bureau du cabinet adjoint, chef du service de la communication et des relations publiques du haut-commissariat de la République en Polynésie française. .... 1466

#### ACTES PRIS CONJOINTEMENT

##### CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

- Convention n° 96-1983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française. ... 1466

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibérations n° 96-90 à n° 96-95 APF du 8 août 1996 portant approbation des comptes financiers 1994 des collèges de Tahaa, Paopao, Afareaitu, Taaone, Paea et de Arue. ....	1469
Délibération n° 96-96 APF du 8 août 1996 portant modification des articles 33 et 35 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 instituant le régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française et des articles 8 et 9 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite de la tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés de la Polynésie française. ....	1473
Délibération n° 96-97 APF du 8 août 1996 prorogeant et adaptant le dispositif d'aide au maintien de l'emploi dans les secteurs de l'hôtellerie, des agences de voyage réceptives et des transporteurs routiers occasionnels à vocation touristique. ....	1474
Délibération n° 96-98 APF du 8 août 1996 portant statut général du pilote maritime en Polynésie française. ....	1475
Délibération n° 96-101 APF du 8 août 1996 portant modification de la délibération n° 95-263 AT du 20 décembre 1995 relative à l'action en faveur des handicapés. ....	1481
Délibération n° 96-102 APF du 8 août 1996 portant modification de la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiant et abrogeant la délibération n° 94-21 AT du 10 mars 1994 modifiée, relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial. ....	1482
Délibération n° 96-103 APF du 8 août 1996 portant modification de la délibération n° 96-74 APF du 5 juin 1996. ....	1483
Délibération n° 96-104 APF du 8 août 1996 relative au transport des matières dangereuses par route. ....	1484

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 837 CM du 8 août 1996 ordonnant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le projet de réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans les communes de Papeete, Pirae et Arue. ....	1484
Arrêté n° 842 CM du 8 août 1996 portant désignation du ministre chargé des transports pour assurer la représentation de la Polynésie française au sein des instances dirigeantes de la société S.N.A. Tuhaa Pae. ....	1485
Arrêté n° 850 CM du 12 août 1996 portant délégation de pouvoir. ....	1485
Arrêté n° 859 CM du 12 août 1996 constatant la démission de Me Claude Vanhaecke en sa qualité de notaire en résidence à Papeete. ....	1486
Arrêté n° 860 CM du 12 août 1996 portant refus d'autorisation des jeux de hasard à Papeete pendant la durée des fêtes foraines ou des fêtes traditionnelles. ....	1486
Arrêté n° 864 CM du 12 août 1996 portant nomination des chefs d'établissements publics territoriaux d'enseignement. .	1487

### EXTRAITS

Arrêté n° 836 CM du 8 août 1996 rapportant l'arrêté n° 789 CM du 23 juillet 1996 approuvant la convention entre le territoire (hôpitaux de la direction de la santé), le Centre hospitalier territorial et la Caisse de prévoyance sociale. .	1487
Arrêté n° 838 CM du 8 août 1996 autorisant la modification de la durée du bail figurant au n° 5 de l'état joint à l'arrêté n° 256 CM du 4 mars 1996 portant location d'une parcelle de terre domaniale sise à Nunue (Bora Bora) au profit de la société Electricité de Tahiti. ....	1487
Arrêté n° 839 CM du 8 août 1996 rendant exécutoires les délibérations n° 4 à n° 7-96 du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle. ....	1487
Arrêté n° 840 CM du 8 août 1996 complétant l'arrêté n° 616 CM du 14 juin 1996 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A. Société de navigation Tuamotu-Marquises pour l'exploitation du navire Tamarii Tuamotu sur la desserte maritime régulière des Tuamotu et des Marquises. ....	1487
Arrêté n° 841 CM du 8 août 1996 autorisant la S.A. S.C.O.P. Ihitai Nui à affréter un navire pendant la période d'immobilisation du navire Vaeau pour panne technique. ....	1488

Arrêté n° 843 CM du 8 août 1996 portant octroi d'une licence d'armateur à la société Mai compagnie maritime Raromatai Nui pour l'exploitation du navire Raromatai Ferry sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent . . . . .	1488
Arrêtés n° 844 et n° 846 CM du 8 août 1996 complétant respectivement les arrêtés n° 1065 CM du 5 octobre 1990 et n° 672 CM du 4 août 1993 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institués par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 (sur les carburants) et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de ces délibérations pour le navire Aremiti Ferry de la S.N.C. Aremiti Ferry . . . . .	1488
Arrêté n° 847 CM du 8 août 1996 autorisant l'acquisition d'une parcelle de terre dépendant du lotissement Punavai Nui sise dans la commune de Punaauia . . . . .	1488
Arrêtés n° 848 et n° 849 CM du 12 août 1996 portant nomination de Mmes Armelle Merceron et Michèle Mougel aux fonctions de conseiller technique chargé de la solidarité et chargée de mission du ministre de la solidarité et de la famille. . . . .	1488
Arrêté n° 856 CM du 12 août 1996 accordant à la société Plastiserd l'affranchissement de l'impôt sur les sociétés pour ses bénéfices participant au financement de son programme d'investissement . . . . .	1488
Arrêtés n° 857 et n° 858 CM du 12 août 1996 accordant aux sociétés Cotada et Sotama l'affranchissement de l'impôt sur les sociétés pour leurs bénéfices participant au financement des programmes d'investissement de la société Vaimato . . . . .	1488
Arrêté n° 861 CM du 12 août 1996 autorisant le transfert au profit de Mme Hélène Tuehu Teihotu épouse Pothier de la concession temporaire à charge de remblai d'un emplacement du domaine public maritime sis à Nunue, commune de Bora Bora, accordée par le territoire à M. Punuarui Teihotu. . . . .	1489
Arrêté n° 862 CM du 12 août 1996 abrogeant les arrêtés n° 634 CM du 30 juin 1994 et n° 775 CM du 22 juillet 1996 autorisant M. Jacques Dauba à occuper un emplacement supplémentaire de domaine public portuaire à Maupiti, îles Sous-le-Vent . . . . .	1489
Arrêté n° 863 CM du 12 août 1996 habilitant le Président du gouvernement à signer l'avenant n° 2 à la convention établie sur les rapports entre le territoire et les enseignements privés catholique et protestant . . . . .	1489
Arrêté n° 865 CM du 12 août 1996 portant approbation de l'avenant n° 3 au contrat de développement . . . . .	1489
Arrêté n° 866 CM du 12 août 1996 autorisant la société Air Tahiti à occuper le domaine public aéroportuaire dans le cadre de son activité commerciale et opérationnelle . . . . .	1489
Arrêtés n° 867 à n° 873 CM du 12 août 1996 autorisant respectivement Mme Geneviève Gendron, la société Vainui Perles, Mmes Victoire Teahi et Tehaamoana Eliane, la société Manihi Pearl Dream, Mmes Rebeta Poetai et Aitua Manate à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva, Marquises) (construction d'un logement individuel), de Manihi (pose du panneau publicitaire), de Takapoto et de Hiva Oa, Atuona (exploitation commerciale d'un snack-bar), de Manihi (pose de deux panneaux publicitaires, et construction et exploitation commerciale d'une boutique artisanale, snack-bar), et de Rurutu (exploitation commerciale d'un snack-bar) . . . . .	1489
Arrêté n° 874 CM du 12 août 1996 abrogeant l'autorisation temporaire d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva au profit de M. Moïse Didier Benatar . . . . .	1490
Arrêté n° 875 CM du 12 août 1996 portant commission de Mlle Alexa Corbin de Broca, agent contractuel du service territorial des transports interinsulaires, pour constater les infractions prévues par les délibérations n° 95-118 du 24 août 1995 relative à la prise en charge par le territoire du fret du coprah et des produits de première nécessité, et n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures . . . . .	1490
Arrêté n° 876 CM du 12 août 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 21 à n° 23-96 OTHS et n° 26-96 OTHS prises par le conseil d'administration de l'O.T.H.S. en sa séance du 16 juillet 1996. . . . .	1491
Arrêté n° 882 CM du 13 août 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 13 à n° 17 et n° 19 ITRM/96 adoptées par le conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé . . . . .	1491

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 767 PR du 8 août 1996 portant délégation de signature à Mme Maïana Bambridge-Cormier, secrétaire général du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française . . . . .	1491
---	------

**Ministère des finances et des réformes administratives****EXTRAITS**

Arrêtés n° 4350 à n° 4352 MFR du 12 août 1996 complétant respectivement les arrêtés n° 883 MFR du 9 mars 1992, n° 1039 FT du 8 août 1955 et n° 1490 MFI du 27 avril 1987 portant institution de régies de recettes au service du développement rural (ventes de plants, élevage) et au service du cadastre ..... 1492

Arrêté n° 771 PR du 13 août 1996 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Excelsior, représentée par son président M. André Yan ..... 1492

**Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières**

Arrêté n° 4348 MLA du 12 août 1996 portant délégation de signature à M. Malet Bertrand, chef du service du cadastre par intérim, et à certains agents du service du cadastre ..... 1493

Arrêtés n° 4374 et n° 4375 MLA du 12 août 1996 portant délégation de signature à Mme Stella Chansin-Wong, chef du service des affaires de terres, et à M. Théodore Cérant-Jérusalem, chef du service des domaines et de l'enregistrement ..... 1493

**Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, des entreprises et de l'énergie**

Arrêté n° 768 PR du 8 août 1996 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ..... 1494

**Ministère de l'agriculture et de l'élevage**

Arrêté n° 4349 MAG du 12 août 1996 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et de l'élevage à M. Alain Moyrand, directeur de cabinet. .... 1495

**Ministère de la culture, de l'artisanat et de la vie associative**

Arrêté n° 4364 MCV du 12 août 1996 portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'artisanat et de la vie associative à Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim ..... 1496

**Ministère de l'équipement**

Arrêté n° 4347 MEQ du 12 août 1996 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement ..... 1496

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Papara pour le mois de juillet 1996. .... 1499

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales ..... 1500

Annonces diverses ..... 1501

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUES

**ARRETE n° 634 DRCL du 8 août 1996 portant promulgation de la loi n° 96-131 du 21 février 1996, du décret n° 96-605 du 1er juillet 1996 et de la loi n° 96-585 du 1er juillet 1996.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Loi n° 96-131 du 21 février 1996 autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café, parue au J.O.R.F. du 22 février 1996, page 2865 ;

— Décret n° 96-605 du 1er juillet 1996 portant publication de l'accord international de 1994 sur le café, adopté à Londres le 30 mars 1994 et signé à New York par la France le 19 septembre 1994, paru au J.O.R.F. du 6 juillet 1996, page 10215 ;

— Loi n° 96-585 du 1er juillet 1996 portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, parue au J.O.R.F. du 2 juillet 1996, page 9920.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 1996.

Pour le haut-commissaire :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Michel JEANJEAN.

**LOI n° 96-131 du 21 février 1996 autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café.**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

*Article unique.* — Est autorisée l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café, fait à Londres le 30 mars 1994, signé par la France le 19 septembre 1994 à New York, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 février 1996.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
Alain JUPPE.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Hervé DE CHARETTE.

(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

**LOI n° 96-585 du 1<sup>er</sup> juillet 1996 portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 5 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsqu'il saisira ledit juge des enfants ou ledit président par requête, il pourra requérir la comparution à délai rapproché du mineur en application de l'article 8-2. » ;

2<sup>o</sup> Le troisième alinéa est ainsi rédigé :

« Le procureur de la République pourra également donner instruction à un officier ou un agent de police judiciaire de notifier au mineur contre lequel il existe des charges suffisantes d'avoir commis un délit une convocation à comparaître devant le juge des enfants qui en sera immédiatement avisé, aux fins d'application de l'article 8-1. Cette convocation, qui vaudra citation à personne, entraînera l'application des délais prévus à l'article 552 du code de procédure pénale. » ;

3<sup>o</sup> Au quatrième alinéa, les mots : « l'interrogatoire de première comparution » sont remplacés par les mots : « l'audience » ;

4<sup>o</sup> Après le septième alinéa, il est ajouté deux alinéas ainsi rédigés :

« La victime sera avisée par tout moyen de la date de comparution du mineur devant le juge des enfants.

« La convocation mentionnée aux alinéas précédents peut être également délivrée en vue de la mise en examen du mineur. »

Art. 2. — Après l'article 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 précitée, il est inséré un article 8-1 ainsi rédigé :

« Art. 8-1. — Lorsqu'il sera saisi dans les conditions définies aux troisième à sixième alinéas de l'article 5, le juge des enfants constatera l'identité du mineur et s'assurera qu'il est assisté d'un avocat.

« I. — Si les faits ne nécessitent aucune investigation supplémentaire, le juge des enfants statuera sur la prévention par jugement en chambre du conseil et, s'il y a lieu, sur l'action civile.

« Lorsqu'il estime que l'infraction est établie, le juge des enfants pourra :

« — s'il constate que des investigations suffisantes sur la personnalité du mineur et sur les moyens appropriés à sa rééducation ont déjà été effectuées, prononcer immédiatement l'une des mesures prévues aux 2°, 3° et 4° de l'article 8 ou, encore, ordonner une mesure ou une activité d'aide ou de réparation dans les conditions prévues par l'article 12-1 ;

« — s'il constate que des investigations suffisantes sur la personnalité du mineur et sur les moyens appropriés à sa rééducation ont déjà été effectuées mais envisage de prononcer l'une des mesures prévues aux 5° et 6° de l'article 8, renvoyer l'affaire à une prochaine audience de la chambre du conseil, qui devra avoir lieu au plus tard dans les six mois ;

« — s'il constate que les investigations sur la personnalité du mineur et sur les moyens appropriés à sa rééducation ne sont pas suffisantes, renvoyer l'affaire à une prochaine audience de la chambre du conseil, qui devra avoir lieu au plus tard dans les six mois. Il recueillera des renseignements sur la personnalité du mineur et sur la situation matérielle et morale de la famille dans les conditions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 8.

« Dans le cas où le juge des enfants fait application des dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas qui précèdent, il pourra ordonner à l'égard du mineur, à titre provisoire, son placement dans un établissement public ou habilité à cet effet, une mesure de liberté surveillée préjudicielle ou une mesure ou activité d'aide ou de réparation à l'égard de la victime, avec son accord, ou dans l'intérêt de la collectivité.

« II. — Si les faits nécessitent des investigations supplémentaires, le juge des enfants procédera comme il est dit aux articles 8 et 10. »

Art. 3. — Après le premier alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Quelles que soient les procédures de comparution, le mineur et les parents, le tuteur, la personne qui en a la garde ou son représentant, sont simultanément convoqués pour être entendus par le juge. Ils sont tenus informés de l'évolution de la procédure. »

Art. 4. — L'article 12 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 précitée est ainsi modifié :

1° Dans le premier alinéa, les mots : « l'éducation surveillée » sont remplacés par les mots : « la protection judiciaire de la jeunesse » ;

2° Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ce service doit également être consulté avant toute décision du juge des enfants au titre de l'article 8-1 et toute

réquisition du procureur de la République au titre des articles 8-2 et 8-3. »

Art. 5. — Après l'article 8 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 précitée, sont insérés un article 8-2 et un article 8-3 ainsi rédigés :

« Art. 8-2. — En matière correctionnelle, le procureur de la République pourra, s'il constate que les diligences et investigations prévues par l'article 8 ont déjà été accomplies, le cas échéant à l'occasion d'une procédure antérieure, et qu'elles sont suffisantes, et si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires, requérir du juge des enfants, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 5, qu'il ordonne la comparution du mineur devant le tribunal pour enfants ou devant la chambre du conseil dans un délai qui ne pourra être inférieur à un mois ni supérieur à trois mois.

« Dans ce cas, le mineur sera immédiatement présenté au juge des enfants, qui constatera son identité et l'informerait qu'il a droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office. Lorsque le mineur ou ses représentants légaux n'auront pas fait le choix d'un avocat, le juge des enfants fera désigner sur-le-champ par le bâtonnier un avocat d'office. L'avocat pourra consulter le dossier dans lequel le juge aura préalablement versé les renseignements sur la personnalité du mineur et sur les moyens appropriés à sa rééducation dont il dispose et communiquer librement avec le mineur. Le magistrat notifiera au mineur les faits retenus à son encontre ainsi que leur qualification juridique et, l'avocat ayant été entendu, recueillera ses déclarations par procès-verbal. Les formalités prévues par le présent alinéa sont mentionnées au procès-verbal à peine de nullité.

« Si le juge des enfants fait droit, à l'issue de la présentation mentionnée au deuxième alinéa, aux réquisitions du procureur de la République, il notifiera au mineur le lieu, la date et l'heure de l'audience. Cette notification sera mentionnée au procès-verbal, dont copie sera remise sur-le-champ au mineur et à son avocat. Les représentants légaux du mineur en seront avisés par tout moyen. Jusqu'à la comparution du mineur, le juge des enfants pourra, le cas échéant, ordonner les mesures prévues aux articles 8, 10 et 11.

« Si le juge des enfants ne fait pas droit aux réquisitions du procureur de la République, il rendra, à l'issue de la présentation du mineur, une ordonnance motivée dont copie sera remise sur-le-champ au mineur, à son avocat et au procureur de la République. Les représentants légaux du mineur en seront avisés par tout moyen.

« Le procureur de la République pourra interjeter appel de cette ordonnance au plus tard le jour suivant la notification de la décision. Cet appel sera notifié au mineur, à ses représentants légaux et à son avocat. Il sera porté devant le président de la chambre spéciale des mineurs de la cour d'appel ou son remplaçant qui statuera au plus tard dans les quinze jours de sa saisine. La transmission du dossier de la procédure pourra être faite par tout moyen et, notamment, par télécopie.

« Le mineur, ses représentants légaux et son avocat pourront présenter au président de la chambre spéciale des mineurs toutes observations utiles par écrit.

« Le président de la chambre spéciale des mineurs pourra, soit confirmer l'ordonnance du juge des enfants, soit ordonner la comparution du mineur devant le tribunal ou devant la chambre du conseil. Le juge des enfants sera aussitôt avisé de la décision. Lorsque le renvoi aura été ordonné, le procureur de la République devra citer le mineur à comparaître dans le délai fixé par le président de la chambre spéciale des mineurs. Jusqu'à la comparution du mineur, le juge des enfants demeurera compétent pour ordonner, le cas échéant, les mesures prévues aux articles 8, 10 et 11.

« Art. 8-3. — En matière correctionnelle, le procureur de la République pourra, à tout moment de la procédure, faire

application des dispositions de l'article 8-2, sous réserve que les conditions prévues au premier alinéa de cet article soient remplies.

« Le juge des enfants devra statuer dans les cinq jours de la réception de ces réquisitions. Son ordonnance sera susceptible d'appel dans les conditions prévues par les cinquième et sixième alinéas de l'article 8-2.

« Le procureur de la République pourra saisir le président de la chambre spéciale des mineurs ou son remplaçant lorsque le juge des enfants n'aura pas statué dans le délai de cinq jours. Cette saisine sera notifiée au mineur, à ses représentants légaux et à son avocat qui pourront présenter au président de la chambre spéciale des mineurs ou son remplaçant toutes observations utiles par écrit. »

Art. 6. – Au début du premier alinéa de l'article 16 bis de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 précitée, après les mots : « Si la prévention est établie à l'égard d'un mineur », les mots : « âgé de seize ans » sont supprimés.

Art. 7. – Après l'article 20-6 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 précitée, il est inséré un article 20-7 ainsi rédigé :

« Art. 20-7. – Les dispositions des articles 132-58 à 132-62 du code pénal relatifs à la dispense de peine et à l'ajournement sont applicables aux mineurs de treize à dix-huit ans.

« Toutefois, l'ajournement du prononcé de la mesure éducative ou de la peine pourra être également ordonné lorsque le tribunal pour enfants considérera que les perspectives d'évolution de la personnalité du mineur le justifient. L'affaire sera alors renvoyée à une audience qui devra avoir lieu au plus tard dans les six mois.

« Le tribunal pour enfants qui ajourne le prononcé de la mesure éducative ou de la peine peut ordonner à l'égard du mineur, à titre provisoire, son placement dans un établissement public ou habilité à cet effet, une mesure de liberté surveillée préjudicielle ou une mesure ou une activité d'aide ou de réparation dans les conditions prévues à l'article 12-1.

« Les dispositions des articles 132-63 à 132-70-1 du code pénal ne sont pas applicables aux mineurs. »

Art. 8. – La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1996.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

ALAIN JUPPÉ

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

JACQUES TOUBON

*Le ministre délégué à l'outre-mer,*

JEAN-JACQUES DE PERETTI

**Décret n° 96-805 du 1<sup>er</sup> juillet 1996 portant publication de l'accord international de 1994 sur le café, adopté à Londres le 30 mars 1994 et signé à New York par la France le 19 septembre 1994**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu la loi n° 96-131 du 21 février 1996 autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur le café, adopté à Londres le 30 mars 1994 et signé à New York par la France le 19 septembre 1994 ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France ;

Vu le décret n° 63-1022 du 10 octobre 1963 portant publication de l'accord international de 1962 sur le café,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. – L'accord international de 1994 sur le café, adopté à Londres le 30 mars 1994 et signé à New York par la France le 19 septembre 1994, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2. – Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1996.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

ALAIN JUPPÉ

*Le ministre des affaires étrangères,*

HERVÉ DE CHARETTE

(1) Le présent accord est entré en vigueur pour la France le 29 mars 1996.

## ACCORD INTERNATIONAL

DE 1994 SUR LE CAFÉ, ADOPTÉ À LONDRES LE 30 MARS 1994 ET SIGNÉ À NEW YORK PAR LA FRANCE LE 19 SEPTEMBRE 1994

### Préambule

Les Gouvernements Parties au présent Accord,

Reconnaissant que le café revêt une importance exceptionnelle pour l'économie de nombreux pays qui dépendent dans une large mesure de ce produit pour leurs recettes d'exportation et, par conséquent, pour continuer leurs programmes de développement social et économique ;

Reconnaissant qu'il est nécessaire d'encourager la mise en valeur des ressources productives et d'élever et maintenir l'emploi et le revenu dans l'industrie caféière des pays Membres et d'y obtenir ainsi des salaires équitables, un plus haut niveau de vie et de meilleures conditions de travail ;

Considérant qu'une étroite coopération internationale dans le domaine des échanges de café permettra d'encourager la diversification et l'expansion de l'économie des pays producteurs de café et contribuera à l'amélioration des relations politiques et économiques entre pays exportateurs et pays importateurs de café ainsi qu'à l'accroissement de la consommation de café ;

Reconnaissant qu'il est souhaitable d'éviter un déséquilibre entre la production et la consommation qui peut donner lieu à des fluctuations de prix accusées, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;

Considérant les liens qui existent entre la stabilité des échanges de café et la stabilité des marchés de produits manufacturés ;

Prenant note des avantages obtenus grâce à la coopération internationale suscitée par la mise en œuvre des Accords internationaux de 1962, 1968, 1976 et 1983 sur le café,

sont convenus de ce qui suit :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### Objectifs

#### Article 1<sup>er</sup>

#### Objectifs

Les objectifs du présent Accord sont :

1. D'accroître la coopération internationale dans le domaine des questions mondiales ayant trait au café ;

2. De fournir un cadre pour les consultations intergouvernementales et les négociations, le cas échéant, sur les questions ayant

trait au café et sur les moyens de réaliser un équilibre judicieux entre l'offre et la demande mondiales dans des conditions qui assureront aux consommateurs un approvisionnement suffisant de café à des prix équitables et aux producteurs des débouchés à des prix rémunérateurs et qui permettront d'équilibrer de façon durable la production et la consommation ;

3. De faciliter l'expansion du commerce international du café grâce au recueil, à l'analyse et à la diffusion de statistiques et à la publication de prix indicatifs et autres cours du marché et de renforcer ainsi la transparence dans l'économie caféière mondiale ;

4. De servir de centre pour le recueil, l'échange et la publication de renseignements économiques et techniques sur le café ;

5. De promouvoir des études et recherches dans le domaine du café ;

6. D'encourager et d'augmenter la consommation du café.

## CHAPITRE II Définitions

### Article 2.

#### Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. *Café* désigne le grain et la cerise du caféier, qu'il s'agisse de café en parche, de café vert ou de café torréfié, et comprend le café moulu, le café décaféiné, le café liquide et le café soluble. Ces termes ont la signification suivante :

a) *Café vert* désigne tout café en grain, déparché, avant torréfaction ;

b) *Cerise de café séchée* désigne le fruit séché du caféier ; l'équivalent en café vert des cerises de café séchées s'obtient en multipliant par 0,50 le poids net des cerises séchées ;

c) *Café en parche* désigne le grain de café vert dans sa parche ; l'équivalent en café vert du café en parche s'obtient en multipliant par 0,80 le poids net du café en parche ;

d) *Café torréfié* désigne le café vert torréfié à un degré quelconque, et comprend le café moulu ; l'équivalent en café vert du café torréfié s'obtient en multipliant par 1,19 le poids net du café torréfié ;

e) *Café décaféiné* désigne le café vert, torréfié ou soluble, après extraction de caféine ; l'équivalent en café vert du café décaféiné s'obtient en multipliant par 1, 1,19 ou 2,6 respectivement, le poids net du café décaféiné vert, torréfié ou soluble ;

f) *Café liquide* désigne les solides solubles dans l'eau obtenus à partir du café torréfié et présentés sous forme liquide ; l'équivalent en café vert du café liquide s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide ;

g) *Café soluble* désigne les solides, déshydratés et solubles dans l'eau, obtenus à partir du café torréfié ; l'équivalent en café vert du café soluble s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net du café soluble.

2. *Sac* désigne 60 kilogrammes, soit 132,276 livres de café vert ; *tonne* désigne une masse de 1 000 kilogrammes, soit 2 204,6 livres ; *livre* désigne 453,597 grammes.

3. *Année caféière* désigne la période de douze mois qui va du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre.

4. *Organisation* signifie l'Organisation internationale du café ; *Conseil* signifie le Conseil international du café.

5. *Partie contractante* signifie un Gouvernement ou une organisation intergouvernementale mentionné au paragraphe 3 de l'article 4 qui a déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'application provisoire du présent Accord en vertu des articles 39 et 40 ou fait adhésion à cet Accord en vertu de l'article 41.

6. *Membre* signifie une Partie contractante ; un ou des territoires désignés qui ont été déclarés comme Membre séparé en vertu de l'article 5 ; plusieurs parties contractantes, plusieurs territoires désignés, ou plusieurs parties contractantes et territoires désignés qui font partie de l'Organisation en tant que groupe Membre, en vertu de l'article 6.

7. *Membre exportateur* ou *pays exportateur* désigne respectivement un Membre ou un pays qui est exportateur net de café, c'est-à-dire un Membre ou un pays dont les exportations dépassent les importations.

8. *Membre importateur* ou *pays importateur* désigne respectivement un Membre ou un pays qui est importateur net de café, c'est-à-dire un Membre ou un pays dont les importations dépassent les exportations.

9. *Majorité répartie simple* signifie un vote requérant plus de la moitié des voix exprimées par les Membres exportateurs présents votant et plus de la moitié des voix exprimées par les Membres importateurs présents votant, comptées séparément.

10. *Majorité répartie des deux tiers* signifie un vote requérant plus des deux tiers des voix exprimées par les Membres exportateurs présents votant et plus des deux tiers des voix exprimées par les Membres importateurs présents votant, comptées séparément.

11. *Entrée en vigueur* signifie, sauf indication contraire, la date à laquelle l'Accord entre en vigueur, provisoirement ou définitivement.

12. *Production exportable* désigne la production totale de café d'un pays exportateur pendant une année ou une campagne caféière donnée, diminuée de la quantité prévue pour les besoins de la consommation intérieure pendant la même année.

13. *Disponibilités à l'exportation* désigne la production exportable d'un pays exportateur au cours d'une année caféière donnée, augmentée des stocks reportés des années précédentes.

## CHAPITRE III

### Engagements généraux des Membres

#### Article 3

##### Engagements généraux des Membres

1. Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de remplir les obligations que leur impose le présent Accord et de coopérer pleinement entre eux pour obtenir la réalisation des objectifs de cet Accord ; les Membres s'engagent en particulier à fournir tous les renseignements nécessaires pour faciliter le fonctionnement de l'Accord.

2. Les Membres reconnaissent que les certificats d'origine constituent une source importante de renseignements sur les échanges de café. En conséquence, les Membres exportateurs assument la responsabilité de veiller à ce que les certificats d'origine soient correctement délivrés et utilisés à bon escient, conformément à la réglementation établie par le Conseil.

Les Membres reconnaissent en outre que les renseignements sur les réexportations sont également importants pour procéder à l'analyse appropriée de l'économie caféière mondiale. En conséquence, les Membres importateurs s'engagent à fournir des renseignements réguliers et précis sur les réexportations, sous la forme et de la manière qui sont déterminées par le Conseil.

## CHAPITRE IV

### Membres

#### Article 4

##### Membres de l'Organisation

1. Chaque partie contractante constitue, avec ceux des territoires auxquels l'Accord s'applique en vertu du paragraphe 1 de l'article 43, un seul et même Membre de l'Organisation, sous réserve des dispositions prévues aux articles 5 et 6.

2. Dans les conditions à convenir par le Conseil, un Membre peut changer de catégorie.

3. Toute mention du mot *Gouvernement* dans le présent Accord est réputée valoir pour la Communauté européenne ou une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables en ce qui concerne la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

4. Une telle organisation intergouvernementale n'a pas elle-même de voix mais, en cas de vote sur des questions relevant de sa compétence, elle est autorisée à disposer des voix de ses Etats Membres, et elle les exprime en bloc. Dans ce cas, les Etats Membres de cette organisation intergouvernementale ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.

5. Une telle organisation intergouvernementale n'est pas éligible au Comité exécutif au titre du paragraphe 1 de l'article 17, mais peut participer aux discussions du Comité exécutif sur les questions relevant de sa compétence. En cas de vote sur des questions relevant de sa compétence et par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 20, les voix dont ses Etats Membres sont autorisés à disposer au Comité exécutif sont exprimées en bloc par l'un quelconque de ces Etats Membres.



## Article 5

*Participation séparée de territoires désignés*

Toute partie contractante qui est importatrice nette de café, peut, à tout moment, par la notification prévue au paragraphe 2 de l'article 43, déclarer qu'elle participe à l'Organisation indépendamment de tout territoire qu'elle désigne parmi ceux dont elle assure la représentation internationale qui sont exportateurs nets de café. Dans ce cas, le territoire métropolitain et les territoires non désignés constituent un seul et même Membre, et les territoires désignés ont, individuellement ou collectivement selon les termes de la notification, la qualité de Membre distinct.

## Article 6

*Participation en groupe*

1. Deux ou plusieurs Parties contractantes qui sont exportatrices nettes de café peuvent, par notification adressée au Conseil et au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors du dépôt de leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, déclarer qu'elles sont Membres de l'Organisation en tant que groupe. Un territoire auquel le présent Accord s'applique en vertu du paragraphe 1 de l'article 43 peut faire partie d'un tel groupe si le Gouvernement de l'Etat qui assure ses relations internationales a adressé la notification prévue au paragraphe 2 de l'article 43. Ces Parties contractantes et ces territoires désignés doivent remplir les conditions suivantes :

- a) Se déclarer disposés à accepter la responsabilité, aussi bien individuelle que collective, du respect des obligations du groupe ;
- b) Prouver par la suite à la satisfaction du Conseil :
  - i) Que le groupe a l'organisation nécessaire à l'application d'une politique commune en matière de café, et qu'ils ont les moyens de s'acquitter, conjointement avec les autres membres du groupe, des obligations que leur impose le présent Accord ;
  - ii) Qu'ils ont une politique commerciale et économique commune ou coordonnée en matière de café et une politique monétaire et financière coordonnée ainsi que les organes nécessaires à l'application de ces politiques, de façon que le Conseil soit assuré que le groupe est en mesure de se conformer à toutes les obligations collectives qui en découlent.

2. Tout groupe Membre reconnu aux termes de l'Accord international de 1983 sur le café continue à être reconnu comme groupe à moins qu'il ne notifie au Conseil qu'il ne souhaite plus être reconnu comme tel.

3. Le groupe Membre constitue un seul et même Membre de l'Organisation, étant toutefois entendu que chaque membre du groupe sera traité en Membre distinct pour les questions qui relèvent des dispositions suivantes :

- a) Articles 11 et 12 ;
- b) Article 46.

4. Les Parties contractantes et les territoires désignés qui entrent en tant que groupe indiquent le Gouvernement ou l'organisation qui les représentera au Conseil pour les questions dont traite le présent Accord, à l'exception de celles qui sont énumérées au paragraphe 3 du présent article.

5. Le droit de vote du groupe s'exerce de la façon suivante :

- a) Le groupe Membre a, pour chiffre de base, le même nombre de voix qu'un seul pays Membre entré à titre individuel dans l'Organisation. Le Gouvernement ou l'organisation qui représente le groupe reçoit ces voix et en dispose ;
- b) Au cas où la question mise aux voix rentre dans le cadre des dispositions énoncées au paragraphe 3 du présent article, les divers membres du groupe peuvent disposer séparément des voix que leur attribue le paragraphe 3 de l'article 13, comme si chacun d'eux était un Membre individuel de l'Organisation, sauf que les voix du chiffre de base restent attribuées au Gouvernement ou à l'organisation qui représente le groupe.

6. Toute Partie contractante ou tout territoire désigné qui fait partie d'un groupe peut, par notification au Conseil, se retirer de ce groupe et devenir Membre distinct. Ce retrait prend effet lors de la réception de la notification par le Conseil. Quand un des membres d'un groupe s'en retire ou cesse d'être un Membre de l'Organisation, les autres membres du groupe peuvent demander au Conseil de maintenir ce groupe ; le groupe conserve son existence à moins que le Conseil ne rejette cette demande. En cas de dissolution du groupe, chacun de ses ex-membres devient un Membre distinct. Un Membre qui a cessé d'appartenir à un groupe ne peut pas redevenir membre d'un groupe quelconque tant que le présent Accord reste en vigueur.

7. Toute Partie contractante qui souhaite faire partie d'un groupe Membre après l'entrée en vigueur du présent Accord peut le faire par notification au Conseil à condition que :

- a) Les autres membres du groupe déclarent qu'ils sont disposés à accepter le Membre en question comme partie du groupe Membre ;
- b) Elle notifie au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle fait partie du groupe.

8. Deux ou plusieurs Membres exportateurs peuvent, une fois que le présent Accord est entré en vigueur, demander à tout moment au Conseil l'autorisation de se constituer en groupe. Le Conseil les y autorise s'il constate qu'ils lui ont adressé la déclaration et les preuves exigées au paragraphe 1 du présent article. Dès que le Conseil a donné cette autorisation, les dispositions des paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article deviennent applicables au groupe.

## CHAPITRE V

*Organisation internationale du café*

## Article 7

*Siège et structure de l'Organisation internationale du café*

1. L'Organisation internationale du café créée par l'Accord international de 1962 sur le café continue d'exister pour assurer la mise en œuvre du présent Accord et en surveiller le fonctionnement.

2. L'Organisation a son siège à Londres, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix.

3. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du café, du comité exécutif, du directeur exécutif et du personnel.

## Article 8

*Privilèges et immunités*

1. L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que d'ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, du directeur exécutif, des membres du personnel et des experts, ainsi que des représentants des pays Membres pendant les séjours que l'exercice de leurs fonctions les amène à effectuer sur le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continueront à être régis par l'Accord de siège conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé Gouvernement hôte) et l'Organisation en date du 28 mai 1969.

3. L'Accord de siège mentionné au paragraphe 2 du présent article est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prendrait fin :

- a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation ;
- b) Dans le cas où le siège de l'Organisation serait transféré hors du territoire du Gouvernement hôte ;
- c) Dans le cas où l'Organisation cesserait d'exister.

4. L'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs autres Membres des accords qui devront recevoir l'approbation du Conseil, portant sur les privilèges et immunités qui pourraient être nécessaires pour le bon fonctionnement du présent Accord.

5. Les gouvernements des pays Membres autres que le Gouvernement hôte accordent à l'Organisation les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, le maintien de comptes bancaires et le transfert de fonds, que celles qui sont accordées aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

## CHAPITRE VI

*Conseil international du café*

## Article 9

*Composition du Conseil international du café*

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du café, qui se compose de tous les Membres de l'Organisation.

2. Chaque Membre nomme un représentant au Conseil et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque Membre peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

## Article 10

*Pouvoirs et fonctions du Conseil*

1. Le Conseil, investi de tous les pouvoirs que confère expressément le présent Accord, a les pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions de cet Accord.

2. Le Conseil établit un Comité de vérification des pouvoirs qui est chargé d'examiner les notifications écrites faites au président au sujet des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9, du paragraphe 3 de l'article 12 et du paragraphe 2 de l'article 14. Le Comité de vérification des pouvoirs fait rapport sur ses travaux au Conseil.

3. Outre le Comité de vérification des pouvoirs, le Conseil peut établir tout comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire.

4. Le Conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers des voix, les règlements nécessaires à l'exécution du présent Accord et conformes à ses dispositions, notamment son propre règlement intérieur et les règlements applicables à la gestion financière de l'Organisation et à son personnel. Le Conseil peut prévoir dans son règlement intérieur une procédure qui lui permette de prendre, sans se réunir, des décisions sur des points déterminés.

5. En outre, le Conseil tient à jour la documentation nécessaire à l'accomplissement des fonctions que lui confère le présent Accord, et toute autre documentation qu'il juge souhaitable.

## Article 11

*Président et vice-président du Conseil*

1. Le Conseil élit pour chaque année caféière un président de même qu'un premier, un deuxième et un troisième vice-présidents, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. En règle générale, le président et le premier vice-président sont tous deux élus parmi les représentants des Membres exportateurs ou parmi les représentants des Membres importateurs, et les deuxième et troisième vice-présidents parmi les représentants de l'autre catégorie. Cette répartition alterne chaque année caféière.

3. Ni le président ni le vice-président qui fait fonction de président n'a le droit de vote. Dans ce cas, leur suppléant exerce le droit de vote du Membre.

## Article 12

*Sessions du Conseil*

1. En règle générale, le Conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire. Il peut tenir des sessions extraordinaires s'il en décide ainsi. Des sessions extraordinaires se tiennent aussi à la demande du Comité exécutif, ou de cinq Membres, ou d'un ou plusieurs Membres réunissant deux cents voix au minimum. Les sessions du Conseil sont annoncées au moins trente jours à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas elles sont annoncées au moins dix jours à l'avance.

2. Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix. Si un Membre invite le Conseil à se réunir sur son territoire et si le Conseil donne son accord, les frais qui en résultent, en sus de ceux qui sont encourus lorsque la session a lieu au siège, sont à la charge de ce Membre.

3. Le Conseil peut inviter tout pays non membre ou toute organisation visée à l'article 16 à assister à n'importe laquelle de ses sessions en qualité d'observateur. Si une telle invitation est acceptée, le pays ou l'organisation en question envoie au président une notification écrite à cet effet. Dans cette notification, il peut, s'il le désire, demander l'autorisation de faire des déclarations au Conseil.

4. Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres exportateurs et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres importateurs. Si, au commencement d'une réunion du Conseil ou d'une réunion plénière, le quorum n'est pas atteint, le président décide de retarder l'ouverture de la séance ou de la réunion plénière pendant au moins trois heures. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est pas encore atteint, le président peut à nouveau différer l'ouverture de la séance ou de la réunion plénière pendant au moins trois heures. Si, à la fin de ce nouveau renvoi, le quorum n'est toujours pas atteint, le quorum exigé pour ouvrir ou reprendre la séance ou la réunion plénière est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres exportateurs et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant la moitié au moins du total des voix

des Membres importateurs. Les Membres représentés par procuration en vertu du paragraphe 2 de l'article 14 sont considérés comme présents.

## Article 13

*Voix*

1. Les Membres exportateurs ont ensemble 1 000 voix et les Membres importateurs également ; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie, celle des exportateurs et celle des importateurs, comme l'indiquent les paragraphes ci-après du présent article.

2. Chaque Membre a, comme chiffre de base, cinq voix.

3. Le restant des voix des Membres exportateurs est réparti entre ces Membres au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives de café toutes destinations pendant les quatre années civiles précédentes.

4. Le restant des voix des Membres importateurs est réparti entre ces Membres au prorata du volume moyen de leurs importations respectives de café pendant les quatre années civiles précédentes.

5. Le Conseil répartit les voix au début de chaque année caféière en vertu du présent article et cette répartition reste en vigueur pendant l'année en question, sauf dans les cas prévus au paragraphe 6 du présent article.

6. Quant un changement survient dans la participation à l'Organisation ou si le droit de vote d'un Membre est suspendu ou rétabli en vertu de l'article 23 ou de l'article 37, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix, qui obéit aux dispositions du présent article.

7. Aucun membre n'a plus de 400 voix.

8. Il ne peut y avoir de fraction de voix.

## Article 14

*Procédure de vote du Conseil*

1. Chaque Membre dispose de toutes les voix qu'il détient et n'est pas autorisé à les diviser. Il peut cependant disposer différemment des voix qui lui sont données par procuration, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Tout Membre exportateur peut autoriser tout autre Membre exportateur et tout Membre importateur peut autoriser tout autre Membre importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs séances du Conseil. La limitation prévue au paragraphe 7 de l'article 13 ne s'applique pas dans ce cas.

## Article 15

*Décisions du Conseil*

1. Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations à la majorité répartie simple des voix, sauf disposition contraire du présent Accord.

2. La procédure suivante s'applique à toute décision que le Conseil doit, aux termes du présent Accord, prendre à la majorité répartie des deux tiers des voix :

a) Si la proposition n'obtient pas la majorité répartie des deux tiers des voix en raison du vote négatif d'un, deux ou trois Membres exportateurs ou d'un, deux ou trois Membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi à la majorité des Membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les quarante-huit heures ;

b) Si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient encore pas la majorité répartie des deux tiers des voix, en raison du vote négatif d'un ou deux Membres exportateurs ou d'un ou deux Membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi à la majorité des Membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les vingt-quatre heures ;

c) Si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité répartie des deux tiers des voix en raison du vote négatif d'un Membre exportateur ou d'un Membre importateur, elle est considérée comme adoptée ;

d) Si le Conseil ne remet pas une proposition aux voix, elle est considérée comme repoussée.

3. Les Membres s'engagent à accepter comme obligatoires toutes les décisions que le Conseil prend en vertu du présent Accord.

## Article 16

*Collaboration avec d'autres organisations*

1. Le Conseil peut prendre des dispositions pour avoir des consultations et collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et

ses institutions spécialisées, ainsi que d'autres organisations inter-gouvernementales appropriées. Il utilise au mieux les mécanismes du Fonds commun des produits de base. Ces dispositions peuvent comprendre les mesures financières que le Conseil considère opportunes pour atteindre les objectifs du présent Accord. Toutefois, en ce qui concerne la mise en œuvre de tout projet dans le cadre de ces mesures, l'Organisation n'assume aucune obligation financière, y compris au titre de garanties données par des Membres ou par d'autres entités. Aucun Membre n'assume une quelconque responsabilité, au motif de son appartenance à l'Organisation, du fait des emprunts contractés ou des prêts consentis par tout autre Membre ou toute autre entité dans le cadre de tels projets.

2. Lorsque cela est possible, l'Organisation peut recueillir auprès des pays Membres, des pays non membres et des agences donatrices et autres agences, des renseignements sur les projets et programmes de développement centrés sur le secteur caféier. Le cas échéant et avec l'accord des Parties en cause, l'Organisation peut mettre ces renseignements à la disposition de ces autres organisations ainsi que des Membres.

## CHAPITRE VII *Comité exécutif*

### Article 17

#### *Composition et réunions du Comité exécutif*

1. Le Comité exécutif se compose de huit Membres exportateurs et de huit Membres importateurs élus pour chaque année caféière, conformément aux dispositions de l'article 8. Les Membres représentés au Comité exécutif sont rééligibles.

2. Chaque Membre représenté au Comité exécutif désigne un représentant et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque Membre représenté au Comité exécutif peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

3. Elus pour chaque année caféière par le Conseil, le président et le vice-président du Comité exécutif sont rééligibles. Ils ne sont pas rémunérés par l'Organisation. Ni le président ni le vice-président qui fait fonction de président n'a le droit de vote aux réunions du Comité exécutif. Son suppléant exerce dans ce cas le droit de vote du Membre. En règle générale, le président et le vice-président sont tous deux élus parmi les représentants de la même catégorie de Membres pour chaque année caféière.

4. Le Comité exécutif se réunit normalement au siège de l'Organisation, mais peut se réunir ailleurs si le Conseil le décide à la majorité répartie des deux tiers des voix. Si le Conseil accepte l'invitation d'un Membre à tenir une réunion du Comité exécutif sur son territoire, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 concernant les sessions du Conseil sont également applicables.

5. Le quorum exigé pour toute réunion du Comité exécutif est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres exportateurs élus au Comité exécutif et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres importateurs élus au Comité exécutif. Si, au commencement d'une réunion du Comité exécutif, le quorum n'est pas atteint, le président du Comité exécutif décide de retarder l'ouverture de la réunion pendant au moins trois heures. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est pas encore atteint, le président peut à nouveau différer l'ouverture de la réunion pendant au moins trois heures. Si, à la fin de ce nouveau renvoi, le quorum n'est toujours pas atteint, le quorum exigé pour ouvrir la réunion est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres exportateurs élus au Comité exécutif et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres importateurs élus au Comité exécutif.

### Article 18

#### *Election du Comité exécutif*

1. Les Membres exportateurs de l'Organisation élisent les Membres exportateurs du Comité exécutif, et les Membres importateurs de l'Organisation les Membres importateurs du Comité exécutif. Les élections de chaque catégorie ont lieu selon les dispositions suivantes.

2. Chaque Membre vote pour un seul candidat, en lui accordant toutes les voix dont il dispose en vertu de l'article 13. Il peut accorder à un autre candidat les voix dont il disposerait par procuration, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 14.

3. Les huit candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élus ; toutefois, aucun candidat n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a pas obtenu soixante-quinze voix au moins.

4. Si moins de huit candidats sont élus au premier tour de scrutin selon les dispositions du paragraphe 3 du présent article, de nouveaux tours de scrutin ont lieu, auxquels seuls participent les Membres qui n'ont voté pour aucun des candidats élus. A chaque nouveau tour de scrutin, le minimum de voix nécessaire pour être élu diminue successivement de cinq unités jusqu'à ce que les huit candidats soient élus.

5. Un Membre qui n'a pas voté pour un des Membres élus confère à l'un d'entre eux les voix dont il dispose, sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7 du présent article.

6. On considère qu'un Membre a obtenu les voix qui lui ont été données lors de son élection, plus les voix qui lui ont été conférées plus tard, à condition que le total des voix ne dépasse 499 pour aucun Membre élu.

7. Au cas où les voix considérées comme obtenues par un Membre élu dépasseraient 499, les Membres qui ont voté pour ce Membre élu ou qui lui ont conféré leurs voix s'entendent pour qu'un ou plusieurs d'entre eux retirent les voix qu'ils lui ont accordées et les confèrent ou les transfèrent à un autre Membre élu, de façon que les voix obtenues par chaque Membre élu ne dépassent pas le chiffre limite de 499.

### Article 19

#### *Compétence du Comité exécutif*

1. Le Comité exécutif est responsable devant le Conseil et travaille selon ses directives générales.

2. Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, déléguer au Comité exécutif tout ou partie de ses pouvoirs à l'exclusion des suivants :

- a) Voter le budget administratif et fixer les cotisations, en vertu de l'article 22 ;
- b) Suspendre le droit de vote d'un Membre, en vertu de l'article 37 ;
- c) Se prononcer sur les différends, en vertu de l'article 37 ;
- d) Fixer des conditions d'adhésion, en vertu de l'article 41 ;
- e) Décider l'exclusion d'un Membre de l'Organisation, en vertu de l'article 45 ;
- f) Prendre une décision sur la question de soumettre l'Accord à de nouvelles négociations, de le proroger ou de le résilier, en vertu de l'article 47 ;
- g) Recommander un amendement aux Membres, en vertu de l'article 48.

3. Le Conseil peut à tout moment, à la majorité répartie simple des voix, annuler les pouvoirs qu'il a délégués au Comité exécutif.

4. Le Comité exécutif établit un Comité des finances qui, conformément aux dispositions de l'article 22, est chargé de surveiller la préparation du budget administratif à soumettre à l'approbation du Conseil et d'exercer toute autre fonction qui lui a été attribuée par le Comité exécutif, y compris la surveillance des recettes et des dépenses. Le Comité des finances fait rapport sur ses travaux au Comité exécutif.

5. Outre le Comité des finances, le Comité exécutif peut établir tout autre comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire.

### Article 20

#### *Procédure de vote du Comité exécutif*

1. Chaque Membre du Comité exécutif dispose des voix qu'il a obtenues en vertu des paragraphes 6 et 7 de l'article 18. Le vote par procuration n'est pas admis. Aucun Membre du Comité exécutif n'est autorisé à partager ses voix.

2. Les décisions du Comité sont prises à la même majorité que les décisions analogues du Conseil.

## CHAPITRE VIII

### *Finances*

#### Article 21

#### *Dispositions financières*

1. Les dépenses des délégations au Conseil, ainsi que des représentants au Comité exécutif et à tout autre comité du Conseil ou du Comité exécutif, sont à la charge de l'Etat qu'ils représentent.

2. Les autres dépenses qu'entraîne l'application du présent Accord sont couvertes par les cotisations annuelles des Membres, qui sont réparties comme il est dit à l'article 22, ainsi que par les recettes de la vente de services particuliers aux Membres et de la vente des renseignements et études résultant de l'application des dispositions des articles 27 et 29.

3. L'exercice financier de l'Organisation coïncide avec l'année caennaise.

#### Article 22

##### *Vote du budget administratif et fixation des cotisations*

1. Au second semestre de chaque exercice financier, le Conseil vote le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice financier suivant et répartit les cotisations des Membres à ce budget. Le budget administratif est préparé par le directeur exécutif sous la surveillance du Comité des finances, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 19.

2. Pour chaque exercice financier, la cotisation de chaque Membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qu'il y a, au moment du vote du budget administratif, entre le nombre de voix dont il dispose et le nombre de voix dont disposent tous les Membres réunis. Si toutefois, au début de l'exercice financier pour lequel les cotisations sont fixées, la répartition des voix entre les Membres se trouve changée en vertu du paragraphe 5 de l'article 13, le Conseil ajuste les cotisations en conséquence pour cet exercice. Pour déterminer les cotisations, on dénombre les voix de chaque Membre sans tenir compte de la suspension éventuelle du droit de vote d'un Membre ou de la redistribution des voix qui aurait pu en résulter.

3. Le Conseil fixe la cotisation initiale de tout pays qui devient Membre de l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulee de l'exercice en cours ; mais les cotisations assignées aux autres Membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

#### Article 23

##### *Versement des cotisations*

1. Les cotisations au budget administratif de chaque exercice financier sont payables en monnaie librement convertible et sont exigibles au premier jour de l'exercice.

2. Un Membre qui ne s'est pas acquitté intégralement de sa cotisation au budget administratif dans les six mois de son exigibilité perd, jusqu'au moment où il s'en acquitte, son droit de voter au Conseil et de voter ou de faire voter pour lui au Comité exécutif. Cependant, sauf décision prise par le Conseil à la majorité répartie des deux tiers des voix, ce Membre n'est privé d'aucun des autres droits que lui confère le présent Accord, ni relevé d'aucune des obligations que celui-ci lui impose.

3. Un Membre dont le droit de vote est suspendu, en application soit des dispositions du paragraphe 2 du présent article, soit des dispositions de l'article 37, reste néanmoins tenu de verser sa cotisation.

#### Article 24

##### *Responsabilités financières*

1. L'Organisation, fonctionnant de la manière indiquée dans le paragraphe 3 de l'article 7, n'est pas habilitée à contracter une quelconque obligation n'entrant pas dans le champ d'application du présent Accord, et ne peut être réputée avoir été autorisée à le faire par les Membres ; en particulier, elle n'a pas qualité pour emprunter de l'argent. Dans l'exercice de sa faculté de contracter, l'Organisation insère dans ses contrats les conditions du présent article de façon à les porter à la connaissance des autres Parties intéressées ; toutefois, si ces conditions ne sont pas insérées, le contrat n'est pas pour autant frappé de nullité et l'Organisation n'est pas réputée avoir outrepassé les pouvoirs à elle conférés.

2. La responsabilité financière d'un Membre se limite à ses obligations concernant les contributions expressément prévues dans le présent Accord. Les tierces Parties traitant avec l'Organisation sont censées avoir connaissance des dispositions du présent Accord relatives aux responsabilités financières des Membres.

#### Article 25

##### *Vérification et publication des comptes*

Le plus tôt possible et six mois au plus tard après la clôture de chaque exercice financier, le Conseil est saisi, pour approbation et

publication, d'un état, vérifié par expert agréé, des recettes et dépenses de l'Organisation pendant cet exercice financier.

#### CHAPITRE IX

##### *Directeur exécutif et personnel*

#### Article 26

##### *Directeur exécutif et personnel*

1. Le Conseil nomme le directeur exécutif sur la recommandation du Comité exécutif. Il fixe les conditions d'emploi du directeur exécutif ; elles sont comparables à celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales similaires ;

2. Le directeur exécutif est le chef des services administratifs de l'Organisation ; il est responsable de l'exécution des tâches qui lui incombent dans l'administration du présent Accord.

3. Le directeur exécutif nomme le personnel, conformément au règlement arrêté par le Conseil.

4. Le directeur exécutif et les autres fonctionnaires ne doivent avoir aucun intérêt financier ni dans l'industrie caennaise ni dans le commerce ou le transport du café.

5. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le directeur exécutif et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instruction d'aucun Membre ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du directeur exécutif et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

#### CHAPITRE X

##### *Information, études et recherches*

#### Article 27

##### *Information*

1. L'Organisation sert de centre pour recueillir, échanger et publier :

a) Des renseignements statistiques sur la production, les prix, les exportations et les importations, la distribution et la consommation du café dans le monde ;

b) Dans la mesure où elle le juge approprié, des renseignements techniques sur la culture, le traitement et l'utilisation du café.

2. Le Conseil peut demander aux Membres de lui donner, en matière de café, les renseignements qu'il juge nécessaires à son activité, notamment des rapports statistiques périodiques sur la production, les tendances de la production, les exportations et les importations, la distribution, la consommation, les stocks, les prix et l'imposition, mais il ne rend public aucun renseignement qui permettrait d'identifier les opérations d'individus ou de firmes qui produisent, traitent ou écoulent du café. Les Membres communiquent sous une forme aussi détaillée et précise que possible les renseignements demandés.

3. Le Conseil institue un système de prix indicatifs capable de permettre la publication d'un prix indicatif quotidien composé.

4. Si un Membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai normal les renseignements, statistiques ou autres, dont le Conseil a besoin pour la bonne marche de l'Organisation, le Conseil peut exiger du Membre en question qu'il explique les raisons de ce manque. S'il constate qu'il faut fournir à cet égard une aide technique, le Conseil peut prendre les mesures nécessaires.

#### Article 28

##### *Certificats d'origine*

1. Afin de faciliter le recueil de statistiques sur le commerce international du café et de vérifier les quantités de café qui ont été exportées par chaque Membre exportateur, l'Organisation institue un système de certificats d'origine qui obéit aux règles approuvées par le Conseil.

2. Tout le café exporté par un Membre exportateur est accompagné d'un certificat d'origine valide. Les certificats d'origine sont délivrés, conformément au règlement pertinent du Conseil, par l'organisme qualifié que ce Membre a choisi et que l'Organisation a approuvé.

3. Chaque Membre exportateur communique à l'Organisation le nom de l'organisme gouvernemental ou non gouvernemental qu'il a désigné pour remplir les fonctions prévues au paragraphe 2 du présent article. L'Organisation approuve nommément un organisme non gouvernemental conformément aux règles approuvées par le Conseil.

#### Article 29

##### *Etudes et recherches*

1. L'Organisation favorise la préparation d'études et de recherches sur les conditions économiques de la production et de la distribution du café, l'incidence des mesures prises par les gouvernements dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs sur la production et la consommation du café, et la possibilité d'accroître la consommation de café dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages.

2. Afin de mettre en œuvre les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le Conseil adopte, à la deuxième session ordinaire de chaque année caféière, un projet de programme de travail annuel des études et recherches, accompagné d'estimations concernant les ressources nécessaires, qui est établi par le directeur exécutif.

3. Le Conseil peut approuver la préparation par l'Organisation d'études et de recherches à effectuer conjointement ou avec la collaboration d'autres organisations et institutions. Dans ce cas, le directeur exécutif présente au Conseil un compte détaillé des ressources nécessaires à fournir par l'Organisation ou par le partenaire ou les partenaires participant au projet.

4. Les études et recherches à mener par l'Organisation en application des dispositions du présent article sont financées à l'aide de ressources figurant dans le budget administratif, préparé conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 22, et sont exécutées par les membres du personnel de l'Organisation et par des experts-conseils si besoin est.

#### CHAPITRE XI

##### *Dispositions générales*

#### Article 30

##### *Préparatifs d'un nouvel Accord*

Le Conseil peut étudier la possibilité de négocier un nouvel Accord international sur le café, y compris un Accord qui pourrait contenir des mesures destinées à équilibrer l'offre et la demande de café, et prendre les initiatives qu'il juge appropriées.

#### Article 31

##### *Elimination des obstacles à la consommation*

1. Les Membres reconnaissent qu'il est de la plus haute importance de réaliser dans les meilleurs délais le plus grand développement possible de la consommation du café, notamment par l'élimination progressive de tout obstacle qui pourrait entraver ce développement.

2. Les Membres reconnaissent que certaines mesures actuellement en vigueur pourraient, dans des proportions plus ou moins grandes, entraver l'augmentation de la consommation du café, en particulier :

a) Certains régimes d'importation applicables au café, y compris les tarifs préférentiels ou autres, les contingents, les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;

b) Certains régimes d'exportation en ce qui concerne les subventions directes ou indirectes et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;

c) Certaines conditions intérieures de commercialisation et dispositions internes de caractère législatif et administratif qui pourraient affecter la consommation.

3. Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus et des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les Membres s'efforcent de poursuivre la réduction des tarifs sur le café ou de prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles à l'augmentation de la consommation.

4. En considération de leur intérêt commun, les Membres s'engagent à rechercher les moyens par lesquels les obstacles au développement du commerce et de la consommation mentionnés au paragraphe 2 du présent article pourraient être progressivement réduits et éventuellement, dans la mesure du possible, éliminés, ou par lesquels leurs effets pourraient être substantiellement diminués.

5. Eu égard aux engagements contractés aux termes du paragraphe 4 du présent article, les Membres informent chaque année le Conseil de toutes les mesures qu'ils ont prises en vue de donner suite aux dispositions de cet article.

6. Le directeur exécutif prépare périodiquement une étude des obstacles à la consommation, qui est passée en revue par le Conseil.

7. Pour atteindre les objectifs visés dans le présent article, le Conseil peut faire des recommandations aux Membres qui lui font rapport aussitôt que possible sur les mesures qu'ils ont prises en vue de mettre en œuvre les recommandations en question.

#### Article 32

##### *Mesures relatives au café transformé*

1. Les Membres reconnaissent que les pays en voie de développement ont besoin d'élargir les bases de leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du café et l'exportation du café transformé.

2. A ce propos, les Membres évitent de prendre des mesures gouvernementales qui pourraient désorganiser le secteur caféier d'autres Membres.

3. Si un Membre considère que les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne sont pas observées, il engage des consultations avec les autres Membres intéressés, en tenant dûment compte des dispositions de l'article 36. Les Membres intéressés s'efforcent d'arriver à un règlement amiable sur une base bilatérale. Si ces consultations ne permettent pas d'arriver à une entente satisfaisante pour les Parties en cause, l'une ou l'autre des Parties peut saisir le Conseil de l'affaire, conformément aux dispositions de l'article 37.

4. Aucune disposition du présent Accord ne portera atteinte au droit de tout Membre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que le secteur caféier de son économie ne soit désorganisé par des importations de café transformé, ou pour redresser la situation le cas échéant.

#### Article 33

##### *Mélanges et succédanés*

1. Les Membres ne maintiennent en vigueur aucune réglementation qui exigerait que d'autres produits soient mélangés, traités ou utilisés avec du café, en vue de leur vente dans le commerce sous l'appellation de café. Les Membres s'efforcent d'interdire la publicité et la vente, sous le nom de café, de produits contenant moins de l'équivalent de 90 p. 100 de café vert comme matière première de base.

2. Le Conseil peut demander à un pays Membre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions du présent article.

3. Le directeur exécutif soumet périodiquement au Conseil un rapport sur la manière dont sont observées les dispositions du présent article.

#### Article 34

##### *Consultations et collaboration avec le secteur privé*

1. L'Organisation reste en liaison étroite avec les organisations non gouvernementales appropriées s'occupant du commerce international du café et avec les experts en matière de café.

2. Les Membres règlent l'action qu'ils assurent dans le cadre du présent Accord de manière à respecter les structures de la profession et à éviter les pratiques de ventes discriminatoires. Dans l'exercice de ces activités, ils s'efforcent de tenir dûment compte des intérêts légitimes du secteur caféier.

#### Article 35

##### *Aspects relatifs à l'environnement*

Les Membres prennent dûment en considération la gestion durable des ressources en café et de la transformation du café, eu égard aux principes et objectifs relatifs au développement durable convenus à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

## CHAPITRE XII

*Consultations, différends et réclamations*

## Article 36

*Consultations*

Chaque Membre accueille favorablement les observations qui peuvent être présentées par un autre Membre sur toute question relative au présent Accord et accepte toute consultation y ayant trait. Au cours de consultations de ce genre, à la demande de l'une des Parties et avec l'assentiment de l'autre, le directeur exécutif institue une commission indépendante qui offre ses bons offices en vue de parvenir à une conciliation. Les dépenses de la commission ne sont pas à la charge de l'Organisation. Si l'une des Parties n'accepte pas que le directeur exécutif institue une commission ou si la consultation ne conduit pas à une solution, la question peut être soumise au Conseil en vertu de l'article 37. Si la consultation aboutit à une solution, un rapport est présenté au directeur exécutif, qui le distribue à tous les Membres.

## Article 37

*Différends et réclamations*

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé par voie de négociation est, à la demande de tout Membre Partie au différend, déferé au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est déferé au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, la majorité des Membres, ou plusieurs Membres qui détiennent ensemble au moins le tiers du total des voix, peuvent demander au Conseil de solliciter, après discussion de l'affaire et avant de faire connaître sa décision, l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3 du présent article sur les questions en litige.

3. a) Sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil, cette commission consultative est composée de :

i) Deux personnes désignées par les Membres exportateurs, dont l'une a une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre a de l'autorité et de l'expérience en matière juridique ;

ii) Deux personnes désignées par les Membres importateurs selon les mêmes critères ;

iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes nommées en vertu des alinéas i et ii ou, en cas de désaccord, par le président du Conseil.

b) Les ressortissants des pays qui sont Parties contractantes au présent Accord peuvent siéger à la commission consultative.

c) Les membres de la commission consultative agissent à titre personnel et sans recevoir d'instruction d'aucun Gouvernement.

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération toutes les données pertinentes.

5. Le Conseil statue sur tout différend dont il est saisi dans les six mois qui suivent la date à laquelle ce différend lui a été soumis.

6. Quand un Membre se plaint qu'un autre Membre n'ait pas rempli les obligations que lui impose le présent Accord, cette plainte est, à la requête du plaignant, déferée au Conseil, qui décide.

7. Un Membre ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent Accord par décision prise à la majorité répartie simple des voix. Toute constatation d'une infraction à l'Accord de la part d'un Membre doit spécifier la nature de l'infraction.

8. Si le Conseil constate qu'un Membre a commis une infraction au présent Accord, il peut, sans préjudice des autres mesures coercitives prévues à d'autres articles de l'Accord et par décision prise à la majorité répartie des deux tiers des voix, suspendre le droit que ce Membre a de voter au Conseil et le droit qu'il a de voter ou de faire voter pour lui au Comité exécutif, jusqu'au moment où il se sera acquitté de ses obligations, ou exiger son exclusion de l'Organisation en vertu de l'article 45.

9. Un Membre peut demander un avis préalable au Comité exécutif en cas de différend ou de réclamation avant que la question ne soit examinée par le Conseil.

## CHAPITRE XIII

*Dispositions finales*

## Article 38

*Signature*

Le présent Accord sera, du 18 avril 1994 jusqu'au 26 septembre 1994 inclus, ouvert, au siège de l'Organisation des Nations Unies, à la signature des Parties contractantes à l'Accord international de 1983 sur le café ou à l'Accord international de 1983 sur le café tel que prorogé ainsi qu'à celle des gouvernements invités aux sessions du Conseil international du café au cours desquelles le présent Accord a été négocié.

## Article 39

*Ratification, acceptation ou approbation*

1. Le présent Accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des gouvernements signataires, conformément à leur procédure constitutionnelle.

2. Sauf dans les cas prévus par l'article 40, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au plus tard le 26 septembre 1994. Cependant, le Conseil peut accorder des prorogations de délai aux gouvernements signataires qui ne sont pas en mesure de déposer leurs instruments avant cette date.

## Article 40

*Entrée en vigueur*

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre indicatif le 1<sup>er</sup> octobre 1994 si, à cette date, des gouvernements représentant au moins vingt Membres exportateurs ayant au minimum 80 p. 100 des voix des Membres exportateurs, et au moins dix Membres importateurs ayant au minimum 80 p. 100 des voix des Membres importateurs, selon la répartition à la date du 26 septembre 1994, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. D'autre part, le présent Accord entrera définitivement en vigueur à n'importe quel moment après le 1<sup>er</sup> octobre 1994, s'il est provisoirement en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, et si les conditions concernant le pourcentage sont satisfaites par le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Le présent Accord peut entrer en vigueur provisoirement le 1<sup>er</sup> octobre 1994. A cette fin, si un Gouvernement signataire ou toute autre Partie contractante à l'Accord international de 1983 sur le café tel que prorogé notifie au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui recevra la notification au plus tard le 26 septembre 1994, qu'il s'engage à appliquer les dispositions du présent Accord à titre provisoire, conformément à ses lois et règlements, et à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Un Gouvernement qui s'engage à appliquer provisoirement les dispositions du présent Accord, conformément à ses lois et règlements, en attendant le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation sera considéré comme provisoirement Partie à cet Accord jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : celle du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 31 décembre 1994 inclusivement. Le Conseil peut accorder une prorogation du délai pendant lequel un Gouvernement qui applique provisoirement le présent Accord peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur définitivement ou provisoirement le 1<sup>er</sup> octobre 1994, conformément aux dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article, les Gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont adressé les notifications aux termes desquelles ils s'engagent à appliquer provisoirement les dispositions de cet Accord, conformément à leurs lois et règlements, et à chercher à obtenir la ratification, l'acceptation ou l'approbation, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il entrera en vigueur entre eux. De même, si le présent Accord est entré en vigueur provisoirement, mais non définitivement, le 31 décembre 1994, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont fait les notifications mentionnées au paragraphe 2 du présent article, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il continuera à rester pro-

visoirement en vigueur ou qu'il entrera définitivement en vigueur entre eux.

#### Article 41

##### *Adhésion*

1. Le Gouvernement de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou Membre d'une de ses institutions spécialisées peut adhérer au présent Accord aux conditions que fixe le Conseil.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. L'adhésion prend effet au moment du dépôt de l'instrument.

#### Article 42

##### *Réserves*

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut faire l'objet de réserves.

#### Article 43

##### *Application à des territoires désignés*

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord s'applique à tel ou tel des territoires dont il assure la représentation internationale ; l'Accord s'applique aux territoires désignés dans la notification à compter de la date de la notification.

2. Toute Partie contractante qui désire exercer, à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure la représentation internationale, le droit que lui donne l'article 5, ou qui désire autoriser l'un ou l'autre de ces territoires à faire partie d'un groupe Membre constitué en vertu de l'article 6, peut le faire en adressant au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, soit à tout moment par la suite, une notification en ce sens.

3. Toute Partie contractante qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article peut, par la suite, notifier à tout moment au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord cesse de s'appliquer à tel ou tel territoire qu'elle désigne ; l'Accord cesse de s'appliquer à ce territoire à compter de la date de la notification.

4. Lorsqu'un territoire auquel s'appliquait le présent Accord en vertu du paragraphe 1 du présent article devient indépendant, le Gouvernement du nouvel Etat peut, dans les quatre-vingt-dix jours de son accession à l'indépendance, notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il a assumé les droits et obligations d'une Partie contractante à l'Accord. Il devient Partie contractante au présent Accord à compter de la date de la notification. Le Conseil peut accorder une prorogation du délai imparti pour faire cette notification.

#### Article 44

##### *Retrait volontaire*

Toute Partie contractante peut à tout moment se retirer du présent Accord en notifiant par écrit son retrait au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le retrait prend effet quatre-vingt-dix jours après réception de la notification.

#### Article 45

##### *Exclusion*

Si le Conseil considère qu'un Membre a commis une infraction aux obligations que lui impose le présent Accord, et s'il estime en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'Accord, il peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, exclure ce Membre de l'Organisation. Le Conseil notifie immédiatement cette décision au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Quatre-vingt-dix jours après la décision du Conseil,

ce Membre cesse d'appartenir à l'Organisation internationale du café et, si ce Membre est Partie contractante, d'être Partie à l'Accord.

#### Article 46

##### *Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion*

1. En cas de retrait ou d'exclusion d'un Membre, le Conseil liquide ses comptes s'il y a lieu. L'Organisation conserve les sommes déjà versées par ce Membre, qui est, d'autre part, tenu de régler toute somme qu'il lui doit à la date effective du retrait ou de l'exclusion de l'Organisation ; toutefois, s'il s'agit d'une Partie contractante qui ne peut pas accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse d'être Partie à l'Accord en vertu du paragraphe 2 de l'article 48, le Conseil peut liquider les comptes de la manière qui lui semble équitable.

2. Un Membre qui a cessé de participer au présent Accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ou des autres avoirs de l'Organisation ; il ne peut non plus lui être imputé aucune partie du déficit éventuel de l'Organisation lorsque l'Accord prend fin.

#### Article 47

##### *Durée et expiration ou résiliation*

1. Le présent Accord reste en vigueur pendant une période de cinq années, jusqu'au 30 septembre 1999, à moins qu'il ne soit prorogé en vertu du paragraphe 2 du présent article ou résilié en vertu du paragraphe 3 du présent article.

2. Le Conseil peut, par décision prise à la majorité de 58 p. 100 des Membres détenant au moins une majorité répartie de 70 p. 100 du total des voix, décider que le présent Accord fera l'objet de nouvelles négociations ou sera prorogé, avec ou sans modification, pour le temps qu'il détermine. Si une Partie contractante, ou un territoire qui est Membre ou fait partie d'un groupe Membre, n'a pas notifié ou fait notifier au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies son acceptation du nouvel Accord ou de l'Accord prorogé à la date où ce nouvel Accord ou cet Accord prorogé entre en vigueur, cette Partie contractante ou ce territoire cesse à cette date d'être Partie à l'Accord.

3. Le Conseil peut, à tout moment, par décision prise à la majorité des Membres détenant au moins une majorité répartie des deux tiers du total des voix, décider de résilier le présent Accord. La résiliation prend effet à dater du moment que le Conseil décide.

4. Nonobstant la résiliation de l'Accord, le Conseil continue à exister aussi longtemps qu'il le faut pour liquider l'Organisation, apurer ses comptes et disposer de ses avoirs ; il a, pendant cette période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

#### Article 48

##### *Amendements*

1. Le Conseil peut, par décision prise à la majorité répartie des deux tiers des voix, recommander aux Parties contractantes un amendement au présent Accord. Cet amendement prend effet cent jours après que des Parties contractantes qui représentent au moins 75 p. 100 des Membres exportateurs détenant au minimum 85 p. 100 des voix des Membres exportateurs, et des Parties contractantes qui représentent au moins 75 p. 100 des Membres importateurs détenant au minimum 80 p. 100 des voix des Membres importateurs, ont notifié leur acceptation au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil fixe un délai avant l'expiration duquel les Parties contractantes notifient au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elles acceptent l'amendement. Si, à l'expiration de ce délai, les conditions relatives au pourcentage exigé pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas remplies, il est considéré comme retiré.

2. Si une Partie contractante, ou un territoire qui est Membre ou fait partie d'un groupe Membre, n'a pas notifié ou fait notifier son acceptation d'un amendement dans le délai imparti par le Conseil à cet effet, cette Partie contractante ou ce territoire cesse d'être Partie au présent Accord à compter de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.



## Article 49

*Dispositions supplémentaires et transitoires*

1. Le présent Accord est considéré comme une continuation de l'Accord international de 1983 sur le café tel que prorogé.

2. Afin de faciliter l'application ininterrompue de l'Accord international de 1983 sur le café tel que prorogé :

a) Toutes les mesures prises en vertu de l'Accord international de 1983 sur le café tel que prorogé qui sont en vigueur au 30 septembre 1994 et dont il n'est pas spécifié que leur effet expire à cette date restent en vigueur, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent Accord ;

b) Toutes les décisions que le Conseil devra prendre au cours de l'année caféière 1993-1994 en vue de leur application au cours de l'année caféière 1994-1995 seront prises au cours de l'année caféière 1993-1994 ; elles seront appliquées à titre provisoire comme si l'Accord était déjà entré en vigueur.

## Article 50

*Textes de l'Accord faisant foi*

Les textes du présent Accord en anglais, espagnol, français et portugais font tous également foi. Les originaux sont déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

## ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 607 FIP du 29 juillet 1996 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), constructions scolaires 1996, commune de Tubuai, îles Australes : école de Mataura maternelle.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 874 FIP du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 20 février 1996 ;

Vu le dossier technique du projet établi ;

Vu la délibération n° 16-1996 du 2 mai 1996 du conseil municipal de la commune de Tubuai approuvant le programme 1996 des constructions scolaires ainsi que les dossiers techniques ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué à la commune de Tubuai, îles Australes, une subvention d'un montant de 3.429.000 F CFP pour la réalisation du projet ci-après :

Ecole de Mataura maternelle :	
- grosses réparations (complément)	3.235.000 F CFP
- frais d'études	194.000 F CFP

Art. 2.— Les conditions de liquidation de la subvention sont les suivantes :

- versement d'un acompte de 50 % sur production d'un certificat de commencement de travaux ;
- versement du solde sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet précité.

Art. 3.— Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 1996.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 608 FIP du 29 juillet 1996 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), constructions scolaires 1996, commune de Nuku Hiva, îles Marquises : école de Talohae primaire et maternelle.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;



Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 874 FIP du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 20 février 1996 ;

Vu le dossier technique du projet établi ;

Vu la délibération n° 41-96 du 5 juin 1996 du conseil municipal de la commune de Nuku Hiva approuvant le programme de constructions scolaires 1996 (clôture école publique Taiohae, clôture école Aakapa) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué à la commune de Nuku Hiva, îles Marquises, une subvention d'un montant de 3.984.000 F CFP pour la réalisation du projet ci-après :

Ecole de Taiohae primaire et maternelle :  
- clôture de l'ensemble scolaire 3.984.000 F CFP

Art. 2. — Les conditions de liquidation de la subvention sont les suivantes :

- versement d'un acompte de 50 % sur production d'un certificat de commencement de travaux ;
- versement du solde sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet précité.

Art. 3. — Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Art. 4. — Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 1996.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 609 FIP du 29 juillet 1996 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), constructions scolaires 1996, commune de Nuku Hiva, îles Marquises : école de Aakapa primaire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 874 FIP du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 20 février 1996 ;

Vu le dossier technique du projet établi ;

Vu la délibération n° 41-96 du 5 juin 1996 du conseil municipal de la commune de Nuku Hiva approuvant le programme de constructions scolaires 1996 (clôture école publique Taiohae, clôture école Aakapa) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué à la commune de Nuku Hiva, îles Marquises, une subvention d'un montant de 3.930.000 F CFP pour la réalisation du projet ci-après :

Ecole de Aakapa primaire :

- clôture 3.930.000 F CFP

Art. 2.— Les conditions de liquidation de la subvention sont les suivantes :

- versement d'un acompte de 50 % sur production d'un certificat de commencement de travaux ;
- versement du solde sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet précité.

Art. 3.— Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 1996.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 611 FIP du 29 juillet 1996 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), constructions scolaires 1996, commune de Fatu Hiva, îles Marquises : école de Hanavave primaire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 874 FIP du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 20 février 1996 ;

Vu le dossier technique du projet établi ;

Vu la délibération n° 4-96 du 17 mai 1996 du conseil municipal de la commune de Fatu Hiva acceptant le principe de l'opération "construction d'une quatrième salle de cours à l'école de Hanavave", approuvant le dossier technique et son mode de financement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué à la commune de Fatu Hiva, îles Marquises, une subvention d'un montant de 12.081.000 F CFP pour la réalisation du projet ci-après :

Ecole de Hanavave primaire :	
- 1 classe + VRD	9.660.000 F CFP
- mobilier	682.000 F CFP
- transport	1.739.000 F CFP

Art. 2.— Les conditions de liquidation de la subvention sont les suivantes :

- versement d'un acompte de 50 % sur production d'un certificat de commencement de travaux ;
- versement du solde sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet précité.

Art. 3.— Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 juillet 1996.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 618 MAC du 2 août 1996 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu l'arrêté n° 742 du 7 juillet 1987 portant organisation des élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) ;

Vu l'arrêté n° 874 BAC du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté n° 514 MAC du 24 juin 1996 fixant le calendrier relatif aux élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997) ;

Vu l'ensemble des procès-verbaux établis par les chefs de subdivision administrative à l'issue du scrutin,

#### Arrête :

Article 1er. — Consécutivement au scrutin cité aux visas, les représentants élus des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1996 au 31 juillet 1997 sont désignés ainsi qu'il suit :

#### 1°) Représentants des communes

##### *Subdivision administrative des îles du Vent*

##### *Représentants titulaires :*

- M. Michel Buillard (maire de Papeete), M. Emile Vernaudon (maire de Mahina), M. Jacques Vii (maire de Punaauia) et M. Jacque Graffe (maire de Paea).

##### *Représentants suppléants :*

- M. Eugène Bessert (maire de Papara), M. Joël Buillard (1er adjoint au maire de Mahina), M. Tutaha Salmon (maire de Taiarapu-Est) et M. Roger Doom (maire délégué de Vairao).

★

##### *Subdivision administrative des îles Sous-le-Vent*

- Représentant titulaire : M. Ismaël Tuahu (maire de Tahaa).
- Représentant suppléant : M. Gaston Tong Sang (maire de Bora Bora).

##### *Subdivision administrative des Tuamotu-Gambier*

- Représentant titulaire : M. François Moo (maire de Anaa).
- Représentant suppléant : M. Paea Makiroto (maire de Arutua).

##### *Subdivision administrative des îles Marquises*

- Représentant titulaire : M. Léon Lichtlé (maire de Ua Huka).
- Représentant suppléant : M. René Kohumoetini (maire de Ua Pou).

##### *Subdivision administrative des îles Australes*

- Représentant titulaire : M. Frédéric Riveta (maire de Rurutu).
- Représentant suppléant : M. Georges Hatitio (maire de Rimatara).

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 1996.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.

**ARRETE n° 289 DAF/PERS du 5 août 1996 modifiant l'arrêté n° 258 PELE du 18 février 1985 instituant une commission paritaire consultative chargée d'examiner les conditions de recrutement, de rémunération, d'avancement et de licenciement des agents contractuels.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française du 10 mai 1968 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 258 PELE du 18 février 1985 instituant une commission paritaire consultative chargée d'examiner les conditions de recrutement, de rémunération, d'avancement et de licenciement des agents contractuels,

#### Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté sus-visé sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Cette commission est composée comme suit :

- le secrétaire général de la Polynésie française ou son représentant, président ;

- le chef du bureau du personnel ou son représentant, *membre* ;
- le directeur de l'aviation civile ou son représentant, *membre* ;
- le directeur de l'assistance technique ou son représentant, *membre* ;
- un représentant de l'Union des syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie française (U.S.A.T.P.), *membre* ;
- un représentant de la Fédération des syndicats de la Polynésie française (F.S.P.F.), *membre* ;
- un représentant de la Confédération des syndicats indépendants de la Polynésie française (C.S.I.P.), *membre* ;
- un représentant du Syndicat des cadres de la fonction publique pour l'administration (S.C.F.P.A.), *membre*."

Art. 2.— Le directeur de l'administration et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 août 1996.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.*

**ARRETE n° 631 CAB/MIL du 7 août 1996 portant désignation de Mme le médecin principal Hélène Rol, épouse Falchi, en tant que médecin contrôleur des soins gratuits dispensés dans le cadre des dispositions du code des pensions militaires.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité et notamment son article L 115 ;

Vu le décret n° 51-470 du 24 avril 1951 portant règlement d'administration publique codifiant les règlements d'administration publique concernant les pensions militaires d'invalidité et notamment son article D 104 ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1951 portant codification des arrêtés réglementaires concernant les pensions militaires d'invalidité et notamment son article L 28 ;

Vu l'arrêté n° 767 CAB du 4 août 1994 portant désignation du médecin en chef Marcellat ;

Considérant la nécessité que soit désigné, en qualité de médecin contrôleur des anciens combattants, un médecin relevant des services de l'Etat ;

Sur proposition de M. le vice-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 767 CAB du 4 août 1994 susvisé est abrogé.

Art. 2.— Mme le médecin principal Hélène Rol, épouse Falchi, est désignée comme médecin contrôleur des soins gratuits dispensés au titre de l'article L 115 du décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 susvisé.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de cabinet et le commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 août 1996.  
Paul RONCIERE.

**Par arrêté n° 288 DAF/PERS du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 août 1996.**— M. Emmanuel Szejnberg-Martin, attaché d'administration centrale, précédemment chef du service de la communication et des relations publiques, est nommé chef du bureau du cabinet adjoint, chef du service de la communication et des relations publiques, à compter du 5 août 1996.

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT

### CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

**CONVENTION n° 96-1983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française.**

Au moment où la Polynésie française va s'engager dans une nouvelle étape de son développement économique et social, la République rend hommage à la contribution apportée par le territoire à la défense et à la sécurité du pays et affirme la solidarité de la nation à l'égard de la Polynésie française.

Le Centre d'expérimentations du Pacifique a constitué en effet pendant une longue période un élément essentiel de l'activité économique polynésienne dont il fut, directement et indirectement, le moteur le plus important. L'économie polynésienne a pu ainsi développer certaines activités nouvelles et procéder à une première modernisation de ses structures afin de fournir activité et conditions d'existence améliorées à une population croissante et à dominante jeune.

Après la charte de développement lancée en 1991 par le gouvernement de la Polynésie française, la proclamation d'un

moratoire des essais en 1992 a donné lieu à une réflexion des Polynésiens sur les perspectives de développement de leur territoire et la contribution qu'ils attendent à cette fin de la République. Le Pacte de progrès et la loi d'orientation du 5 février 1994 ont constitué la première manifestation de la volonté commune de l'Etat et de la Polynésie française de tracer pour l'avenir les voies d'un nouveau modèle de développement.

La cessation d'activités du Centre d'expérimentations du Pacifique constitue un défi d'une ampleur encore supérieure qui se cumule avec les besoins nés de la croissance démographique et l'élévation progressive du niveau de vie.

L'Etat a pleine conscience des difficultés que peut avoir à entreprendre une telle mutation un territoire étendu, morcelé, éloigné de la métropole, constituant un marché développé mais de petite taille et situé dans un environnement économique difficile.

Aussi s'engage-t-il à maintenir pendant 10 ans au bénéfice de l'économie de la Polynésie française les flux financiers qui résultaient de l'activité du Centre d'expérimentations du Pacifique.

Cette période exceptionnellement longue a été retenue afin de permettre la poursuite et la mise en œuvre d'une stratégie de reconversion ayant pour objet de développer, dans l'esprit du Pacte de progrès et de la loi d'orientation, un meilleur équilibre social et de nouvelles activités économiques créatrices d'emplois et pouvant engendrer au profit du territoire et des autres collectivités locales les ressources nécessaires pour remplir leurs missions envers leurs populations. Les actions arrêtées en commun par l'Etat et la Polynésie française au titre de la présente convention s'inscrivent dans cette stratégie.

Pour atteindre les objectifs définis ci-dessus, l'Etat, représenté par M. Alain Juppé, Premier ministre, et le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Gaston Flosse, Président du gouvernement, sont convenus de ce qui suit :

#### *Titre I - Principes d'exercice de la solidarité nationale*

**Article 1er.**— Pendant la période de 10 ans comprise entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 2005, l'Etat maintient en faveur de la Polynésie française le niveau des flux financiers qui résultaient de l'activité du Centre d'expérimentations du Pacifique.

Les flux faisant l'objet de l'engagement de l'Etat comportent :

- les recettes de nature douanière et fiscale perçues par le territoire de la Polynésie française ;
- les dépenses ayant un impact économique effectuées sur le territoire.

Le niveau de référence de l'ensemble de ces flux est fixé d'un commun accord à 990 MF.

**Art. 2.**— L'Etat verse chaque année au budget de la Polynésie française une somme représentant la différence entre le montant choisi comme référence des recettes douanières et fiscales résultant de l'activité du Centre d'expérimentations du Pacifique et les recettes de même nature effectivement perçues par la Polynésie française au titre des activités résiduelles liées au centre, à la surveillance radiologique et biologique et au réaménagement des sites.

Ce montant de référence est fixé d'un commun accord à 220 MF.

Il sera réévalué chaque année à compter du 1er janvier 1997, en fonction de l'indice général des prix de détail à la consommation calculé hors tabac en métropole, à partir de la base établie au 1er janvier 1996.

Le versement sera effectué selon les modalités décrites au titre II de la présente convention. Il aura les caractéristiques d'une recette fiscale.

**Art. 3.**— Au titre de la compensation des dépenses à caractère économique effectuées sur le territoire, l'Etat apporte son financement à un programme stratégique pour l'avenir économique et social de la Polynésie française. Ce financement comprend :

- une dotation apportée à un Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, géré suivant les modalités définies au titre III de la présente convention ;
- les dépenses exposées au titre du service militaire adapté (S.M.A.), en application des dispositions de l'article 1er de la convention signée le 30 janvier 1995, dont les deux parties confirment expressément la validité jusqu'au 31 décembre 2005, sous réserve des dispositions et stipulations susceptibles d'affecter le S.M.A. ;
- les contributions nouvelles apportées par les différents ministères et organismes publics nationaux sur leurs budgets, dans le cadre du programme pour l'avenir économique et social de la Polynésie française tel que défini à l'article 6, les dispositions prévues dans la loi d'orientation du 5 février 1994 en étant exclues ainsi que la poursuite des actions existantes de l'Etat.

#### *Titre II - Dispositions relatives aux recettes budgétaires du territoire*

**Art. 4.**— Le versement au budget de la Polynésie française de la somme prévue à l'article 2 est garanti pendant 10 ans à compter du 1er janvier 1996.

Pour l'année 1996, il sera fait application des dispositions de la convention du 21 octobre 1993 entre l'Etat, le Commissariat à l'énergie atomique et le territoire de la Polynésie française, à l'exclusion de son article 8. En complément l'Etat s'engage à verser au territoire de la Polynésie française et avant le 1er mars 1997 une somme égale à la différence entre la compensation prévue à l'article 2 et le montant résultant de l'application des dispositions de la convention du 21 octobre 1993 sans que cela puisse conduire à des versements supérieurs aux sommes globalement versées à la Polynésie française en 1994 au titre de la convention précitée.

Afin d'éviter des difficultés de trésorerie pour le territoire de la Polynésie française une évaluation de la somme à régulariser est faite au 31 juillet 1996. Dans le cas où cette somme excède 20 % du montant de référence prévu à l'article 2, l'Etat s'engage à verser 50 % du montant évalué avant le 30 septembre 1996.

A partir de 1997, l'Etat verse la somme prévue à l'article 2 en quatre versements, avant la fin de chaque trimestre civil :

- un premier versement égal à 20 % du montant de référence avant le premier février ;
- avant la fin de chacun des deux trimestres suivants, un montant égal à la différence entre 20 % du montant de référence et les droits et taxes réellement versés au cours du trimestre précédent ;

- avant le premier mars de l'année suivante, le solde dû au titre de l'année après prise en compte de l'ensemble des droits et taxes réellement versés. Au cas où ce solde est négatif, il est imputé sur le premier versement au titre de l'année suivante.

Les calculs sont faits à partir des statistiques douanières qui sont régulièrement fournies par la Polynésie française dès leur publication.

Art. 5.— Nonobstant la dénonciation par le ministre de la défense de la convention du 21 octobre 1993, les dispositions douanières et économiques contenues dans ses articles 2, 9, 10, 12 et l'ensemble du titre II, y compris l'avenant du 11 août 1995, continuent à s'appliquer entre le ministère de la défense et la Polynésie française. Les dispositions relatives à l'exonération de certains matériels définies à l'article 10 de la convention du 21 octobre 1993 mentionnée ci-dessus sont étendues aux matériels de formation professionnelle nécessaires à l'activité du service militaire adapté (S.M.A.).

### *Titre III - Dispositions relatives aux flux économiques*

Art. 6.— La Polynésie française établit avant le 30 septembre 1996 un programme stratégique pour son avenir économique et social. Ce programme doit permettre à la Polynésie française d'assurer sa reconversion globale dans les domaines économique, social et culturel avec comme objectif de remplacer les activités liées à l'existence du C.E.P. par des activités appuyées sur ses ressources propres.

Il définit des objectifs à dix ans et, par secteur d'activité des objectifs à cinq ans et les enveloppes financières nécessaires pour les atteindre.

Pour l'élaboration du programme la Polynésie française bénéficie du concours des services nationaux et locaux de l'Etat.

Ce programme donne lieu à approbation par l'Etat.

Art. 7.— Le Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française est doté par l'Etat chaque année d'un montant de crédits égal au niveau de référence défini à l'article 1er, déduction faite des flux qui demeurent maintenus par le ministère de la défense au titre des activités de surveillance des sites ou de réaménagement ainsi que :

- du versement au budget de la Polynésie française prévu à l'article 2 ;
- des autres contributions visées à l'article 3.

Le Fonds reçoit chaque année une dotation initiale. La régularisation est opérée au début de l'année suivante en fonction des flux réellement constatés et au plus tard le premier avril. Le constat des flux réels est effectué par le haut-commissaire, après consultation du Président du gouvernement de la Polynésie française, à l'aide des chiffres fournis par le commandement supérieur des forces armées en Polynésie française.

Art. 8.— Les interventions du Fonds prennent place dans le cadre du programme défini à l'article 6.

Le Fonds peut ainsi contribuer au financement de tout projet visant à développer des activités durables génératrices en Polynésie française d'emplois stables et de ressources pour le territoire, quel qu'en soit le maître d'ouvrage ou l'initiateur.

Il intervient prioritairement pour le financement d'investissements. Il peut intervenir pour aider le démarrage de projets faisant ou ayant fait l'objet d'aides à l'investissement.

Seront prioritaires les domaines suivants :

- aide aux programmes de logements sociaux favorisant l'emploi de la main-d'œuvre locale ;
- programmes d'aide à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes ;
- contribution à la réalisation de grands projets d'équipements publics approuvés par le territoire et l'Etat et nécessaires au développement économique et social ;
- aides aux entreprises et en particulier aide à la reconversion des entreprises et des emplois menacés par l'arrêt du Centre d'expérimentations du Pacifique ;
- mise en œuvre d'une société de financement chargée de faire des prêts participatifs et de prendre des participations dans le capital d'entreprises constituées en Polynésie française ;
- aide aux investissements des communes et de leurs groupements ;
- aide au démarrage de services publics locaux.

Compte tenu de la nécessité de créer rapidement des emplois et de construire des logements sociaux pour les familles défavorisées, pendant les trois premières années de la présente convention une somme annuelle de 110 MF sera affectée à l'aide au programme de logements sociaux et une somme annuelle de 55 MF à l'aide à la création d'emplois et d'activités.

Ces sommes, au cas où les disponibilités du Fonds seraient insuffisantes au titre d'une année, pourront être avancées par le budget de la Polynésie française et remboursées par le Fonds avant l'expiration de la présente convention.

A l'issue de cette période de trois ans, des consultations auront lieu entre l'Etat et la Polynésie française afin de réexaminer ce dispositif.

A titre exceptionnel, le Fonds versera à la Polynésie française une contribution de 30 MF, prélevée par moitié sur les dotations relatives aux exercices 1997 et 1998, pour contribuer à la réhabilitation du bâtiment historique Broche.

Il peut également prendre en charge des dépenses résultant de travaux d'étude et d'assistance technique engagés dans les domaines mentionnés ci-dessus.

Art. 9.— La gestion du Fonds est assurée par un comité de gestion présidé par le haut-commissaire et le Président du gouvernement, et comprenant en nombre égal représentants de l'Etat et représentants de la Polynésie française, assisté par le conseil technique consultatif tripartite défini à l'article 10.

Le comité de gestion répartit les moyens du Fonds entre chacun de ses domaines d'intervention. Il arrête pour chaque projet qui lui est soumis la participation du Fonds et ses modalités de mise en œuvre.

Le comité de gestion statue auprès du conseil technique consultatif lorsque celui-ci est requis.

Le comité de gestion propose et, le cas échéant, met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer un suivi de l'effet des décisions prises sur l'emploi et l'activité ; il établit un

bilan annuel des réalisations et une mise à jour des prévisions qui sont soumises au comité lors de sa première session de l'année et doivent être approuvés préalablement à toute décision d'engagement au titre de cette année.

Art. 10.— Le conseil technique consultatif est constitué en nombre égal de :

- représentants de l'Etat ;
- représentants de la Polynésie française ;
- représentants des organisations socio-professionnelles et des communes.

Il est présidé par le haut-commissaire et le Président du gouvernement ou les représentants qu'ils désignent à cette fin.

Le conseil technique consultatif est informé des projets de grands équipements publics territoriaux et de leur état d'avancement. Il est saisi pour avis préalable des programmes prévisionnels annuels dans tous les autres domaines d'intervention du Fonds. Il est tenu annuellement informé de leur réalisation.

Il dispose d'un délai minimum d'instruction du dossier et doit fournir son avis dans un délai maximum. Ces deux délais sont fixés par le comité de gestion.

Art. 11.— La Polynésie française et l'Etat nomment par décision conjointe un délégué au développement économique et social.

Le délégué au développement économique et social assure le secrétariat du comité de gestion du Fonds, ainsi que du conseil technique consultatif visé à l'article 9.

Tout dossier comportant une demande d'aide au Fonds doit être adressé au délégué qui le communique en l'état et sans délai aux services de l'Etat et de la Polynésie française et en assure ensuite l'instruction avec ceux-ci et les autres organismes publics éventuellement concernés. Il le présente, avec un rapport, au comité de gestion ainsi qu'au conseil consultatif s'il y a lieu.

Les notifications des décisions du comité de gestion aux services de l'Etat, gestionnaires des moyens du Fonds sont

assurées par le délégué au développement économique et social qui est tenu informé de leur mise en œuvre.

L'Etat et la Polynésie française prêtent en tant que de besoin le concours de leurs services au délégué au développement économique et social.

#### *Titre IV - Suivi du programme de reconversion économique de la Polynésie française*

Art. 12.— Un rapport d'ensemble est présenté chaque année par le comité de gestion au représentant de l'Etat et au Président du gouvernement de la Polynésie française.

Ce rapport comporte :

- un état des moyens du Fonds ;
  - le bilan annuel établi par le comité de gestion, défini à l'article 9 ;
  - l'état mis à jour des perspectives à l'échéance de la présente convention, assorti le cas échéant des observations présentées par l'Etat ou la Polynésie française.
- Il est transmis au comité de suivi de la loi d'orientation.

Art. 13.— Les dispositions de la présente convention seront réexaminées à l'issue d'une période de 5 ans sur la base d'un bilan établi conjointement par l'Etat et la Polynésie française et portant sur les résultats enregistrés, les moyens et les procédures mis en œuvre.

Art. 14.— Une convention d'application et, si besoin est, un règlement intérieur précisent les modalités pratiques de fonctionnement du Fonds.

#### *Titre V - Disposition relative aux sites d'expérimentations*

Art. 15.— L'Etat assure la surveillance biologique et radiologique des sites et de leur environnement.

Fait à Paris, le 25 juillet 1996.

*Le Premier ministre,*  
Alain JUPPE.

*Le Président du gouvernement  
de la Polynésie française,*  
Gaston FLOSSE.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 96-90 APF du 8 août 1996 portant approbation du compte financier 1994 du collège de Tahaa.**

NOR : SES9600121DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant

statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 96-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 421 CM du 29 avril 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 91-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Tahaa, pour l'exercice 1994, est arrêté à la somme de *vingt-huit millions cinq cent quinze mille neuf cent quatre-vingt-treize francs CFP* se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	27.804.336 CFP
2) Section d'investissement .....	711.657 CFP
Total général .....	28.515.993 CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Tahaa pour l'exercice 1994, est arrêté à la somme de *vingt-huit millions trois cent soixante-six mille neuf cent quatre-vingt-dix francs CFP* se décomposant :

1) Section de fonctionnement .....	27.208.378 CFP
2) Section d'investissement .....	1.158.612 CFP
Total général .....	28.366.990 CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Tahaa, pour l'exercice 1994, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	28.515.993 CFP
Dépenses .....	28.366.990 CFP
Excédent .....	149.003 CFP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

Compte 106-81 - Réserves Etablissement .....	595.958 CFP
Compte 106-84 - Réserves Services Spéciaux .....	0 CFP
Différence des opérations en capital .....	- 446.955 CFP
Soit un total de .....	149.003 CFP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-91 APF du 8 août 1996 portant approbation du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1994.**

NOR : SES9600118DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 406 CM du 29 avril 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 92-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *soixante et un millions cinq cent trente-neuf mille vingt-trois francs CFP* (61.539.023 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	46.908.463 FCP
2) Section d'investissement .....	14.630.560 FCP
Total général .....	61.539.023 FCP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *cinquante-neuf millions cent soixante-dix-huit mille huit cent huit francs CFP* (59.178.808 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	48.736.184 FCP
2) Section d'investissement .....	10.442.624 FCP
Total général .....	59.178.808 FCP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Paopao pour l'exercice 1994 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	61.539.023 FCP
Dépenses .....	59.178.808 FCP
Excédent .....	2.360.215 FCP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :



Compte 106-81 - Réserves établissement.....	- 1.909.757 FCP
Compte 106-84 - Réserves services spéciaux.....	82.036 FCP
Différence des opérations en capital.....	4.187.936 FCP
<b>Total .....</b>	<b>2.360.215 FCP</b>

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Georges HART.

*Le président,*  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-92 APF du 8 août 1996 portant approbation du compte financier du collège de Afareaitu pour l'exercice 1994.**

NOR : SES9600106DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 409 CM du 29 avril 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 93-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Afareaitu pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *quarante-trois millions trois cent soixante et un mille trois cent trente-deux francs CFP* (43.361.332 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	42.927.884 FCP
2) Section d'investissement .....	433.448 FCP
<b>Total général .....</b>	<b>43.361.332 FCP</b>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Afareaitu pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *quarante-deux millions sept cent soixante-sept mille neuf cent vingt-neuf francs CFP* (42.767.929 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	39.835.547 FCP
2) Section d'investissement .....	2.932.382 FCP
<b>Total général .....</b>	<b>42.767.929 FCP</b>

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Afareaitu pour l'exercice 1994 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	43.361.332 FCP
Dépenses .....	42.767.929 FCP
<b>Excédent .....</b>	<b>593.403 FCP</b>

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

Compte 106-81 - Réserves établissement.....	2.703.764 FCP
Compte 106-84 - Réserves services spéciaux .....	388.573 FCP
Différence des opérations en capital.....	- 2.498.934 FCP
<b>Total .....</b>	<b>593.403 FCP</b>

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Georges HART.

*Le président,*  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-93 APF du 8 août 1996 portant approbation du compte financier du collège de Taaoone pour l'exercice 1994.**

NOR : SES9600112DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 412 CM du 29 avril 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 94-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *cinquante-trois millions cinquante-deux mille trois cent quatre-vingt-sept francs CFP* (53.052.387 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	52.819.327 FCP
2) Section d'investissement .....	<u>233.060 FCP</u>
Total général .....	53.052.387 FCP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *cinquante-deux millions cent quatre-vingt-six mille deux cent vingt-sept francs CFP* (52.186.227 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	51.953.167 FCP
2) Section d'investissement .....	<u>233.060 FCP</u>
Total général .....	52.186.227 FCP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Taaone pour l'exercice 1994 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	53.052.387 FCP
Dépenses .....	<u>52.186.227 FCP</u>
Excédent .....	866.160 FCP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

Compte 106-81 - Réserves établissement .....	552.290 FCP
Compte 106-84 - Réserves services spéciaux .....	313.870 FCP
Différence des opérations en capital .....	<u>0 FCP</u>
Total .....	866.160 FCP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-94 APF du 8 août 1996 portant approbation du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1994.**

NOR : SES9600108CL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 426 CM du 30 avril 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 95-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *quarante-neuf millions six cent trente mille huit cent vingt-trois francs CFP* (49.630.823 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	49.102.390 FCP
2) Section d'investissement .....	<u>528.433 FCP</u>
Total général .....	49.630.823 FCP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *cinquante et un millions huit cent mille six cent vingt francs CFP* (51.800.620 FCP) se décomposant comme suit :

1) Section de fonctionnement .....	49.412.723 FCP
2) Section d'investissement .....	<u>2.387.897 FCP</u>
Total général .....	51.800.620 FCP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du collège de Paea pour l'exercice 1994 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	49.630.823 FCP
Dépenses .....	<u>51.800.620 FCP</u>
Déficit .....	- 2.169.797 FCP

Art. 4.— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

Compte 106-81 - Réserves établissement .....	- 310.333 FCP
Compte 106-84 - Réserves services spéciaux .....	0 FCP
Différence des opérations en capital .....	<u>- 1.859.464 FCP</u>
Total .....	- 2.169.797 FCP

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-95 APF du 8 août 1996 portant approbation du compte financier 1994 du collège de Arue.**

NOR : SES9600130DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu la délibération n° 96-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 469 CM du 10 mai 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 96-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

**Article 1er.**— Le montant définitif des recettes du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *trente-deux millions huit cent soixante-deux mille quatre cent trente-quatre francs CFP* se décomposant :

1) Section de fonctionnement .....	31.940.294 CFP
2) Section d'investissement .....	922.140 CFP
Total général .....	32.862.434 CFP

**Art. 2.**— Le montant définitif des dépenses du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1994 est arrêté à la somme de *trente-deux millions six cent quatre-vingt-dix neuf mille cent soixante-cinq francs CFP* se décomposant :

1) Section de fonctionnement .....	30.143.025 CFP
2) Section d'investissement .....	2.556.140 CFP
Total général .....	32.699.165 CFP

**Art. 3.**— Le résultat du compte financier du collège de Arue pour l'exercice 1994 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes .....	32.862.434 CFP
Dépenses .....	32.699.165 CFP
Excédent .....	163.269 CFP

**Art. 4.**— Le résultat défini à l'article 3 ci-dessus est affecté comme suit :

Compte 106-81 - Réserves Etablissement .....	1.797.269 CFP
Compte 106-84 - Réserves Services Spéciaux .....	0 CFP
Différence des opérations en capital .....	- 1.634.000 CFP
Soit un total de .....	163.269 CFP

**Art. 5.**— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-96 APF du 8 août 1996 portant modification des articles 33 et 35 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 instituant le régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française et des articles 8 et 9 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite de la tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés de la Polynésie française.**

NOR : CPS9600850DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 instituant le régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite de la tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés de la Polynésie française ;

Vu l'avis exprimé par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en sa séance du 29 mars 1996 ;

Vu l'arrêté n° 454 CM du 6 mai 1996 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 2 mai 1996 ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 97-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

**Article 1er.**— L'alinéa 1 de l'article 33 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 est remplacé par les dispositions suivantes :

*Au lieu de :* "La pension de retraite est liquidée par l'organisme de gestion dans les conditions suivantes";

*Lire :* "Le service de la pension de retraite est subordonné à la rupture définitive de tout lien professionnel avec le dernier employeur, ou avec les derniers employeurs en cas d'activités salariées simultanées. La pension de retraite est liquidée par l'organisme de gestion dans les conditions suivantes."

Le reste sans changement.

Art. 2.— L'article 35 de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le service de la pension de retraite est interrompu le premier jour du mois suivant la reprise d'activité auprès de l'employeur visé à l'alinéa 1 de l'article 33 de la délibération susvisée.

Toutefois, l'assuré bénéficiaire d'une pension de retraite peut exercer une activité salariée auprès d'un employeur autre que celui ou ceux qui ont attesté de la cessation d'activité servant à la liquidation de la pension de retraite. Cette activité ne peut ouvrir droit à aucune prestation au titre de l'assurance vieillesse."

Art. 3.— L'alinéa 1 de l'article 8 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 est remplacé par les dispositions suivantes :

*Au lieu de :* "La pension de retraite est liquidée par l'organisme de gestion dans les conditions suivantes,";

*Lire :* "Le service de la pension de retraite de la tranche B est subordonné à la rupture définitive de tout lien professionnel avec le dernier employeur, ou avec les derniers employeurs en cas d'activités salariées simultanées. La pension de retraite est liquidée par l'organisme de gestion dans les conditions suivantes."

Le reste sans changement.

Art. 4.— L'article 9 de la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le service de la pension de retraite de la tranche B est interrompu le premier jour du mois suivant la reprise d'activité salariée auprès de l'employeur visé à l'alinéa 1 de l'article 8 de la délibération susvisée.

"Toutefois, l'assuré bénéficiaire d'une pension de retraite peut exercer une activité salariée auprès d'un employeur autre que celui ou ceux qui ont attesté de la cessation d'activité servant à la liquidation de la pension de retraite. Cette activité ne peut ouvrir droit à aucune prestation au titre de l'assurance vieillesse."

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-97 APF du 8 août 1996 prorogeant et adaptant le dispositif d'aide au maintien de l'emploi dans les secteurs de l'hôtellerie, des agences de voyage réceptives et des transporteurs routiers occasionnels à vocation touristique.**

NOR : EMP9600796DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le protocole d'accord n° 95-2193 du 15 novembre 1995 relatif au maintien et à la préservation de l'emploi dans les secteurs de l'hôtellerie, des agences de voyage réceptives et des transporteurs routiers occasionnels à vocation touristique ;

Vu la convention cadre Etat-territoire n° 81-95 du 24 novembre 1995 relative aux mesures d'aide à l'emploi ;

Vu la délibération n° 95-210 AT du 12 décembre 1995 instituant un dispositif d'aide au maintien de l'emploi dans les secteurs de l'hôtellerie, des agences de voyages réceptives et des transporteurs routiers occasionnels à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 635 CM du 20 juin 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 98-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Le dispositif d'aide au maintien de l'emploi, instauré par délibération n° 95-210 AT du 12 décembre 1995 susvisée, initialement applicable jusqu'au 30 avril 1996, est prorogé jusqu'au 30 juin 1996.

La prorogation est attribuée au profit :

- des entreprises du secteur de l'hôtellerie pour lesquelles il est constaté une baisse de remplissage de plus de 20 % pour le mois de mai 1996 par rapport au mois de mai 1995 ainsi que pour le mois de juin 1996 par rapport au mois de juin 1995, et simultanément un taux de remplissage inférieur à 20 % de la capacité totale des établissements hôteliers concernés pour chacun des mois de mai et juin 1996 ;
- des entreprises des secteurs des agences de voyage et des transporteurs routiers occasionnels à vocation touristique, pour lesquelles il est constaté une baisse du chiffre d'affaires de plus de 20 % pour le mois de mai 1996 par rapport au mois de mai 1995 ainsi que pour le mois de juin 1996 par rapport au mois de juin 1995.

Art. 2.— Le dispositif d'aide défini à l'article 1er peut être prorogé pour une période maximum de 4 mois, par arrêté pris en conseil des ministres, sous réserve que les conditions d'octroi de l'aide restent réunies durant cette période.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-98 APF du 8 août 1996 portant statut général du pilote maritime en Polynésie française.**

NOR : NAM9600891DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96 312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires, et la prévention de la pollution, ensemble ses décrets et arrêtés d'application ;

Vu la loi n° 69-8 du 3 janvier 1969 et le décret n° 69-679 du 19 juin 1969 relatifs à l'armement et aux ventes de navires, promulgués par arrêté n° 3932 AA du 6 décembre 1972 ;

Vu la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande ;

Vu le décret n° 60-1193 du 7 novembre 1960 relatif à la discipline à bord des navires de la marine marchande ;

Vu le décret n° 61-369 du 11 avril 1961 relatif à l'exercice de la profession de marin à bord des navires immatriculés dans les territoires d'outre-mer, promulgué par arrêté n° 988 AA du 27 avril 1961 ;

Vu la lettre n° 96 CM du 24 juin 1996 soumettant un projet de délibération portant statut général du pilote maritime en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 99-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— La présente délibération détermine le statut général des pilotes maritimes exerçant en Polynésie française.

*Section I - Du recrutement  
et de la carrière des pilotes maritimes*

Art. 2.— Nul ne peut exercer le pilotage maritime dans les eaux de la Polynésie française sans être titulaire d'un brevet de pilote délivré dans les conditions prévues aux articles suivants.

Art. 3.— Le brevet de pilote est valable pour l'exercice du pilotage maritime dans une ou plusieurs zones de pilotage obligatoire.

Art. 4.— Les candidats aux fonctions de pilote sont recrutés par voie de concours et doivent réunir au plus tard à la date d'ouverture du concours, les conditions ci-après :

- être de nationalité française ;
- être âgé de vingt-sept ans au moins et quarante-cinq ans au plus ;
- posséder le brevet local de capitaine de la marine marchande ou tout brevet métropolitain équivalent ou supérieur en prérogatives ;
- réunir soixante-douze mois de navigation effective dans la marine marchande ou la marine de l'Etat, dont trente-six mois en qualité de capitaine ou d'officier chef de quart "pont" à bord des navires de commerce armés au long cours ou au cabotage.

Les conditions de déroulement des concours et le programme des connaissances communes à toutes les stations de pilotage sont fixés en annexes I et II de la présente délibération. Le programme des connaissances particulières à chaque station est annexé à leur règlement local.

Art. 5.— Le candidat reçu au concours effectue un stage d'élève-pilote de six mois dans les conditions fixées par le chef du pilotage de la station.

Art. 6.— Le brevet de pilote est délivré par le Président du gouvernement. Pour prendre plein effet, il doit être visé par le président du tribunal de première instance de Papeete devant lequel le pilote prêterait le serment ci-après :

"Je jure d'assurer mes fonctions dans la plus grande rigueur, observant en tout les devoirs que m'imposent les règlements du pilotage et de me conduire en toutes circonstances selon les règles du bon sens marin avec honneur, dignité et conscience."

Lors de sa nomination et pour se faire reconnaître en sa qualité, le pilote se voit délivrer une carte d'identité professionnelle dont le modèle fait l'objet de l'annexe IV de la présente délibération. La carte est retirée à la date de cessation définitive des activités de pilote maritime.

Art. 7.— Les pilotes et élèves-pilotes en activité sont embarqués ainsi que leur personnel au rôle collectif de leur station de pilotage.

Art. 8.— Dans le cadre des dispositions en vigueur applicables aux marins de commerce, les pilotes en cours de carrière doivent consulter annuellement ou à la suite d'un arrêt de travail supérieur à vingt et un jours, le médecin des gens de mer, afin de s'assurer qu'ils remplissent les conditions physiques requises à l'annexe III du présent règlement.

Art. 9.— A l'occasion de leur service, les pilotes rendent compte immédiatement aux autorités compétentes et par la voie du chef du pilotage :

- de l'état des navires pilotés lorsqu'ils estiment qu'ils présentent un risque pour les personnes à bord, la cargaison, les autres navires, les installations portuaires ou l'environnement ;
- des accidents ou incidents parvenant à leur connaissance qui peuvent avoir des répercussions sur la sécurité de la navigation, la protection de l'environnement ou l'état des ouvrages portuaires ;
- des observations qu'ils peuvent faire concernant l'état des fonds marins, du balisage et des ouvrages portuaires.

## Section II - Des sanctions et des peines

Art. 10.— Lorsqu'ils sont en service à bord d'un navire, les pilotes sont soumis aux dispositions de la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Art. 11.— Lorsqu'ils ne sont pas en service à bord d'un navire, les pilotes sont soumis au pouvoir disciplinaire du Président du gouvernement. Pour la mise en oeuvre de ce pouvoir, le chef du service chargé des affaires maritimes effectue une enquête contradictoire au cours de laquelle il entend le pilote dans ses explications sur les faits qui lui sont reprochés.

Les sanctions disciplinaires encourues sont :

- la réprimande ;
- le blâme ;
- la suspension temporaire de l'exercice des fonctions ;
- la révocation.

La suspension et la révocation ne peuvent être prononcées qu'après avis d'un conseil de discipline.

Art. 12.— Est notamment considéré comme fautes graves susceptibles d'entraîner sa révocation, le fait pour un pilote :

- d'avoir, en état d'ivresse, entrepris de conduire un bâtiment ;
- de ne pas prêter assistance à un bâtiment en danger.

Ces fautes graves sont en outre et sans préjudice des sanctions disciplinaires punies des amendes de la contravention de la 5e classe.

## Art. 13.— Procédure disciplinaire :

## 13.1 - Le conseil de discipline est composé :

- du ministre en charge du pilotage ou de son représentant, *président* ;
- du capitaine du port où siège la station au sein de laquelle exerce l'intéressé, *membre* ;
- de deux officiers titulaires du diplôme de capitaine au long cours ou capitaine de 1re classe de la navigation maritime ou capitaine de la marine marchande ayant chacun au moins quatre ans de commandement, *membres* ;
- d'un pilote ayant au moins quatre ans de pilotage dans la station où exerce l'intéressé, désigné sur proposition des pilotes, *membre*.

Ne peuvent faire partie du conseil de discipline :

- 1 - les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré du pilote traduit devant le conseil ;
- 2 - les auteurs de la plainte ayant motivé le renvoi du pilote devant le conseil ;
- 3 - les personnes désignées pour faire partie d'un conseil de discipline peuvent être récusées lorsque, en raison de leurs fonctions, des emplois qu'elles ont exercés, ou pour toute autre cause, elles seraient susceptibles de ne pas formuler leur avis dans une entière indépendance d'esprit.

13.2 - Sauf décision contraire du chef du service chargé des affaires maritimes pour nécessité de service, le pilote qui fait l'objet d'une procédure devant le conseil de discipline est suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait été statué à son égard.

13.3 - Le dossier de l'enquête contradictoire est communiqué à l'intéressé, sans déplacement des pièces, dans les locaux du service chargé des affaires maritimes. L'intéressé a un délai de quatre jours francs pour présenter ses observations. Il peut demander tout complément d'information qu'il estime utile à son intérêt.

Après communication à l'intéressé, le dossier, complété par l'avis du chef du service chargé des affaires maritimes, est adressé au Président du gouvernement qui décide dans un délai de 15 jours s'il y a lieu à renvoi devant un conseil de discipline. La décision du Président du gouvernement fixe le lieu de la réunion du conseil, désigne le président et les membres du conseil ainsi qu'un agent pour remplir les fonctions de secrétaire.

13.4 - La composition du conseil est notifiée à l'intéressé, lequel peut dans le délai de dix jours, faire valoir le droit de récusation sur lequel le Président du gouvernement statue dans les quatre jours.

13.5 - Le président du conseil de discipline désigne un rapporteur. Celui-ci convoque l'intéressé, lui donne communication du dossier, entend ses explications et reçoit de lui les pièces qu'il peut avoir à présenter pour sa défense. L'intéressé indique les personnes qu'il se propose de faire entendre à sa décharge et, s'il y a lieu, le défenseur qu'il a choisi pour l'assister devant le conseil.

Lorsque le défenseur n'est pas avocat, sa désignation est soumise à l'agrément du président.

Le rapporteur cite, soit d'office, soit sur la demande de l'intéressé, les personnes qu'il juge utile d'entendre ou les invite à fournir par écrit les renseignements qu'elles possèdent sur l'affaire. Il donne communication à l'intéressé des dépositions ainsi recueillies.

Le rapporteur dresse de ces opérations un procès-verbal qu'il signe ainsi que l'intéressé ; si celui-ci refuse de signer, mention est faite de son refus.

Le rapporteur adresse ensuite le dossier au président, avec un rapport exposant les faits de la cause tels qu'ils résultent de l'enquête.

13.6 - Le président fixe la date de la réunion du conseil. Il convoque, soit d'office, soit sur la demande de l'intéressé, les personnes qu'il lui paraît utile d'appeler pour éclairer le conseil. Huit jours au moins avant la réunion du conseil, il notifie à l'intéressé la date de cette réunion et les noms des témoins.

L'intéressé peut, en outre, faire citer à ses frais d'autres personnes.

13.7 - Le conseil se réunit à huis clos au jour et à l'heure fixés.

A l'ouverture de la séance, le président fait introduire l'intéressé. Si celui-ci ne se présente pas sans qu'il fasse valoir d'empêchement légitime, il est passé outre et il est fait mention de son absence au procès-verbal mentionnant l'avis du conseil de discipline.

Le rapporteur donne lecture, en présence de l'intéressé, de la décision le traduisant devant le conseil, des pièces du dossier et de son rapport.

Le conseil entend ensuite, successivement et séparément toutes les personnes citées par le président ou par l'intéressé. Il ordonne, s'il y a lieu, toutes confrontations utiles.

Les membres du conseil, l'intéressé ou son défenseur peuvent adresser, par l'intermédiaire du président, aux personnes citées les questions qu'ils jugent convenables.

L'intéressé présente ensuite ses observations par lui-même ou par son défenseur.

Une fois l'intéressé entendu dans sa défense, le président consulte les membres du conseil pour savoir s'ils sont suffisamment éclairés. Dans l'affirmative, il fait retirer l'intéressé et son défenseur, pour permettre au conseil de délibérer. Dans le cas contraire, les débats se poursuivent.

13.8 - A l'issue de la délibération, le président appelle le conseil à formuler son avis sur l'application, de l'une des sanctions prévues à l'article 11 de la présente délibération.

Il demande au conseil s'il est d'avis de proposer l'application de la sanction la plus grave. En cas de réponse négative, il pose la même question touchant l'application de la sanction immédiatement inférieure, et ainsi de suite en cas de succession de réponses négatives, en descendant l'échelle des peines.

Les votes sont émis au scrutin secret ; sont déposés dans une urne pour l'affirmative les bulletins portant inscrit le mot "oui" et, pour la négative, les bulletins portant le mot "non".

La majorité forme l'avis du conseil.

Si la sanction proposée à la suite de ces votes impliquait une fixation de durée ou un choix à exercer touchant ceux des droits ou prérogatives attachés à un brevet ou à un diplôme dont l'exercice devrait être retiré, le conseil procéderait sans désemparer à une nouvelle délibération, les membres exprimant alors ouvertement leur opinion dans l'ordre inverse du rang des préséances et le président intervenant le dernier.

Cet avis complémentaire, émis à la majorité, est sommairement motivé.

Le procès-verbal contenant les réponses aux questions posées et, éventuellement, l'avis motivé subséquent, est immédiatement rédigé, signé par les membres et adressé avec le dossier au Président du gouvernement.

Le conseil est dissout de plein droit après avoir donné son avis sur l'affaire pour laquelle il a été convoqué.

13.9 - Le Président du gouvernement statue dans le délai de vingt jours après réception de l'avis du conseil de discipline.

La durée de la suspension provisoire prévue au paragraphe 2 du présent article est imputée sur la durée totale de la peine.

La décision du Président du gouvernement est immédiatement notifiée à l'intéressé, qui peut se pourvoir devant la juridiction administrative.

13.10 - Le chef du service chargé des affaires maritimes est chargé d'assurer l'exécution de la décision ministérielle.

Art. 14.— Sera punie des amendes de la contravention de la 5e classe, toute personne qui, sans être titulaire du brevet de pilote, aura entrepris ou tenté d'entreprendre la conduite d'un navire en qualité de pilote breveté dans une zone de pilotage obligatoire.

Art. 15.— Les délibérations n° 65-75 du 23 septembre 1965, n° 79-103 du 11 septembre 1979 et n° 79-116 du 15 novembre 1979, les arrêtés n° 2584 MM du 16 octobre 1963, n° 1737 AM du 26 septembre 1973, et n° 227 CM du 21 février 1986 relatifs au régime du pilotage dans les eaux maritimes de la Polynésie française et portant organisation du service du pilotage, ainsi que toute disposition contraire à la présente sont abrogés.

Art. 16.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

#### ANNEXE N° 1

à la délibération n° 96-98 APF du 8 août 1996  
portant statut général du pilote maritime  
en Polynésie française

#### ORGANISATION DES CONCOURS DE PILOTAGE

Article 1er.— Tout concours pour le recrutement de pilotes dans une station de pilotage a pour objet de pourvoir au nombre de places effectivement nécessaires à la date d'ouverture du concours qui a lieu dans le port siège de la station. Les vacances qui se produiraient ultérieurement ne peuvent être complétées qu'après organisation d'un nouveau concours.

Art. 2.— La date du concours est fixée par le chef du service chargé des affaires maritimes. Elle est annoncée avec un préavis de deux mois par voie de presse, par affichage à la station de pilotage et dans l'ensemble des quartiers et services des affaires maritimes.

Les affiches contiennent tous les renseignements nécessaires aux candidats en ce qui concerne les conditions réglementaires à remplir, les pièces à produire ainsi que le nombre de places mises au concours.

Art. 3.— Les déclarations de candidature doivent être faites quinze jours au moins avant la date du concours au service chargé des affaires maritimes. Les candidats joignent à leur déclaration :

- un relevé de leur navigation : les embarquements sur des navires armés sous pavillon étranger sont validés en totalité dans le décompte des temps de navigation exigés, pourvu qu'ils présentent le même caractère actif et professionnel que les embarquements sur des navires français ;
- un extrait n° 3 de leur casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- les certificats qu'ils ont obtenus à leur débarquement des navires de l'Etat ou du commerce sur lesquels ils ont navigué. Ces certificats doivent indiquer exactement la nature des fonctions remplies à bord ;

Ces diverses pièces constituent le dossier de navigation du candidat permettant d'apprécier sa carrière professionnelle.

- un certificat d'aptitude physique aux fonctions de pilote maritime délivré par le médecin de gens de mer.

Art. 4.— Le chef du service chargé des affaires maritimes procède immédiatement à l'examen des pièces fournies par les candidats au point de vue des conditions d'âge et de navigation exigées et arrête la liste des candidats. Ceux-ci ne peuvent être admis, le cas échéant, que sous réserve des vérifications ultérieures qui paraîtraient s'imposer. Cette liste est affichée, cinq jours au moins avant la date de l'ouverture du concours, au service chargé des affaires maritimes ainsi qu'au siège de la station.

Art. 5.— Le jury du concours est ainsi composé :

- un capitaine au long-cours ou de 1<sup>re</sup> classe de navigation maritime en activité ou en retraite et, à défaut, un pilote en retraite, *président* ;
- un technicien expert du service de sécurité de la navigation ou un inspecteur des affaires maritimes, *membre* ;
- un capitaine au long-cours ou de 1<sup>re</sup> classe de la navigation maritime ou, à défaut, un capitaine de la marine marchande, l'un ou l'autre âgé de 35 ans au moins et choisi autant que possible parmi les capitaines de navires en activité, *membre* ;
- deux pilotes désignés parmi les plus anciens pilotes en activité ou, à défaut, parmi ceux en retraite, *membres*.

Pour l'épreuve d'anglais, le jury se fait assister par un professeur ou un officier de marine breveté interprète.

Le président et les membres du jury sont nommés par le chef du service chargé des affaires maritimes et ne doivent être ni parents ni alliés des candidats. Ils en font la déclaration avant l'ouverture des épreuves.

Le concours a lieu sous le contrôle du chef du service chargé des affaires maritimes qui assiste à tout ou partie des épreuves.

Art. 6.— Le concours comporte les épreuves suivantes :

#### 6.1. - Épreuves écrites :

- |  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| A) rapport de mer                      | (durée : 3 heures/coefficient 4)  |
| B) problèmes pratiques de stabilité    | (durée : 1,5 heure/coefficient 2) |
| C) problèmes sur l'annuaire des marées | (durée : 1,5 heure/coefficient 2) |
| D) anglais                             | (durée : 1,5 heure/coefficient 2) |

#### 6.2. - Épreuves orales :

- |   |                            |
|---|----------------------------|
| 1) connaissances générales sur la navigation maritime | (coefficient 2)            |
| 2) réglementation relative à la navigation maritime   | (coefficient 2)            |
| 3) réglementation relative au pilotage maritime       | (coefficient 2)            |
| 4) manoeuvre des navires                              | (coefficient 3)            |
| 5) pilotage dans la zone couverte par la station      | (coefficient 10)           |
| 6) anglais  | (coefficient 2)            |
| 7) langue tahitienne                                  | (facultatif/coefficient 1) |

#### 6.3. - Appréciation du dossier de navigation (coefficient 5)

Art. 7.— Le jury arrête en séance les sujets des épreuves écrites. Celles-ci ont lieu sous la surveillance de deux membres du jury.

Art. 8.— Les épreuves orales ont lieu immédiatement après les épreuves écrites et sont publiques. Pour ces épreuves, des séries de questions sont préparées avant chaque séance par le jury. Chaque série complète est placée dans une enveloppe que les candidats tireront au sort au moment d'être interrogés.

Le nombre de séries de questions est égal à celui des candidats plus un. Chaque série, affectée d'un numéro d'ordre, comprend au moins :

- quatre questions portant sur les connaissances générales sur la navigation maritime ;
- quatre questions portant sur la réglementation relative à la navigation maritime ;
- quatre questions portant sur la réglementation relative au pilotage maritime ;
- quatre questions portant sur la manoeuvre des navires ;
- huit questions portant sur le pilotage dans la zone couverte par la station.

Ces séries doivent être autant que possible dans leur ensemble, du même niveau et présenter sensiblement les mêmes difficultés.

Les candidats sont interrogés dans l'ordre indiqué par un tirage au sort.

Art. 9.— Tous les membres du jury notent les épreuves A, B, C de l'article 6 ainsi que le dossier de navigation. Le président et l'examineur d'anglais notent les épreuves d'anglais.

Tous les membres du jury notent les réponses aux questions relatives aux épreuves 1, 2 et 3. Les pilotes notent seuls les réponses aux questions de pilotage (épreuve 5) et de manoeuvre des navires (épreuve 4).

L'épreuve facultative de langue tahitienne (épreuve 7) est notée par deux examinateurs pris parmi les membres.

Chaque membre du jury appelé à noter une épreuve, l'apprécie par une note de 0 à 20 sans décimale. Les notes ainsi données à une même épreuve sont additionnées et leur total est multiplié par le coefficient dont elle est affectée puis divisé par le nombre des membres du jury ayant noté. Ainsi est obtenue, pour chaque matière, la note moyenne avec ou sans décimale, comptant pour le classement du candidat. Il n'est donné qu'une note pour chaque matière, même si cette matière comporte plusieurs questions.

Art. 10.— *Classement :*

Une fois terminées les épreuves écrites et les interrogations orales, le jury, en séance plénière, en présence du chef du service chargé des affaires maritimes et hors du public, procède au classement des candidats d'après le nombre de points obtenus par chacun d'eux.

Nul ne peut être nommé pilote à la suite du concours s'il n'a obtenu une moyenne de 14 sur 20 pour l'ensemble des épreuves, ou s'il a obtenu une note inférieure à 5 sur 20 pour l'une quelconque de épreuves, exception faite de l'épreuve facultative de langue tahitienne qui n'entre en compte que pour le nombre de points supérieur à 14 affecté du coefficient 1.

Si plusieurs candidats réunissent le même nombre de points, la préférence est donnée à celui qui a obtenu la note la plus élevée pour le dossier de navigation et éventuellement pour d'autres matières dans l'ordre ci-après : 1°) pilotage, 2°) manoeuvre des navires, 3°) réglementation.

Art. 11.— Le jury établit un procès-verbal de ces opérations en y relatant s'il y a lieu, les divers incidents qui ont pu se produire au cours des épreuves et ses décisions concernant les réclamations présentées par les candidats. Ce procès-verbal est signé de tous les membres du jury et remis avec toutes les pièces au service chargé des affaires maritimes.



Art. 12.— Le chef du service des affaires maritimes donne ensuite connaissance aux candidats par voie d'affichage dans les bureaux du service chargé des affaires maritimes du total des points qu'ils ont obtenu ainsi que leur classement. Il transmet aux autorités compétentes le dossier appuyé de ses observations éventuelles aux fins de préparation du brevet de pilote de la station.

Art. 13.— Au cas où un candidat déclaré reçu au concours se désisterait avant d'être nommé pilote, la place devenue vacante pourrait être attribuée au premier des candidats non reçus sous réserve de satisfaire aux conditions de l'article 10 de la présente annexe.

Toute vacance se produisant dans l'effectif de la station après affichage du concours ne peut être comblée que par l'ouverture d'un nouveau concours.

#### ANNEXE N° 2

à la délibération n° 96-98 APF du 8 août 1996  
portant statut général du pilote maritime  
en Polynésie française

#### PROGRAMME DES CONCOURS DE PILOTAGE

##### 1) *Epreuves écrites :*

##### A) - Rapport de mer :

Le rapport de mer doit porter sur un événement de mer autre qu'un incident de pilotage.

##### B) - Problèmes de stabilité :

Ils portent sur le programme suivant : déplacement de poids à bord, effet sur le tirant d'eau, sur la stabilité ; échouage par un point de la quille ; usage des water-ballasts ; carènes liquides ; voies d'eau.

##### C) - Problèmes sur l'annuaire des marées :

Ils consistent dans l'utilisation pratique de ce document.

##### D) - Anglais :

L'épreuve d'anglais consiste dans une version et un thème (sans dictionnaire) sur un sujet maritime.

##### 2) *Epreuves orales :*

##### 1) - *Connaissances générales sur la navigation maritime :*

a) Documents nautiques : cartes marines, instructions nautiques, livres des feux, tenue à jour des documents nautiques.

b) Navigation en vue de terre :

Détermination de la position par :

- relèvements simultanés de plusieurs amers ;
- relèvements successifs d'un amer ;
- segments capables ;
- alignements ;
- distance d'un amer de hauteur connue.

Routes à suivre :

- alignements de garde ;
- alignements traversiers ;
- sensibilité d'un alignement.

##### c) Navigation à l'estime :

- compas magnétique, principe, utilisation ;
- variation, détermination ;
- compas gyroscopique, principe, correction ;
- vérification des compas ;
- lochs, électromagnétique, à effet Doppler, principe, utilisation ;
- sondeurs, principe, utilisation ;
- dérive, vent, courant ;
- routes et caps.

##### d) Système de radio navigation : principe, utilisation, précision :

- radar, fonctions de navigation et anti-collision ;
- répondeurs et réflecteurs radars ;
- radio goniométrie ;
- radio alignements ;
- système hyperboliques à grande et moyenne portées ;
- systèmes satellitaires.

##### e) Météorologie :

- éléments météorologiques, détermination ;
- les cartes météorologiques, analyse et prévision ;
- échelle Beaufort.

##### f) Tonnage et déplacements des navires :

- navire de guerre ;
- navire de commerce ;
- tirant d'eau ;
- jauges ;
- marques de franc-bord.

##### g) Types de navires :

- conception ;
- exploitation ;
- sécurité.

##### h) Organisation du trafic maritime :

- dispositifs de séparation de trafic ;
- chenaux d'accès portuaires ;
- service de trafic maritime portuaire.

##### 2) - *Réglementation relative à la navigation maritime :*

##### a) Pollution de la mer :

- conventions internationales ;
- réglementations et organisations locales de lutte contre la pollution.

##### b) Protection des conduites et câbles sous-marins.

##### c) Balisage.

##### d) Règlement pour prévenir les abordages en mer :

- règlement international en vigueur ;
- commandements à la barre ;
- précautions à prendre en approchant de certains navires.

##### e) Sauvegarde de la vie humaine en mer :

- convention internationale SOLAS ;
- échelle de pilote ;
- messages radiotéléphoniques d'urgence, de sécurité, de détresse ;
- recherche et sauvetage des personnes ;
- signaux de détresse ;
- échanges de signaux entre aéronefs et navires.

##### f) Sécurité maritime :

- contrôle de la sécurité des navires ;
- rôle du pilote, textes applicables.

3) - *Réglementation relative au pilotage maritime :*

- a) Réglementation du pilotage :
- règlement général du pilotage maritime en Polynésie française ;
  - règlement local de la station ;
  - responsabilité civile des pilotes.
- b) Réglementation portuaire :
- règlement général de police des ports maritimes et des rades de Polynésie française ;
  - organisation et fonctionnement du contrôle sanitaire aux frontières ;
  - dispositions à prendre en vue de la protection phytosanitaire de la Polynésie française.

4) *Manoeuvre des navires :*

- a) Le navire :
- formes et caractéristiques ;
  - appareils propulsifs ;
  - l'hélice ;
  - le gouvernail ;
  - les propulseurs transversaux.
- b) Le navire en mouvement :
- squat ;
  - giration ;
  - stabilité de route ;
  - position d'équilibre ;
  - distance d'arrêt.
- c) Vent, courant, houle :
- influence sur la manoeuvre ;
  - effets combinés.
- d) Remorquage :
- différents types de remorqueurs ;
  - utilisations ;
  - remorquage d'assistance.
- e) Mouillage :
- ancres et lignes de mouillage ;
  - choix du mouillage, types de mouillage ;
  - exécution ;
  - surveillance ;
  - manoeuvres en utilisant les ancres.
- f) Amarrage :
- types d'amarrages et amarres ;
  - défenses ;
  - manoeuvres en utilisant les amarres (pointes ou gardes).
- g) Échouage :
- précautions à prendre en vue d'un échouage ;
  - moyens de déséchouer ;
  - dispositions à prendre suivant les avaries du navire.
- h) Effets des petits fonds :
- influence sur la manoeuvre ;
  - pied de pilote.
- i) Navigation en chenaux et rivières :
- eaux peu profondes et resserrées ;
  - vitesse limite ;
  - effets de berge ;
  - croisements ;
  - dépassements.
- j) Différentes manoeuvres d'accostage et d'appareillage.

5) *Pilotage :*

Le programme de cette épreuve figure en annexe au règlement local de chaque station de pilotage.

6) *Anglais :*

Vocabulaire maritime normalisé OMI et conversation sur un sujet maritime.

7) *Epreuve facultative de langue tahitienne :*

Conversation sur un sujet maritime.

## ANNEXE N° 3

à la délibération n° 96-98 APF du 8 août 1996  
portant statut général du pilote maritime  
en Polynésie française

CONDITIONS D'APTITUDE PHYSIQUE  
AUX FONCTIONS  
DE PILOTE ET DE CAPITAINE-PILOTE

Article 1er.— Les candidats aux fonctions de pilote subissent, en vue du concours de pilotage, un examen médical consistant en une visite destinée à confirmer que les intéressés réunissent au moins les conditions physiques générales et les normes sensorielles particulières prévues aux articles 2 et 3 de la présente annexe.

La visite est passée par le médecin des gens de mer désigné par le chef du service chargé des affaires maritimes. Elle est administrativement comptée comme visite périodique.

La décision d'aptitude ou d'inaptitude aux fonctions de pilote est prise par le médecin des gens de mer chargé de la visite.

Art. 2.— A l'exception des normes sensorielles, les conditions d'aptitude physique à l'exercice des fonctions de pilote sont celles exigibles des officiers de pont de la marine marchande.

Le médecin chargé de la visite procède obligatoirement aux épreuves suivantes qui pourront être complétées, s'il y a lieu, d'examen de spécialité :

- examen somatique complet, avec radioscopie et détermination de la tension artérielle ;
- analyse d'urines (sucre, albumine).

Art. 3.— Les normes sensorielles exigibles pour les candidats aux fonctions de pilote sont les suivantes :

- 1) acuité visuelle de loin : 10/10 de chaque oeil, correction non admise, le strabisme et la diplopie sont éliminatoires ;
- 2) vision de près satisfaisante à l'échelle 2 de Parinaud, correction admise ;
- 3) champ visuel binoculaire temporal normal ;
- 4) sens chromatique permettant d'identifier les feux colorés utilisés dans la navigation maritime. Même s'il ne fait pas d'erreur à la lecture des tables pseudo-isochromatiques d'Ishihara, après adaptation à l'obscurité, le candidat doit identifier sans erreur ni hésitation les feux émis au moyen de la lanterne chromoptométrique de Beyne, type marine, sous un angle de quatre minutes et pendant une seconde ;

- 5) audiométrie tonale par voie aérienne : déficit pour chaque oreille n'excédant pas 20 dB pour les fréquences 500 et 1.000 Hz, 30 dB pour la fréquence 2.000 Hz et 40 dB pour la fréquence 4.000 Hz.

Art. 4.— Outre la visite médicale, telle que définie aux articles 2 et 3 de la présente annexe, les candidats aux fonctions de pilote doivent satisfaire à une épreuve physique comportant :

- 1 un test de Ruffier Dickson. L'indice cardiaque de Ruffier Dickson doit être inférieur ou égal à 10 ;
- 2) une épreuve de natation de 100 mètres nage libre (non chronométrée) sans arrêt intermédiaire ;
- 3) un grimper à l'échelle de corde de cinq mètres en moins de 40 secondes.

Art. 5.— Conformément à l'article 30 du règlement général du pilotage maritime en Polynésie française, les pilotes en cours de carrière subissent annuellement ou à la suite d'un arrêt de travail supérieur à 21 jours, une visite médicale telle que définie aux articles 2 et 3 de la présente annexe mais dont les normes sensorielles exigibles sont révisées comme suit :

- 1) acuité visuelle de loin : après trois ans de fonctions : 8/10 et 7/10 ou 9/10 et 6/10 correction admise sous réserve d'un minimum sans correction de 5/10 et 3/10 ou 4/10 et 4/10 ;
- 2) vision de près satisfaisante à l'échelle 2 de Parinaud, correction admise ;
- 3) champ visuel binoculaire temporal normal ;
- 4) sens chromatique permettant d'identifier les feux colorés utilisés dans la navigation maritime. En cours de carrière, seuls les candidats ayant fait une erreur à la lecture des tables d'Ishihara sont soumis au contrôle par la lanterne chromoptométrique de Beyne ;
- 5) audiométrie tonale par voie aérienne. En cours de carrière, un pilote présentant une perte de l'audition supérieure aux limites indiquées en audiométrie tonale peut être maintenu apte si l'épreuve d'audiométrie vocale avec un bruit de fond de 65 dB au casque ou 75 dB en champ libre, utilisant des listes de mots dissyllabiques (de type J.E. Fournier), répond aux normes suivantes pour chaque oreille :
  - courbe d'allure normale dont la pente est suffisante pour atteindre 100 % d'intelligibilité en 60 dB ;
  - déficit au seuil à 50 % n'excédant pas 40 dB.

Art. 6.— Conformément à l'article 16, paragraphes 2 et 4 du règlement général du pilotage maritime en Polynésie française, les candidats à la délivrance ou au renouvellement de la licence de capitaine-pilote, doivent fournir un certificat médical attestant de leur aptitude physique. La visite médicale prévue à cet effet comprend les examens énoncés aux articles 2 et 5 de la présente annexe, et peut être pratiquée par un médecin des gens de mer étranger.

#### ANNEXE N° 4

à la délibération n° 96- 98 APF du 8 août 1996  
portant statut général du pilote maritime  
en Polynésie française

#### CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE DE PILOTE MARITIME

Article 1er.— Les pilotes maritimes en activité se font reconnaître en cette qualité par présentation d'une carte d'identité professionnelle de pilote maritime.

Art. 2.— Le chef du service chargé des affaires maritimes est chargé de la délivrance ou du retrait de cette carte aux pilotes des stations de pilotage de Polynésie française.

Art. 3.— La carte est délivrée à la date de nomination en qualité de pilote.

En cas de perte ou de vol, le titulaire doit en rendre compte immédiatement à l'autorité signataire, qui lui délivrera alors une nouvelle carte.

La carte est retirée à la date de cessation définitive de l'activité de pilote.

Art. 4.— La forme et les mentions de la carte d'identité professionnelle de pilote maritime sont conformes à un modèle fixé par arrêté du Président du gouvernement.

#### DELIBERATION n° 96-101 APF du 8 août 1996 portant modification de la délibération n° 95-263 AT du 20 décembre 1995 relative à l'action en faveur des handicapés.

NOR : AFS9600948DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie Française ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 de l'assemblée de la Polynésie française définissant le cadre de la protection sociale généralisée applicable aux résidents de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 modifiée relative à l'action en faveur des handicapés ;

Vu la délibération n° 95-263 AT du 20 décembre 1995 portant modification de la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 modifiée, relative à l'action en faveur des handicapés ;

Vu la délibération n° 95-111 AT du 3 août 1995 définissant la couverture du risque lié aux handicaps médico-sociaux des ressortissants du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 abrogeant et modifiant la délibération n° 94-21 AT du 10 mars 1994 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 23 juillet 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 102-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

En ayant délibéré dans sa séance du 8 août 1996,

## Adopte :

Article 1er.— L'article 25-5 de la délibération n° 95-263 AT du 20 décembre 1995 portant modification de la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 modifiée, relative à l'action en faveur des handicapés, est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

Art. 25.5.— Le montant de l'allocation de base aux adultes handicapés est égal au 1/3 du SMIG.

Cette allocation peut être majorée d'un complément sous la forme d'une allocation complémentaire dont le cumul avec l'allocation de base ne peut excéder un pourcentage du montant mensuel du SMIG, dont le taux sera arrêté en conseil des ministres. Pour la détermination de ce complément, sont prises en compte l'allocation aux adultes handicapés et les ressources personnelles du bénéficiaire, de son conjoint(e) ou de son(sa) concubin(e).

*Lire :*

Art. 25.5.— Le montant de l'allocation de base aux adultes handicapés est égal au 1/3 du SMIG.

Cette allocation est accordée aux personnes handicapées dont le plafond des ressources est inférieur ou égal au 2/3 du SMIG.

Pour le calcul des ressources il n'est pas tenu compte de l'allocation de base aux handicapés (AAH).

Cette allocation peut être majorée d'un complément sous la forme d'une allocation complémentaire dont le cumul avec l'allocation de base ne peut excéder un pourcentage du montant mensuel du SMIG, dont le taux sera arrêté en conseil des ministres. Pour la détermination de ce complément, sont prises en compte l'allocation aux adultes handicapés et les ressources personnelles du bénéficiaire, de son conjoint(e) ou de son(sa) concubin(e).

Art. 2.— L'article 25-6 de la délibération visée est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

Art. 25.6.— Une allocation compensatrice de perte d'autonomie peut être accordée par la COTOREP à tout adulte handicapé dont le degré d'autonomie ne permet pas d'assurer tous les actes ou certains actes de la vie courante.

Le montant de cette allocation est fixé selon les besoins de la prise en charge à 12,5 % ou 25 % du SMIG.

*Lire :*

Art. 25.6.— Une allocation compensatrice de perte d'autonomie peut être accordée par la COTOREP à tout adulte handicapé dont le degré d'autonomie ne permet pas d'assurer tous les actes ou certains actes de la vie courante.

Le montant de cette allocation est fixé selon les besoins de la prise en charge à 12,5 % ou 25 % du SMIG.

Cette allocation compensatrice de perte d'autonomie est maintenue en cas de suspension de l'allocation de base.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie Française.

*Le secrétaire,*  
Georges HART.

*Le président,*  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-102 APF du 8 août 1996 portant modification de la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiant et abrogeant la délibération n° 94-21 AT du 10 mars 1994 modifiée, relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial.**

NOR : AFS9600947DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 de l'assemblée de la Polynésie française définissant le cadre de la protection sociale généralisée applicable aux résidents de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-21 AT du 10 mars 1994 relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial ;

Vu l'arrêté n° 790 CM du 23 juillet 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 de la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 103-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

## Adopte :

Article 1er.— Le 2e alinéa de l'article 6 de la délibération visée à l'article 1er est modifié comme suit :

*Au lieu de :*

Lorsque l'intéressé ou ses proches affirment qu'il n'est couvert par aucune assurance sociale et qu'il est dans l'impossibilité de payer, une demande d'affiliation au régime de solidarité territorial devra être adressée par l'établissement au service social de la commune ou à l'antenne du service des affaires sociales de résidence du patient dans le délai de soixante-douze heures suivant l'admission.

*Lire :*

Lorsque l'intéressé ou ses proches affirment qu'il n'est couvert par aucune assurance sociale et qu'il est dans l'impossibilité de payer, une demande d'affiliation au régime de solidarité territorial devra être adressée par l'établissement au service social de la commune ou à l'antenne du service des affaires sociales de résidence du patient dans le délai de 8 jours francs suivant l'admission.

**Art. 2.**— L'article 8 de la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiant et abrogeant la délibération n° 94-21 AT du 10 mars 1994 modifiée, relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial, est modifié comme suit :

*Au lieu de :***Art. 8.**— Evaluation des ressources

L'évaluation des ressources des postulants au bénéfice du régime de solidarité territorial est fondée sur les éléments suivants :

- Revenus du travail :
  - revenus salariaux des travailleurs dont les conditions d'activité ne permettent pas de bénéficier d'un régime d'assurance ;
  - revenus professionnels et avantages en nature ;
  - professions libérales et commerçants non assurés sociaux ;
  - revenus annuels nets.
- Pensions et rentes viagères :
  - pensions alimentaires et ressources en provenance d'obligés alimentaires ;
  - pensions de retraite civile et militaire ;
  - pensions de vieillesse, d'invalidité, autres allocations versées par un quelconque régime de protection sociale ;
  - pensions de victimes de guerre.
- Capitaux mobiliers et immobiliers productifs de revenus ;
- Dons et legs ;
- et tous autres éléments de revenus, à l'exception :
  - de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ;
  - des retraites de combattant ;
  - des pensions attachées aux distinctions honorifiques ;
  - des prestations familiales ;
  - des allocations aux enfants et adultes handicapés ;
  - des pensions de victimes de déportation.

*Lire :***Art. 8.**— Evaluation des ressources

L'évaluation des ressources des postulants au bénéfice du régime de solidarité territorial est fondée sur les éléments suivants :

- Revenus du travail :
  - revenus salariaux des travailleurs dont les conditions d'activité ne permettent pas de bénéficier d'un régime d'assurance ;
  - revenus professionnels et avantages en nature ;
  - professions libérales et commerçants non assurés sociaux ;
  - revenus annuels nets.

- Pensions et rentes viagères :
  - pensions alimentaires et ressources en provenance d'obligés alimentaires ;
  - pensions de retraite civile et militaire ;
  - pensions de vieillesse, d'invalidité, autres allocations versées par un quelconque régime de protection sociale ;
  - pensions de victimes de guerre.
- Capitaux mobiliers et immobiliers productifs de revenus ;
- Dons et legs ;
- et tous autres éléments de revenus, à l'exception :
  - de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ;
  - des retraites de combattant ;
  - des pensions attachées aux distinctions honorifiques ;
  - des prestations familiales ;
  - des allocations aux enfants et adultes handicapés ;
  - des pensions de victimes de déportation ;
  - des indemnités de gardiennage.

**Art. 3.**— Il est ajouté suite à l'article 10 de la délibération visée à l'article 1er un article 10.4 :

**Art. 10.4.**— Sans préjudice des sanctions pénales encourues, l'auteur de fausses déclarations perdra le bénéfice des prestations et des allocations servies par le régime et devra réparation au régime pour le montant des prestations allocations et intérêt indément perçues.

**Art. 4.**— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Georges HART.

*Le président,*  
Henri FLOHR.

**DELIBERATION n° 96-103 APF du 8 août 1996 portant modification de la délibération n° 96-74 APF du 5 juin 1996.**

NOR : DIM960844DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-74 APF du 5 juin 1996 abrogeant la délibération n° 74-126 du 14 novembre 1974 et complétant l'annexe de la délibération n° 88-158 AT du 23 novembre 1988 portant suspension provisoire dans le tarif douanier du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à certaines matières premières importées par des entreprises locales de production et de transformation ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 785 CM du 22 juillet 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 104-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— La délibération n° 96-74 APF du 5 juin 1996 est modifiée comme suit :

La troisième codification énoncée à l'article 2 de la délibération n° 96-74 APF du 5 juin 1996 :

- mats destinés à être utilisés dans la fabrication industrielle ou artisanale locale à l'exclusion de tout autre usage (70.19.31.10),

est abrogée et remplacée ainsi qu'il suit :

- tissus destinés à être utilisés dans la fabrication industrielle ou artisanale locale à l'exclusion de tout autre usage (70.19.20.10).

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

#### DELIBERATION n° 96-104 APF du 8 août 1996 relative au transport des matières dangereuses par route.

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale de la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 373 CM du 11 avril 1996 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-89 APF du 25 juin 1996 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 898-96 APF/CP du 31 juillet 1996 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 105-96 du 8 août 1996 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 8 août 1996,

Adopte :

Article 1er.— Sous réserve d'homologation, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 20.000 FCP à 720.000 FCP ou de l'une de ces deux peines seulement toute personne qui aura :

- 1°) transporté ou fait transporter par route des matières dangereuses dont le transport n'est pas autorisé ;
- 2°) utilisé ou mis en circulation par route des matériels aménagés pour le transport des matières dangereuses et n'ayant pas satisfait aux visites et épreuves auxquelles ces matériels sont soumis ;
- 3°) fait circuler ou laissé stationner des matériels transportant des matières dangereuses sur une voie ou un ouvrage dont l'utilisation est interdite en permanence aux transports de ces matières.

La liste des matières autorisées, les prescriptions de sécurité ainsi que les règles applicables aux visites et épreuves sont déterminées par arrêté en conseil des ministres. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi d'homologation, seules les peines d'amendes sont applicables.

Art. 2.— Est passible des peines prévues à l'article 1er ci-dessus toute personne qui, chargée à un titre quelconque de la direction ou de l'administration de toute entreprise ou établissement, a, soit contrevenu par un acte personnel, soit en tant que commettant, laissé contrevenir, par toute personne relevant de son autorité ou de son contrôle, aux prescriptions de l'article 1er ci-dessus, en ne prenant pas les dispositions de nature à en assurer le respect.

Le préposé est passible des mêmes peines lorsque l'infraction résulte de son fait personnel.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Georges HART.

Le président,  
Henri FLOHR.

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 837 CM du 8 août 1996 ordonnant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique concernant le projet de réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans les communes de Papeete, Pirae et Arue.**

NOR : SEQ9600960AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 26 juin 1995 ;

Vu l'arrêté n° 427 DRCL du 7 juin 1996 fixant pour l'année 1996 la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête prévues à l'article R. 11.5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 juillet 1996,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé dans les communes de Papeete, Pirae et Arue à une enquête sur l'utilité publique du projet de réalisation de la troisième entrée Est de Papeete.

Art. 2.— Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. James Trafton ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Alvane Ellacott.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, bâtiment de l'arrondissement infrastructure, vallée de Tipaerui, téléphone : 54.28.15 ou 54.28.16, B.P. 85, Papeete.

Art. 3.— Ladite enquête sera ouverte à compter du 26 août 1996 dans les bureaux des mairies de Papeete, Pirae et Arue.

Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte des mairies. Ces formalités devront justifier par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Art. 4.— Un dossier comprenant le plan du projet sera déposé dans les bureaux des mairies de Papeete, Pirae et Arue pendant quinze jours consécutifs du 26 août au 9 septembre 1996 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur.

Art. 5.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, chacun des maires des communes de Papeete, Pirae et Arue procédera sous sa signature, à la clôture du registre déposé dans sa mairie et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 4 du présent arrêté, c'est-à-dire le 9 octobre 1996.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée dans les mairies de Papeete, Pirae et Arue ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 6.— Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le commissaire enquêteur, pour lui valoir titre de nomination.

Art. 7.— Le ministre de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 1996.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Pour le ministre de l'équipement absent :

*Le ministre du logement,*  
*de l'aménagement du territoire*  
*et des terres domaniales,*  
*de l'urbanisme et des affaires foncières,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 842 CM du 8 août 1996 portant désignation du ministre chargé des transports pour assurer la représentation de la Polynésie française au sein des instances dirigeantes de la société S.N.A. Tuhaa Pae.**

NOR : TT9601026AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la société S.N.A. Tuhaa Pae ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale de la S.N.A. Tuhaa Pae en date du 21 juin 1996 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 juillet 1996,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre chargé des transports est désigné, en qualité, représentant de la Polynésie française au sein des assemblées et conseil d'administration de la société Tuhaa Pae.

Art. 2.— Les dispositions de l'arrêté n° 1364 CM du 26 décembre 1994 sont abrogées.

Art. 3.— Le ministre des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 1996.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports,*  
Jacquie GRAFFE.

**ARRETE n° 850 CM du 12 août 1996 portant délégation de pouvoir.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport conjoint du vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels, des ports et des postes et télécommunications et du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 modifiée portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1228 CM du 7 novembre 1991 fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public maritime pour la pêche, l'aquaculture, les exploitations nacrées et perlières ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 août 1996,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de l'article 35 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le conseil des ministres délègue au ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation des ressources du lagon d'une superficie totale des activités égale ou inférieure à cinq (5) hectares.

Sont à ce titre concernées par les dispositions du présent arrêté :

- les autorisations afférentes à des premières demandes ;
- les modifications des autorisations déjà accordées, tels que : les changements de titulaires des concessions, l'extension ou la réduction des superficies autorisées, l'extension ou la réduction des activités pratiquées (collectage de naissains, élevage d'huîtres perlières, maison de greffe...) et le changement de localisation des concessions accordées.

Les actes en forme réglementaire pris en application des dispositions qui précèdent sont contresignés par le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels, des ports et des postes et télécommunications.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels, des ports et des postes et télécommunications et le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
Pour le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels, des ports et des postes et télécommunications absent :

*Le ministre de l'éducation  
et de la formation supérieure et technique,*  
Nicolas SANQUER.

*Le ministre du logement,  
de l'aménagement du territoire  
et des terres domaniales,  
de l'urbanisme et des affaires foncières,*  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 859 CM du 12 août 1996 constatant la démission de Me Claude Vanhaecke en sa qualité de notaire en résidence à Papeete.**

NOR : SAA9601076AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957 modifié déterminant le statut du notariat en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 7 août 1996,

Arrête :

Article 1er.— Il est constaté la démission de Me Claude Vanhaecke de sa qualité de notaire à compter du 13 janvier 1996.

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,*  
Patrick PEAUCELLIER.

**ARRETE n° 860 CM du 12 août 1996 portant refus d'autorisation des jeux de hasard à Papeete pendant la durée des fêtes foraines ou des fêtes traditionnelles.**

NOR : SAA9601077AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;



Vu la délibération n° 90-84 APF du 25 juin 1996 portant réglementation des jeux de hasard proposés à l'occasion, pendant la durée et dans l'enceinte des fêtes foraines ou des fêtes traditionnelles, et notamment son article 1er ;

Vu l'avis du maire de la ville de Papeete dans sa lettre CAB/FS 1940 du 24 juillet 1996 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 7 août 1996,

Arrête :

Article 1er.— Pendant la durée des fêtes foraines ou traditionnelles du Heiva 1996, l'organisation des jeux de hasard n'est pas autorisée dans la commune de Papeete.

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,*  
Patrick PEAUCELLIER.

**ARRETE n° 864 CM du 12 août 1996 portant nomination des chefs d'établissements publics territoriaux d'enseignement.**

NOR : SES9601066AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 88-3 du 31 mars 1988 relative à l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 87-14 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 organisant la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 561 CM du 30 mai 1996 portant nomination du directeur par intérim des enseignements secondaires ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 août 1996,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés chefs d'établissement à compter de leur arrivée sur le territoire, les proviseurs de lycée et principal de collège suivants :

*Lycée technique hôtelier du Taaone : M. Ratel André ;  
Collège de Huahine : Mme Gremilly Anne-Marie.*

Art. 2.— Sont nommés chefs d'établissement à compter du 23 août 1996, les principaux de collèges suivants :

*Collège de Mahina : M. Poirier Michel ;  
Collège de Hitiaa : M. Le Vely Claude ;  
Collège de Paea : Mme Chanfour Suzanne.*

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'éducation  
et de la formation supérieure  
et technique,*  
Nicolas SANQUER.

NOR : CFS9601051AC

**Par arrêté n° 836 CM du 8 août 1996.**— L'arrêté n° 789 CM du 23 juillet 1996 approuvant la convention entre le territoire (hôpitaux de la direction de la santé), le Centre hospitalier territorial et la Caisse de prévoyance sociale est rapporté.

*Arrêté n° 789 CM du 23 juillet 1996*

La convention entre le territoire (hôpitaux de la direction de la santé), le Centre hospitalier territorial et la Caisse de prévoyance sociale est approuvée.

NOR : DOM9601041AC

**Par arrêté n° 838 CM du 8 août 1996.**— Au n° 5 de l'état joint à l'arrêté n° 256 CM du 4 mars 1996 portant location d'une parcelle de terre domaniale sise à Nunue (Bora Bora) au profit de la société Electricité de Tahiti, pour ce qui concerne la durée, les mots 9 ans sont remplacés par les mots 24 ans.

NOR : AEF9600333AC

**Par arrêté n° 839 CM du 8 août 1996.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle :

- Délibération n° 4-96 portant adoption de la décision modificative n° 1-96 du budget de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle ;
- Délibération n° 5-96 portant autorisation de deux (2) transformations de postes ;
- Délibération n° 6-96 portant autorisation de création de huit (8) postes supplémentaires ;
- Délibération n° 7-96 portant autorisation de sortie du patrimoine et de cession de biens totalement amortis.

NOR : TT9601039AC

**Par arrêté n° 840 CM du 8 août 1996.**— L'article 3 de l'arrêté n° 616 CM du 14 juin 1996 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A. Société de navigation Tuamotu-Marquises pour l'exploitation du navire Tamarii Tuamotu sur la desserte maritime régulière des Tuamotu et des Marquises est complété ainsi qu'il suit, à compter du 14 juin 1996 :

- Tuamotu Ouest : Takapoto et Takaroa ;
- Tuamotu Centre : Takume et Raroia ;
- Tuamotu Est : Tatakoto, Pukarua et Reao.

Le reste sans changement.

NOR : TT19901027AC

**Par arrêté n° 841 CM du 8 août 1996.**— Pendant la période d'immobilisation du navire Vaeau pour panne technique, la S.A. S.C.O.P. Ihtai Nui est autorisée à affréter un navire de remplacement pour desservir les îles Sous-le-Vent, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 204 CM du 16 mars 1993 complété.

Pour permettre le paiement du transport des produits de première nécessité et celui du coprah entre Papeete et les îles Sous-le-Vent, l'affréteur déposera une copie du contrat d'affrètement à la régie d'avances du service des affaires économiques.

Le présent arrêté sera caduc à la remise en service du Vaeau, ou au plus tard dans un délai de trois mois.

NOR : TT19901025AC

**Par arrêté n° 843 CM du 8 août 1996.**— Une licence d'armateur est accordée à la société Mai Compagnie maritime Raromatai Nui pour l'exploitation du navire Raromatai Ferry sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent.

Les caractéristiques du navire Raromatai Ferry sont les suivantes :

*Date de construction* : 1973 ;  
*Type* : Transbordeur à passagers ;  
*Longueur* : 68,90 m ;  
*Jauge brute* : 999 tonneaux ;  
*Port en lourd* : 220 tonnes ;  
*Tirant d'eau* : 3,60 m ;  
*Moteur/consommation* : 2 x 1.500 CV, 600 litres/heure ;  
*Vitesse* : 13 nœuds ;

*Capacités de transport* : Les capacités en passagers et véhicules seront celles définies par le service de la navigation et des affaires maritimes ; 6 m3 en frigorifique et 6 m3 en réfrigéré.

Les îles desservies sont les suivantes : Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora.

L'activité de transport se fera aux risques et périls de l'armateur, le territoire déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 720 CM du 10 juillet 1996.

NOR : TT19901024AC

**Par arrêté n° 844 CM du 8 août 1996.**— L'annexe 2 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes sur les carburants institué par la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération est complétée comme suit, s'agissant du navire Aremiti Ferry de la S.N.C. Aremiti Ferry :

"Colonne

- |   |   |
|---|---|
| 1 | S.N.C. Aremiti Ferry ;                    |
| 2 | Aremiti Ferry ;                           |
| 3 | Arrêté n° 526 CM du 15 mai 1995 modifié ; |
| 4 | Néant ;                                   |
| 5 | 336.000 litres de gazole par mois ;       |
| 6 | Néant ;                                   |
| 7 | 4.032.000 litres de gazole par an."       |

NOR : TT19901023AC

**Par arrêté n° 846 CM du 8 août 1996.**— L'annexe 2 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération est complétée comme suit, s'agissant du navire Aremiti Ferry de la S.N.C. Aremiti Ferry :

"Colonne

- |   |   |
|---|---|
| 1 | S.N.C. Aremiti Ferry ;                        |
| 2 | Aremiti Ferry ;                               |
| 3 | Arrêté n° 526 CM du 15 mai 1995 modifié ;     |
| 4 | 2.100 litres d'huiles lubrifiantes par mois ; |
| 5 | 25.200 litres d'huiles lubrifiantes par an."  |

NOR : DOM9601040AC

**Par arrêté n° 847 CM du 8 août 1996.**— Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'une parcelle de terre cadastrée section BR, n° 145, commune de Punaauia, d'une superficie de 1 ha 14 a 34 ca appartenant à la Société d'équipement de Tahiti et des îles.

Telle que ladite parcelle figure au plan dressé par la Société d'équipement de Tahiti et des îles et détenu par le service des domaines.

Cette acquisition est destinée à la réalisation d'une zone d'équipement public.

Cette acquisition est consentie moyennant le prix de cent millions de francs (100.000.000 F CFP) payable comptant toutes formalités remplies.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte ainsi que le prix sont imputables au chapitre 900, article 2100, opération 13.94 Terrains.

**Par arrêté n° 848 CM du 12 août 1996.**— Mme Armelle Merceron est nommée conseiller technique chargé de la solidarité auprès du ministre de la solidarité et de la famille.

**Par arrêté n° 849 CM du 12 août 1996.**— Mme Michèle Mougel est nommée chargée de mission du ministre de la solidarité et de la famille.

NOR : SCD9601073AC

**Par arrêté n° 856 CM du 12 août 1996.**— Conformément aux dispositions des articles 26 et 27 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée, l'affranchissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est accordé à la société Plastiserd pour la part de ses bénéfices de l'exercice 1995 réinvestie dans le financement de son programme agréé au code des investissements.

Le bénéfice des dispositions est subordonné au respect des obligations énoncées aux articles 26 et 27 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée.

NOR : SCD9601074AC

**Par arrêté n° 857 CM du 12 août 1996.**— Conformément aux dispositions des articles 26 et 27 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée, l'affranchissement de

l'impôt sur les bénéfices des sociétés est accordé à la société Cotada pour la part de ses bénéfices de l'exercice 1995 réinvestie dans le financement du programme agréé de la société Vaimato.

Le bénéfice des dispositions est subordonné au respect des obligations énoncées aux articles 26 et 27 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée.

NOR : SC09601075AC

**Par arrêté n° 858 CM du 12 août 1996.**— Conformément aux dispositions des articles 26 et 27 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée, l'affranchissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est accordé à la société Sotama pour la part de ses bénéfices de l'exercice 1995 réinvestie dans le financement du programme agréé de la société Vaimato.

Le bénéfice des dispositions est subordonné au respect des obligations énoncées aux articles 26 et 27 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée.

NOR : DOM9601064AC

**Par arrêté n° 861 CM du 12 août 1996.**— Est autorisé le transfert, au profit de Mme Hélène Tuehu Teihotu épouse Pothier, de la concession temporaire à charge de remblai d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 523 m<sup>2</sup> sise au droit d'une concession définitive attenante à la terre Atitupahu 1 à Nunue, commune de Bora Bora, accordée par le territoire à M. Punuarii Teihotu.

Et tel qu'il figure sur le plan du service du cadastre daté du 28 avril 1990, joint au dossier.

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions du contrat type de concession temporaire à charge de remblai et pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté.

#### *Conditions particulières*

Le concessionnaire est tenu d'établir et d'entretenir sur le remblai un passage public d'une largeur de 3 mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete est fixée à cinquante-deux mille trois cents francs CFP (52.300 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 avril 1980.

NOR : DOM9601065AC

**Par arrêté n° 862 CM du 12 août 1996.**— Les arrêtés n° 634 CM du 30 juin 1994 et n° 775 CM du 22 juillet 1996 autorisant M. Jacques Dauba à occuper un emplacement supplémentaire de domaine public portuaire sis à Maupiti, aux îles Sous-le-Vent, sont abrogés.

NOR : SE89600960AC

**Par arrêté n° 863 CM du 12 août 1996.**— Le Président du gouvernement est habilité à signer l'avenant n° 2 de la convention n° 942299 du 23 novembre 1994 sur les rapports entre le territoire et les enseignements privés catholique et protestant. (1)

(1) Elle peut être consultée au ministère de l'éducation.

NOR : SE89601067AC

**Par arrêté n° 865 CM du 12 août 1996.**— L'avenant n° 3 au contrat de développement Etat-territoire du 4 mai 1994, annexé au présent arrêté, est approuvé. (1)

(1) Il sera publié ultérieurement.

NOR : TT19601028AC

**Par arrêté n° 866 CM du 12 août 1996.**— La société Air Tahiti est autorisée à occuper pour une durée de 10 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire territorial dans le cadre de son activité commerciale et opérationnelle.

La présente autorisation est particulière à la société Air Tahiti et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire territorial par la société Air Tahiti font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

Les présentes occupations du domaine public des aérodromes territoriaux donnent lieu au versement de redevances annuelles comme fixées par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601029AC

**Par arrêté n° 867 CM du 12 août 1996.**— Mme Geneviève Gendron est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva-Marquises) dans le cadre de la construction d'un logement individuel.

La présente autorisation est particulière à Mme Geneviève Gendron et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva-Marquises) par Mme Geneviève Gendron font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

La présente occupation du domaine public de l'aérodrome de Kaukura donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601030AC

**Par arrêté n° 868 CM du 12 août 1996.**— La société Vainui Perles est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, l'enceinte de l'aérodrome de Manihi dans le cadre de la pose d'un panneau publicitaire de 10,60 mètre.

La présente autorisation est particulière à la société Vainui Perles et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire territorial par la société Vainui Perles font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Manihi donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601031AC

**Par arrêté n° 869 CM du 12 août 1996.**— Mme Victoire Teahi est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Takapoto dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un snack-bar.

La présente autorisation est particulière à Mme Victoire Teahi et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Takapoto par Mme Victoire Teahi font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

La présente occupation du domaine public de l'aérodrome de Takapoto donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601032AC

**Par arrêté n° 870 CM du 12 août 1996.**— Mme Eliane Tehaamoana est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Hiva Oa-Atuona dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un snack-bar.

La présente autorisation est particulière à Mme Eliane Tehaamoana et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Hiva Oa-Atuona par Mme Eliane Tehaamoana font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

La présente occupation du domaine public de l'aérodrome de Manihi donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601033AC

**Par arrêté n° 871 CM du 12 août 1996.**— La société Manihi Pearl Dream est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, l'enceinte de l'aérodrome de Manihi dans le cadre de la pose de deux panneaux publicitaires de 0,50 mètre carré.

La présente autorisation est particulière à la société Manihi Pearl Dream et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Les conditions d'occupation du domaine public de Manihi par la société Manihi Pearl Dream font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Manihi donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601034AC

**Par arrêté n° 872 CM du 12 août 1996.**— Mme Rebeta Poetai est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Manihi dans le cadre de la construction et l'exploitation commerciale d'une boutique artisanale-snack-bar.

La présente autorisation est particulière à Mme Rebeta Poetai et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Rurutu par Mme Rebeta Poetai font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

La présente occupation du domaine public de l'aérodrome de Manihi donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601035AC

**Par arrêté n° 873 CM du 12 août 1996.**— Mme Aitua Manate est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans, renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Rurutu dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un snack-bar.

La présente autorisation est particulière à Mme Aitua Manate et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Rurutu par Mme Aitua Manate font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

La présente occupation du domaine public de l'aérodrome de Rurutu donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996.

NOR : TT19601036AC

**Par arrêté n° 874 CM du 12 août 1996.**— L'autorisation d'occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva à Nuku A Taha, îles Marquises, accordée par l'arrêté n° 1347 CM du 7 décembre 1990 à M. Moise, Didier Benatar est abrogée, l'intéressé contrevenant aux dispositions du point 10 de la convention du 5 juillet 1991 en matière de non-cession des droits acquis.

La redevance d'occupation perçue au titre de l'année 1996 sera restituée à M. Moise, Didier Benatar sous déduction des sommes versées au titre de la période antérieure à la publication du présent arrêté.

Les lieux occupés seront restitués au territoire dans l'état où ils se trouvaient au premier jour de l'occupation à charge de M. Moise, Didier Benatar, de procéder, sans indemnisation particulière à l'enlèvement de l'habitation sommaire s'y trouvant dans le respect des dispositions de la convention d'occupation du 5 juillet 1991 susvisée.

NOR : TT19601037AC

**Par arrêté n° 875 CM du 12 août 1996.**— Mlle Alexa Corbin de Broca, agent contractuel de 1<sup>re</sup> catégorie, juriste au service territorial des transports interinsulaires, est commissionnée pour constater les infractions prévues par les délibérations n° 95-118 AT du 24 août 1995 relative à la prise en charge par le territoire du fret du coprah et des P.P.N. et n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures.

A cet effet, l'intéressée prêtera serment devant le tribunal civil de première instance de Papeete, en jurant et promettant de bien et loyalement remplir ses fonctions et d'observer en tout les devoirs qu'elles lui imposent.

NOR : THS9601013AC

**Par arrêté n° 876 CM du 12 août 1996.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes prises par le conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social en sa séance du 16 juillet 1996 :

- délibération n° 21-96 OTHS portant adoption et affectant le résultat du compte financier pour l'exercice 1994 ;
- délibération n° 22-96 OTHS portant adoption de la décision modificative n° 2 du budget de l'O.T.H.S. pour l'exercice 1996.

Le budget modifié est arrêté en recettes et en dépenses se décomposant comme suit :

#### *Section de fonctionnement*

- dépenses : 2.251.000.000 F CFP
- recettes : 2.044.000.000 F CFP

#### *Section d'investissement*

- dépenses : 2.175.000.000 F CFP
- recettes : 2.175.000.000 F CFP

L'équilibre est réalisé par un prélèvement de 207.000.000 F CFP sur le fonds de roulement.

- délibération n° 23-96 OTHS portant modification des autorisations de programme et des crédits de paiement du programme d'investissement de l'O.T.H.S. ;
- délibération n° 26-96 OTHS portant approbation du principe du traitement en accession à la propriété des lotissements Atima et Vaïapu II.

NOR : ITRM9601059AC

**Par arrêté n° 882 CM du 13 août 1996.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes :

- n° 13/ITRM/96 autorisant la prise en charge par l'Institut d'une mission effectuée par un cadre en suspension de contrat ;
- n° 14/ITRM/96 confirmant la prise en charge de soins par l'Institut dans le cadre de la lutte contre les endémies ;
- n° 15/ITRM/96 portant approbation du budget principal modifié pour l'exercice 1996 arrêté comme suit :

#### *Budget d'exploitation*

- en charges : 790.407.933 F CFP
- en produits : 800.952.296 F CFP

#### *Opérations capital*

- en emplois : 141.661.832 F CFP
- en ressources : 126.064.363 F CFP

L'équilibre est réalisé par virement interne de 10.544.363 F CFP et par reprise sur fonds de roulement à hauteur de 15.597.469 F CFP.

- n° 16/ITRM/96 portant approbation du budget annexe modifié pour l'exercice 1996 arrêté comme suit :

#### *Budget d'exploitation*

- en charges : 202.130.000 F CFP
- en produits : 216.410.000 F CFP

#### *Opérations capital*

- en emplois : 15.280.000 F CFP
- en ressources : 1.000.000 F CFP

L'équilibre est réalisé par virement interne de 14.280.000 F CFP.

- n° 17/ITRM/96 précisant les modalités de prise en charge du déménagement d'un fonctionnaire expatrié ;
- n° 19/ITRM/96 approuvant la mise à disposition d'un cadre scientifique par l'Institut Pasteur à Paris,

du conseil d'administration de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé, réuni le 1er juillet 1996.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 767 PR du 8 août 1996 portant délégation de signature à Mme Maïana Bambridge-Cormier, secrétaire général du Conseil économique, social et culturel de Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 complétée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-99 AT du 29 août 1991 portant création d'un service dénommé "secrétariat général du Conseil économique, social et culturel" ;

Vu l'arrêté n° 643 CM du 13 juin 1991 nommant Mme Maïana Bambridge-Cormier en qualité de secrétaire général du Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Maïana Bambridge-Cormier, secrétaire général du Conseil économique, social et culturel, à l'effet de signer au nom du Président du gouvernement, dans la limite de ses attributions, les notes, bordereaux et lettres adressés aux services administratifs du territoire et aux usagers de l'institution.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Maïana Bambridge-Cormier, secrétaire général du Conseil économique, social et culturel, à l'effet de procéder aux actes de gestion courante du personnel affecté au secrétariat général du Conseil économique, social et culturel ou mis à sa disposition, énumérés ci-après :

- avertissement et blâme ;
- congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- déplacements à l'intérieur du territoire ;

- propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements à l'ancienneté ;
- notation primaire ;
- certificats administratifs et décisions nécessaires pour la liquidation des traitements, salaires et indemnités.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à Mme Maïana Bambridge-Cormier, secrétaire général du Conseil économique, social et culturel, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget du territoire qui lui ont été notifiés.

Art. 4.— Délégation de signature est également donnée à Mme Maïana Bambridge-Cormier pour signer les ordres de déplacement des membres du Conseil économique, social et culturel à l'intérieur du territoire ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondantes.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Maïana Bambridge-Cormier, les délégations qui lui ont été consenties sont exercées par Mme Eliane Porlier.

Art. 6.— Le secrétaire général du Conseil économique, social et culturel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 1996.  
Gaston FLOSSE.

**MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 4350 MFR du 12 août 1996.— L'article 1er de l'arrêté n° 883 MFR du 9 mars 1992 créant la régie de recettes au service du développement rural est complété comme suit :

- encaissement des redevances du contrôle sanitaire.

Le reste sans changement.

Le présent arrêté prendra effet dès sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 4351 MFR du 12 août 1996.— L'article 1er de l'arrêté n° 1039 FT du 8 août 1955 créant la régie de recettes au service du développement rural (section élevage) est complété comme suit :

- encaissement des redevances du contrôle sanitaire.

Le reste sans changement.

Le présent arrêté prendra effet dès sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 4352 MFR du 12 août 1996.— L'article 4 de l'arrêté n° 1490 MFI du 27 avril 1987 créant la régie de recettes au service du cadastre est complété comme suit :

"Pour des raisons de simplification de service, le régisseur est exceptionnellement habilité à tenir pour les seuls notaires et géomètres experts des comptes clients donnant lieu à relevé récapitulatif des états de cession et à paiement mensuel.

A défaut de règlement des sommes dues dans les 15 jours, le régisseur devra transmettre les états de cession non recouverts par ses soins au service des finances et de la comptabilité qui émettra les titres de recette correspondants."

Le reste sans changement.

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, et sera notifié aux intéressés.

Par arrêté n° 771 PR du 13 août 1996.— M. André Yan, président de l'association sportive Excelsior dont le siège est situé à Papeete, B.P. 2734, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 12.000.000 F, composé de 120.000 billets à 100 F l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 22 décembre 1996 au marché de Papeete.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola servira intégralement et exclusivement à financer les dépenses du club sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Chaque billet devra comporter :

- les noms, prénoms du président de l'association ;
- l'adresse du siège social ;
- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- éventuellement, le siège social de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les vendeurs, de rembourser les billets non vendus et non retournés avant le tirage aux organisateurs ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les 3 mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre) ;
- éventuellement le montant de la prime allouée aux vendeurs de billets.

Les lots seront les suivants :

1er lot	2.000.000 FCP
2e lot	500.000 FCP
3e lot	400.000 FCP
4e lot	150.000 FCP
5e lot	100.000 FCP
6e lot	50.000 FCP

Ces lots ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 800.000 FCP doit être versée à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 2.400.000 FCP doit être versée à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le jeudi 12 décembre 1996.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DES TERRES DOMANIALES,  
DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

**ARRETE n° 4348 MLA du 12 août 1996 portant délégation de signature à M. Malet Bertrand, chef du service du cadastre par intérim, et à certains agents du service du cadastre.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 200 PR du 31 mai 1996 portant attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 373 CM du 25 mars 1991 portant nomination de M. Bertrand Malet, chef du service du cadastre par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Malet, chef du service du cadastre par intérim, pour signer au nom du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières, tous actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, M. Bertrand Malet est habilité à signer les actes et correspondances suivants :

**1 - En matière de gestion du personnel :**

- 1.1 Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire de moins de 6 jours à l'exclusion de ceux concernant les personnels d'encadrement (agents de 1re catégorie) ;
- 1.2 Réquisitions de passage et de bagages correspondantes à l'intérieur du territoire ;
- 1.3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres, prévus par la réglementation sociale ;
- 1.4 Notation des agents contractuels jusqu'à la 2e catégorie incluse ;
- 1.5 Sanctions disciplinaires : avertissements (agents contractuels et du cadre territorial, sauf pour les agents de 1re catégorie et du cadre A) ;
- 1.6 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1.7 Congés annuels de maladie et de maternité à l'exclusion des congés administratifs ;
- 1.8 Avancement d'échelon.

**2 - En matière de gestion de crédits :**

- 2.1 Engagements, certifications de service fait et liquidation de dépenses, à l'exception des lettres de commande, imputables au budget local et gérés par le service du cadastre ;
- 2.2 Engagements, certifications de service fait et liquidation des dépenses imputables à la section locale du F.I.D.E.S. et gérés par le service du cadastre.

**3 - En matière de gestion des documents cadastraux :**

- 3.1 Copies relatives aux demandes de renseignements ou de documents cadastraux adressées aux usagers ;
- 3.2 Courriers adressés aux propriétaires, effectués dans le cadre des opérations cadastrales.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Malet Bertrand, Mme Deane Nicole et MM. Terai Edouard, Putoa Georges et Loo Fat Emile sont habilités à signer les documents définis au paragraphe 3.1.

Art. 4.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 5133 MSA du 27 septembre 1995.

Art. 5.— Le chef du service du cadastre par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 4374 MLA du 12 août 1996 portant délégation de signature à Mme Stella Chansin-Wong, chef du service des affaires de terres.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 200 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 9157 PEL.3 du 19 décembre 1980 nommant Mme Stella Chansin-Wong, chef du service des affaires de terres,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Stella Chansin-Wong, chef du service des affaires de terres, à l'effet de signer au nom du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, Mme Stella Chansin-Wong est habilitée à signer les actes et correspondances suivants :

**En matière de gestion du personnel :**

- 1 - Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire de moins de six jours ;
- 2 - Réquisitions de passage et de bagages correspondantes, à l'intérieur du territoire ;

- 3 - Certificat de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 4 - Notation des agents contractuels jusqu'à la 2e catégorie incluse ;
- 5 - Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, agents contractuels et du cadre territorial, sauf agents de 1re catégorie et cadre A ;
- 6 - Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 7 - Congés de toute nature à passer dans le territoire ;
- 8 - Avancement d'échelon.

*Actes relevant de la gestion financière :*

- Engagement et liquidation des dépenses relatives à la gestion courante du service imputée sur le budget du territoire.

*Actes relevant des affaires courantes :*

- Notes ou correspondances aux usagers du service ;
- Communiqués à la radio dans l'exercice des fonctions du service.

Art. 3.— Le chef du service des affaires de terres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 4375 MLA du 12 août 1996 portant délégation de signature à M. Théodore Cérans-Jérusalémy, chef du service des domaines et de l'enregistrement.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 200 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 115 CM du 30 janvier 1992 nommant M. Théodore Cérans-Jérusalémy, inspecteur des impôts, chef du service des domaines et de l'enregistrement et de la conservation des hypothèques,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Théodore Cérans-Jérusalémy, chef du service des domaines et de l'enregistrement, à l'effet de signer au nom du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières, dans la limite de ses attributions :

- 1- Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 2- Les actes, quelle que soit leur forme, relatifs à la constitution, l'administration et l'aliénation du domaine privé mobilier et immobilier ainsi qu'à la gestion du domaine public du territoire. Cette délégation est limitée aux actes d'un montant inférieur à dix millions de francs CFP (10.000.000 F CFP) ;
- 3- Les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :
  - certificat de travail et attestation de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
  - congés de toute nature à passer sur le territoire ;
  - permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
  - mutation à l'intérieur du service ;
  - avancement d'échelon ;
  - avertissements et blâmes pour l'ensemble des agents, à l'exception des blâmes pour les agents de 1re catégorie ;
  - notation du personnel, à l'exception des agents de 1re catégorie.

Art. 2.— M. Théodore Cérans-Jérusalémy, dans la limite de ses attributions, est en outre autorisé à certifier le service fait et à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiées.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Théodore Cérans-Jérusalémy, les délégations mentionnées aux articles 1er et 2 sont exercées par Mme Annick Allain-Sacault, adjointe au chef du service des domaines et de l'enregistrement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Théodore Cérans-Jérusalémy et de Mme Annick Allain-Sacault, M. Jean Faatau, secrétaire administratif, est habilité à effectuer les opérations prévues aux articles 1er et 2 du présent arrêté.

Art. 4.— Le chef du service des domaines et de l'enregistrement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Gaston TONG SANG.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN  
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,  
DES ENTREPRISES ET DE L'ENERGIE**

**ARRETE n° 768 PR du 8 août 1996 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;



Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail modifiée par délibération n° 95-70 AT du 23 mai 1995 et par délibération n° 95-209 AT du 23 novembre 1995 ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu la proposition du président de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ;

Vu les candidats présentés par les associations de consommateurs,

Arrête :

**Article 1er.**— Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996, sont nommés en tant que membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales :

*Au titre des professionnels du commerce*  
MM. Louis Tchen et Gilles Yau : titulaires ;  
MM. Jean Laille et Alexis Tanseau : suppléants.

*Au titre des intérêts des consommateurs*  
Mme Titaua Joquel et M. Raymond Voirin : titulaires ;  
Mme Martine Temarohirani et M. Moana Lehartel : suppléants.

**Art. 2.**— L'arrêté n° 321 PR du 9 août 1995 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales est abrogé.

**Art. 3.**— Le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, des entreprises et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
Pour le ministre de l'économie,  
du plan et de la prévision économique,  
des entreprises et de l'énergie absent :  
*Le ministre de la santé  
et de la recherche,  
Patrick HOWELL.*

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

**ARRETE n° 4349 MAG du 12 août 1996 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et de l'élevage à M. Alain Moyrand, directeur de cabinet.**

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 206 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 16 juillet 1996 complétant l'arrêté n° 206 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 588 CM du 10 juin 1996 portant nomination de M. Alain Moyrand aux fonctions de directeur de cabinet du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu l'arrêté n° 665 CM du 27 juin 1996 portant nomination de M. Maurice Pomier aux fonctions de chargé de mission auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 10 juin 1996 portant nomination de Mme Sylvie Bouissou aux fonctions de chef de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

**Article 1er.**— Délégation est donnée à M. Alain Moyrand, directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage, à l'effet de signer, au nom du ministre, dans la limite de ses attributions, les correspondances courantes et bordereaux de transmission adressés aux services et établissements publics sous tutelle du ministère.

En cas d'absence ou d'empêchement du ministre de l'agriculture et de l'élevage, cette délégation est étendue aux correspondances administratives externes.

**Art. 2.**— Délégation est donnée à M. Alain Moyrand, directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage, à l'effet de signer, au nom du ministre, dans la limite de ses attributions, les engagements, certifications de service fait et liquidations de dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet.

**Art. 3.**— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Moyrand, directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage, les délégations de signature mentionnées à l'article 1er sont exercées par M. Maurice Pomier, chargé de mission auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage.

**Art. 4.**— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Moyrand, directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage, les délégations de signature mentionnées à l'article 2 sont exercées par Mme Sylvie Bouissou, chef de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage.

**Art. 5.**— Le directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Patrick BORDET.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE,  
DE L'ARTISANAT  
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

**ARRÊTÉ n° 4364 MCV du 12 août 1996 portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'artisanat et de la vie associative à Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim.**

Le ministre de la culture, de l'artisanat et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 207 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la vie associative ;

Vu l'arrêté n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu l'arrêté n° 503 CM du 9 mai 1995 portant nomination de Mlle Nicole Bouteau aux fonctions de chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de la culture, de l'artisanat et de la vie associative :

- 1.1 - les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 1.2 - les actes, décisions et correspondances suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :
  - notation et avancement d'échelon ;
  - congés de toute nature ;
  - sanctions disciplinaires (blâmes et avertissements), sauf pour les agents de première catégorie ;
  - mutations à l'intérieur du service de l'artisanat traditionnel ;
  - ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours ;
  - remboursement des frais et états indemnitaires.
- 1.3 - les actes et correspondances courants se reportant aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local, notifiés pour le service en matière de fonctionnement et dans la limite de 500.000 F CFP par dépense en matière d'investissement.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Nicole Bouteau, les délégations qui lui ont été consenties sont exercées par Mme Teura Iriti, adjointe au chef du service.

Art. 3.— Le chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Angéline BONNO.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT**

**ARRÊTÉ n° 4347 MEQ du 12 août 1996 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.**

Le ministre de l'équipement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 208 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les E.F.O. modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général des polices des ports maritimes et des rades en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu la délibération n° 77-142 du 19 décembre 1977 modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92 portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 du Président du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 portant création du service dénommé "direction de l'équipement";

Vu la délibération n° 94-60 AT du 9 juin 1994 incluant l'infrastructure aéronautique parmi les missions assurées par la direction de l'équipement;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié par l'arrêté n° 635 CM du 30 juin 1994 portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement";

Vu l'arrêté n° 361 CM du 3 avril 1992 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics;

Vu l'arrêté n° 1139 CM du 14 novembre 1994 portant nomination de M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim,

#### Arrête :

Article 1er.— M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer "pour le ministre et par délégation", dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exception toutefois pour le paragraphe 2-1 des avis d'appels d'offres.

Art. 2.— En particulier, M. Georges Lan Ah Loi est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

#### 1°) En matière de gestion de personnel

- 1-1) Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception des chefs d'arrondissement, de groupe et de parc, ainsi que des subdivisions des Australes, des Marquises, des îles Sous-le-Vent et des Tuamotu-Gambier sauf pour ces derniers en cas d'empêchement de l'administrateur territorial compétent;
- 1-2) Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire;
- 1-3) Contrats de travail à durée déterminée d'agents temporaires de 5e catégorie n'excédant pas trois mois;
- 1-4) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale;
- 1-5) Notation définitive des agents placés sous son autorité à l'exception des chefs de secteur et du personnel de 1re et 2e catégorie;
- 1-6) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes;
- 1-7) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective;
- 1-8) Congés annuels, congés de maternité et de maladie.

#### 2°) En matière de gestion de crédits

- 2-1) Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement;
- 2-2) Tous marchés dont le montant n'excède pas 15 millions de francs CFP.

Pour ces types de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir des paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 du titre 2e de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement.

#### 3°) En matière de gestion du domaine public

- 3-1) Délivrance des alignements;
- 3-2) Autorisations ou permissions de voirie;
- 3-3) Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique;
- 3-4) Autorisations de transports ou de convois exceptionnels.

#### 4°) En matière d'extractions

- 4-1) Autorisations de toutes extractions sans limitation de volume.

#### 5°) En matière de réglementation sur les explosifs

- 5-1) Autorisations d'importation des substances explosives;
- 5-2) Autorisations de transport des substances explosives;
- 5-3) Autorisations d'entreposage des substances explosives;
- 5-4) Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des poudres et substances explosives dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.

#### 6°) En matière de gestion portuaire

- 6-1) Notes d'informations nautiques;
- 6-2) Autorisations d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire;
- 6-3) Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim, la suppléance sera assurée par MM. les chefs d'arrondissement, de groupe, de subdivision ou de bureau (arrondissement bâtiment, arrondissement infrastructure, arrondissement maritime, G.A.C., G.E.G.D.P., parc à matériel, subdivision des îles Sous-le-Vent, subdivision des Australes, subdivision des Marquises, bureau des marchés et bureau foncier), dans le cadre de leurs attributions respectives.

A cet effet, MM. les chefs d'arrondissement, de groupe, de subdivision ou de bureau reçoivent les mêmes délégations de signature que celles accordées au directeur.

Tous les dossiers avant expédition au destinataire continueront à être enregistrés par le bureau du courrier après passage au secrétariat de la direction. Le circuit "arrivée" du courrier reste inchangé.

Art. 4.— En matière de gestion de personnel, les actes visés aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3 et 1-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions et à l'exclusion des déplacements pour mission, par :

- 1) - M. Napoléon Tamarii, chef de la subdivision des Marquises par intérim;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des Australes;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents de catégorie CC3, CC4, CC5 ou assimilés placés sous leur autorité.

- 2) - M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
  - M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
  - M. Patrice Chamailard, chef de l'arrondissement maritime ;
  - M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
  - M. Jacky Tefaatau, chef du parc à matériel,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents placés sous leur autorité à l'exception des agents de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> catégorie et des agents du cadre métropolitain de grades similaires.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de *cinq cent mille francs CFP* (500.000 F CFP) seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Augustin Cadousteau, chef d'équipe d'exploitation des T.P.E.-C.E.A.P.F. à la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Huahine ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Clébert Oldham, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae ;
- M. Jacques Tematua, assistant technique T.P.E.-C.E.A.P.F. au groupement études et gestion du domaine public.

Art. 6.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Viky Hunter, chargé du personnel au groupe administratif central ;
- M. Jacques Lo You, comptable au groupe administratif central ;
- Mme Chantal Tokoragi, responsable de la cellule informatique gestion au groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Jean-Pierre Carlotti, chef du bureau d'études architecture de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Jean-Jacques Chanteau, chef de la subdivision travaux bâtiment ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des travaux bâtiment entretien ;
- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- Mme Paule Rosello, chef du bureau administratif et financier de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Hervé Coulomb, chef de la subdivision des aéroports territoriaux ;

- M. Michel Chaumeil, adjoint au chef de la subdivision des aéroports territoriaux ;
- M. Pierre Goyet, chef de la subdivision génie civil ;
- M. Eric Sesboue, adjoint au chef de la subdivision génie civil ;
- M. Nicky Maire, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Patrice Chamailard, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Corentin Le Moan, chef de la subdivision travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Eric Chapuis, chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- M. Raymond Siao, adjoint au chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Henri Grand, chef du bureau des expéditions ;
- M. Léonard Puputauki, chef du bureau de l'armement ;
- M. Fleury Guilloux, comptable et adjoint au chef du bureau de l'armement ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Napoléon Tamarii, chef de la subdivision des Marquises par intérim ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Gilles Faana, directeur de l'école d'application des travaux publics par intérim ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Jacky Tefaatau, chef du parc à matériel ;
- M. Patrick Mulliez, adjoint administratif au chef du parc à matériel.

Art. 7.— Les délivrances d'alignements visées au 3-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Gilbert Guido, chef de la cellule topographie ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Marquises.

Art. 8.— Les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;

- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Napoléon Tamarii, chef de la subdivision des Marquises par intérim ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— Les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique visées au 3-3 et les autorisations de transports ou convois exceptionnels visées au 3-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Napoléon Tamarii, chef de la subdivision des Marquises par intérim ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— Les autorisations d'extractions de sable visées et définies au 4-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre pour des quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes, prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;

- M. Napoléon Tamarii, chef de la subdivision des Marquises par intérim ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Huahine ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Clébert Oldham, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae.

Art. 11.— Les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées et définies au 5° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil.

Art. 12.— Les autorisations en matière de gestion portuaire visées au 6 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Patrice Chamaillard, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Corentin Le Moan, chef de la subdivision des travaux maritimes.

Art. 13.— Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 août 1996.  
Jonas TAHUAITU.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE PAPARA POUR LE MOIS DE JUILLET 1996

##### Travaux autorisés le 4 juillet 1996

N° 96-606-1 MP/AU, M. et Mme Félix Tunutu, parcelle cadastrée 92, section AP (lot 27, lotissement Fong), 1 maison d'habitation ;

N° 96-618-5, M. et Mme Paul Chalons, parcelle cadastrée 99, section AA (parcelle, terre Porofau), P.K. 29, côté montagne, 1 bâtiment commercial et d'habitation.

##### Travaux autorisés le 9 juillet 1996

N° 96-701-1 MP/AU, M. Marcellin Tihoni Lenoir, parcelle cadastrée 110, section AE (parcelle, terres Atehui-Ofaifao partie), près du temple mormon, 1 maison d'habitation.

##### Travaux autorisés le 17 juillet 1996

N° 96-660-1 MP/AU, Mlle Noémie Vahapata, parcelle cadastrée 42, section BB (parcelle, terre Manunu-Otura-Tiatiamaaioire), P.K. 38,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 96-758-1, M. Gilles Kahiehitu, parcelle cadastrée 58, section BD (parcelle B3, lots 7 et 9 ancien domaine Atimaono), 1 maison d'habitation.

##### Travaux autorisés le 29 juillet 1996

N° 96-802-1 MP/AU, M. Neti Atuahiva, parcelle cadastrée 80, section AC (lot 2, terre Tepaae), P.K. 31, 200, côté montagne, 2 maisons d'habitation jumelées.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### S.A.R.L. PARENTHÈSES

Capital social : 1.000.000 F CFP

Siège social : Punaauia, P.K. 8, côté montagne  
ou B.P. 4917, Papeete  
R.C.S. : PAPEETE N° 2218 B

Aux termes de l'assemblée générale du 2 août 1996, la collectivité des associés a accepté la démission de M. Christian de ses fonctions de gérant et a nommé en ses lieu et place, Mme Françoise CORNETTE, épouse CHEKROUN, comme nouveau gérant, qui a accepté ses fonctions, sans limitation de durée.

*La gérance.*

Claude GIRARD, Denise GIRARD-GOUPIL,  
Marie-Josée LEOU  
Avocats près la cour d'appel de Papeete

D'une requête datée du 5 août 1996, il appert que M. Quang Thai TRAN, médecin, né le 6 janvier 1961 à Saigon (Vietnam), et son épouse, Mme Liliane TANG, employée de commerce, née à Papeete le 24 janvier 1966, demeurant ensemble à Punaauia, lotissement Te Tavake Village, lot 47, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete le régime de la séparation de biens qu'ils sont convenus d'adopter selon acte reçu le 31 juillet 1996 par Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete.

*Pour extrait,*  
Marie-Josée LEOU.

Etude de Me André HAMELIN,  
Notaire à Uturoa

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Me André HAMELIN, notaire à Uturoa, (île de Raiatea), le 13 août 1996,

Il a été constitué, sous la dénomination sociale "TE ORA", une société civile immobilière ayant pour objet : l'acquisition, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation d'une propriété sise à Uturoa, ainsi que tous autres immeubles situés en Polynésie française.

Le siège social est fixé à Uturoa, centre ville, (adresse postale, B.P. 3, Uturoa).

La durée de la société prendra cours à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et expirera le 31 décembre 2095.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire, dont le montant s'élève à la somme de 180.000 F CFP.

La société est gérée et administrée par M. Philippe Bras, demeurant à Uturoa.

Clause relative à la cession des parts sociales : les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants du cédant.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés représentant deux/tiers du capital social.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
A. HAMELIN,  
Notaire à Uturoa.

S.C.P. Philippe CLEMENCET  
Titulaire d'un office notarial,  
60, rue Dumont-d'Urville  
PAPEETE (TAHITI)

### AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu aux minutes de la Société Civile Professionnelle "Philippe CLEMENCET", titulaire d'un office notarial à la Résidence de PAPEETE (Tahiti), 60, rue Dumont-d'Urville, le 31 juillet 1996,

Il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

*Dénomination* : S.C.I. Les Hauteurs de Titiro.

*Forme juridique* : Société civile particulière.

*Capital social* : Cent mille francs CFP (100.000 F CFP).

Il est divisé en cent (100) parts de mille (1.000) francs chacune, numérotées de 1 à 100 entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

*Siège social* : Papeete, quartier CHIN FOO, Titiro.

*Objet social* : L'acquisition de tous immeubles ou biens immobiliers, la propriété, la gestion et l'administration de tous biens immobiliers ainsi que de toutes valeurs ou biens mobiliers qui pourraient être apportés à la société acquise et pris à bail par elle, et en particulier l'acquisition d'un terrain sis à Papeete, Titiro, auprès de Mme Frida TIMIONA, épouse VAIRAAROA.

*Durée* : 99 années.

*Apports en numéraire* : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

*Gérance* : La société a pour gérants M. PHILIPPON Bernard Jean, commerçant, et Mme MI YOU Ginette, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à Pirae, Vetea, ou B.P. 1313 Papeete, avec faculté d'agir séparément.

*Cession de parts sociales* : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Le notaire associé.

**Société Civile Immobilière Saint Héliér**

Aux termes d'un acte sous signatures privées, en date à Uturoa le 19 août 1996,

Il a été constitué, sous la dénomination sociale "Société civile immobilière Saint Héliér", une société civile ayant pour objet :

- l'acquisition, l'administration, la construction, la rénovation ainsi que la gestion par location ou autrement de tous immeubles de biens immobiliers situés en Polynésie française, et notamment une propriété sise à Uturoa.

Le siège social est fixé à Uturoa, quartier Vaitaporo, côté mer, adresse postale, B.P. 875 Uturoa, 98735 Raiatea.

La durée de la société prendra cours à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et expirera le 31 décembre 2095.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire, dont le montant s'élève à la somme de *deux cent mille francs CFP*.

La société est gérée et administrée par Mme Bella Liou HAMELIN, demeurant à Uturoa.

Clause relative à la cession des parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants du cédant.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés représentant deux-tiers du capital social.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Mme Bella HAMELIN.

**Etude de Me BRUGGMANN, notaire  
à la Résidence de Papeete (Tahiti)**

**MEHERIO**

**Société anonyme**

**Capital : 198.350.000 F CFP**

**Nombre d'actions : 19.835**

**Siège social : Papeete, bâtiment A1, 3e étage  
rue du Commandant-Destrebeau**

**R.C.S. : PAPEETE n° 1198 B**

**N° TAHITI 065722**

**ADMINISTRATEURS**

Il résulte tant d'une lettre de non-acceptation de renouvellement de fonctions d'un administrateur que d'un changement intervenu au sein du représentant du territoire de la Polynésie française au sein des assemblées et conseils de la société anonyme MEHERIO, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

**ADMINISTRATEURS***Mention périmée*

- le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Gaston TONG SANG, ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports ;
- la S.A. HUILERIE de Tahiti, représentée par M. Julien SIU, domicilié à Papeete, Motu Uta ;

- le Port Autonome, représenté par M. Christian PEREZ, domicilié à Papeete, B.P. 9164, Motu Uta ;
- la S.A. TUHAA-PAE, dont le siège social est à Papeete, Motu Uta ;
- M. Lucas PAEAMARA, domicilié à Papeete, B.P. 2551 ;
- M. Marcel HART, domicilié à Papeete, B.P. 6.

*Mention nouvelle*

- le territoire de la Polynésie française, représenté par M. Jonas TAHUAITU, ministre de l'équipement ;
- la S.A. HUILERIE de Tahiti, représentée par M. Julien SIU, domicilié à Papeete, Motu Uta ;
- le Port Autonome, représenté par M. Christian PEREZ, domicilié à Papeete, B.P. 9164, Motu Uta ;
- M. Lucas PAEAMARA, domicilié à Papeete, B.P. 2551 ;
- M. Marcel HART, domicilié à Papeete, B.P. 6.

*Pour avis et mention,*  
Le conseil d'administration.

**ANNONCES DIVERSES****ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE ARUE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(2 octobre 1995)

Président	:	TUHEIAVA Armand
Vice-président	:	MANARANI Armondo
Secrétaire	:	SCHREINER Patrick
Trésorière	:	MIEGEVILLE Marianne

**ASSOCIATION TE FA'AORA NUI NO PAEA***Dissolution de l'association*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 juillet 1996, il a été décidé à l'unanimité de dissoudre l'association.

**ASSOCIATION DES FRANÇAIS LIBRES****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(18 juin 1996)

Président d'honneur	:	HERVE Robert
Président	:	TUAHINE Emile
Vice-présidents	:	FREBAULT Jean-Marie BRAULT Guy GALENON Paul KOZIELL Jacques AMARU Teurahutia FULLER Francis CARLSON Hans
Secrétaire	:	DIDELOT Henri
Secrétaire adjoint	:	LEHARTEL Rémy
Trésorier	:	LE CAILL Louis
Trésorier adjoint	:	BROTHERS Peter
Assesseurs	:	AUBRY Maxime CHENG KEE SANG Louis MARMOUILLET Marie MOE Hélène TAIE Wilfred TOROMONA Roland TURI Rere
Assesseur et porte-drapeau	:	WOHLER Robert

**COMITE MISS TAHITI NUI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 mai 1995)

Présidente	: PETRAS Dominique Li-Oi
Vice-présidente	: ELLACOTT Louise
Secrétaire	: POMARE Tiareroa
Secrétaire adjointe	: CHUNG Nicole
Trésorier	: VAN DER MAESEN Emile
Trésorière adjointe	: DEXTER Yolande
Membres actifs	: DANÉY Christine, NOBLE Tania, LIEBMANN Eric
Membres bienfaiteurs	: DOERLER Léa, BRETAGNON Florence
Membres d'honneur	: GEORGES Mareva, VILLANT Teiki, SCHMIDT Lorenzo, OLANDA Vaea, TEAHU Léa

**COMITE MISS TAHITI NUI***Modifications des statuts*

La nouvelle adresse postale du Comité Miss Tahiti Nui est B.P. 117, Vaitape, Bora Bora, téléphone : 60.44.61, 46.50.66, fax : 60.44.61, 82.87.24.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 janvier 1996)

Présidente	: PETRAS Dominique Li-Oi
Vice-présidente	: ELLACOTT Louise
Secrétaire	: NOBLE Tania
Trésorier	: CHUNG Nicole
Trésorière adjointe	: DEXTER Yolande
Membre bienfaiteur	: LIEBMANN Eric
Membres d'honneur	: GEORGES Mareva, MOKE Heikapua, SARCIAUX Hina, OLANDA Vaea, BAUDRY Timeri, MAIRAI Merehau, LEHARTEL Manouche, FULLER Thilda, TUHEIAVA Myriam, TEPAVA Edna, TEREIAMANO Tatiana

**ASSOCIATION DES PECHEURS DE HITIMAHANA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 juin 1996)

Président d'honneur	: MAIHURI Teatu Tea
Président	: TEORU Pierre
Vice-président	: MARO Paul
Secrétaire	: TEORU Hélène
Secrétaire adjointe	: PATIRA Pierrette
Trésorier	: TETUANUI Eric
Trésorier adjoint	: PATIRA Guy

**ASSOCIATION POUR LA FORMATION AUX METIERS  
DU TOURISME ET DE L'HOTELLERIE  
(AFOMETH)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 juin 1996)

Président	: NHUN FAT Thierry
Vice-président	: MONTARON Alfred
Secrétaire	: FAVIER Nicole
Trésorier	: VANIZETTE William
Assesseurs	: BEAUMONT Vincent CHIN CHOY Diana GARBUTT Titaina

**TAVINI HUIRAATIRA NO TE AO MAOHI  
FRONT DE LIBERATION DE POLYNÉSIE (ILES DU VENT)***Dissolution de l'association*

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 juillet 1996, il a été décidé à l'unanimité de dissoudre l'association.

**ASSOCIATION MATAIVA I TE HAU TOROTORO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 juin 1996)

Président d'honneur	: MARITERAGI Joseph
Président	: TAHITO-TERAI Emile
Vice-président	: MARTIN Emile
Secrétaire	: SEMONT Didier
Secrétaire adjointe	: NATUA Marie
Trésorier	: BENNETT Robert
Trésorier adjoint	: FATUARAI Philippe
Assesseurs	: PAPA Tevahine TAHITO-TERAI Eugène TAHITO-TERAI Teremoana PAHOA Maifano

**ASSOCIATION IA ORA TE NATURA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 juillet 1996)

Président	: PAMBRUN Jean-Marc
Vice-présidente	: TATARATA Miri
Secrétaire	: HAUATA Marinella
Secrétaire adjointe	: FILY Corinne
Trésorier	: JACQUET Guy
Trésorière adjointe	: PEREYRE Moea

**ASSOCIATION TE HUI TAMA O UEVA-TERIITAHITI-TIMIONA  
anciennement dénommée  
ASSOCIATION TE HUI TAMA O TERIITAHITI A UEVA  
NO TE MAU FENUA TUPUNA I TUPAI***Modifications des statuts*

L'association a pour objet :

- la recherche, la reconnaissance et le respect de l'unité familiale ;
- le soutien, l'aide, le secours entre les familles UEVA, TERIITAHITI, TIMIONA ;
- la revendication pour la restitution des terres ancestrales en Polynésie française.

Le siège social est situé à Papara, P.K. 36, côté montagne, au domicile de M. FANAURAI Dan (père) et Mme UEVA Hunatua, épouse FANAURAI.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(20 juillet 1996)

Président	: UEVA Xavier
Vice-présidente	: TERIITAHITI Laurianne
Secrétaire	: SALMON Marie-France
Secrétaire adjointe	: UEVA Raumanunu
Trésorier	: FANAURAI Dan (père)
Trésorière adjointe	: UEVA Hunatua



**ASSOCIATION SPORTIVE VAIOTAHU DE PUEU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 mai 1996)

Présidents d'honneur	: LEHARTEL Joseph MAURIRERE Timi MARURAI Teuru
Président	: LEHARTEL Moana
Vice-présidents	: BENNETT Claude BENNETT Victor LEHARTEL Jean-Paul
Secrétaire	: BENNETT Nathalie
Secrétaire adjointe	: PAHEROO Monique
Trésorier	: TAAREA Gilberry
Trésorier adjoint	: TUAIRAU Damas
Assesseeurs	: TEOTAHU Domice MATAOA Fernand TEOTAHU Sem PAPAURA Emile TUTERARII Puapei PAUTU Auguste WAN Giovanni BARFF Edwin TETUAARAIA Jean-Claude

**SECTION DE FOOTBALL**  
**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 février 1996)

Présidents d'honneur	: TEOTAHU Sem MAURIRERE Timi MARURAI Teuru
Président	: TAAREA Gilberry
Vice-président	: BENNETT Claude
Secrétaire	: WAN Giovanni
Trésorier	: BENNETT Victor
Assesseeurs	: PAPAURA Emile PAUTU Auguste MARURAI Areti TEOTAHU Domice TEIHOARII René

**SECTION DE VOLLEY-BALL**  
**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 mai 1996)

Présidente	: BENNETT Nathalie
Vice-président	: TAAREA Gilberry
Secrétaire	: TETIARAHU Bétina
Trésorier	: TEOTAHU Sem
Assesseeurs	: TETUAARAIA Bruno PAUTU Auguste TUTERARII Puapei TETIARAHU Tautiti

**SECTION SPORTS NAUTIQUES**  
**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 février 1996)

Président d'honneur	: LEHARTEL Joseph
Président	: LEHARTEL Moana
Vice-président	: MATAOA Fernand
Secrétaire	: PAHEROO Monique
Trésorier	: TUAIRAU Damas
Assesseeurs	: MAURIRERE Julien TAURUA Yves TUIHANI René TERAITETIA Tufaana

**ASSOCIATION SPORTIVE TE TA'I U'O****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er décembre 1995)

Président	: LAILLE Michel
Vice-président	: MAAU Roméo
Secrétaire	: NOUVEAU Pierre-Jean
Secrétaire adjointe	: NUI Miki
Trésorier	: TAURU Maurice
Assesseeur	: AUMERAN Augustin
Entraîneur adjoint	: PEREZ Tamatoa
Commissaire de courses	: TUPUA Benoît

**TAMARII QUARTIER LAGARDE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(6 août 1996)

Président	: TEAPIKI Norbert
Vice-président	: TEAHIO Evalito
Secrétaire	: TUIHANI Olga
Secrétaire adjoint	: TAVITA Alain
Trésorière	: WARREN Brigitte
Trésorière adjointe	: TEKURIO Thérèse
Assesseeurs	: ANANIA Alexis, MAO Odile, MAO Gilles, PIRATO Hina, WARREN Archie

**ASSOCIATION SI NI TONG****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 mai 1996)

Président	: LAW Alphonse
Vice-président	: LOUSSAN Jean
Secrétaire en français	: CHIN FOO Raymond
Secrétaire adjoint en français	: LY Jimmy
Secrétaire en chinois	: TCHEONG Emile
Secrétaire adjointe en chinois	: TCHEONG Céline
Trésorier	: CHONG Henri
Trésorier adjoint	: VOTA Gérard
Assesseeurs	: LEE Emile CHANFOUR Suzanne SUI Franklin JONG Rose
Contrôleurs des comptes	: WONG CHOU Charles LOUX Louis

**ASSOCIATION VAHINE PIRI RAVA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(12 juin 1996)

Présidente d'honneur	: VAITOARE Murielle
Présidente	: TCHEONG Céline
Vice-présidentes	: PIEHI Myrna CHANFOUR Suzanne GAVIETTO Marge
Secrétaire	: TAMAHAEERE Monique
Secrétaire adjointe	: MAITERE Louise
Trésorière	: TCHEONG Hélène
Trésorière adjointe	: ROOMATAAROA Hélène

**ASSOCIATION SPORTIVE S.D.J.  
SAINTS DES DERNIERS JOURS DE BORA BORA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 mai 1996)**

Président d'honneur	:	TERIIPAIA Ronald
Président	:	TEHIHIPO Tafirai
Vice-présidents	:	TEIHOTAATA Charles ATIU Ueva ATIU Pierre
Secrétaire	:	ATIU Edwige
Secrétaire adjointe	:	TEMATAUA Noma
Trésorier	:	VAETUA Thomas
Trésorier adjoint	:	MATAURUA Gaston
Commissaires aux comptes	:	MARUHI Christophe HAUATA Graziella
Membres actifs	:	TERIIRERE Pascal HAUATA Samuel FAAARA Denis HANERE Hervé ATIU Bruno TEMATAUA Pascal TEAHUA Moerai VAHIMARAE David ATIU Spencer JORDAN Lorina TERIIRERE Béatrice VAHIMARAE Mirlanda VAETUA Fanie VAETUA Iléana TERIMARAMA Ghislaine MATAURUA Soraya ATIU Raimana ARIITAATA Justin

**CREATION DE LA SECTION VOLLEY-BALL  
COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	TEMATAUA Pascal
Secrétaire	:	VAHIMARAE Mirlanda
Trésorier	:	TERIIMARAMA Ghislaine

**CREATION DE LA SECTION BASKET-BALL  
COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	MATAURUA Gaston
Secrétaire	:	TEMATAUA Noma
Trésorier	:	TERIIPAIA Ronald

**CREATION DE LA SECTION PING-PONG  
COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	TERIIRERE Pascal
Secrétaire	:	MATAURUA Soraya
Trésorier	:	HAUATA Samuel

**CREATION DE LA SECTION CYCLISME  
COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	TEIHOTAATA Charles
Secrétaire	:	TEHIHIPO Maïna
Trésorier	:	JORDAN Miliko

**ASSOCIATION SPORTIVE AIR TAHITI  
CONSTITUTION DE LA SECTION GOLF**

**COMPOSITION DU BUREAU :  
(6 mars 1996)**

Présidente	:	SOUCAT Maïna
Secrétaire	:	POMMIER Bruno
Trésorier	:	MALHERBE François

**ASSOCIATION SPORTIVE PIRAE  
SECTION BASKET-BALL**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(22 avril 1996)**

Président	:	HARGOUS Thierry
Vice-président	:	TUTEIRIHIA Albert
Secrétaire	:	TCHONG Stéphane
Secrétaire adjointe	:	TUTEIRIHIA Mareva
Trésorier	:	PROKOP Woita
Trésorier adjoint	:	FASSAIN James
Commissaires aux comptes	:	PAINT-KOUI Bruno SIE Davis

**CANTINE SCOLAIRE DE VAIRAO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(5 août 1996)**

Président	:	MAGAUT Henri
Vice-présidente	:	QUIQUEREZ Marei
Secrétaire	:	TEHAAMOANA Marie-Ghislaine
Secrétaire adjoint	:	HAMBLIN Charles
Trésorière	:	TOOFA Maire
Trésorière adjointe	:	POUIRA Pauline
Commissaires aux comptes	:	LI LOI Hana HAUATA Roiti

**ASSOCIATION TOKOROA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(20 mars 1996)**

Président	:	BEA Tehare
Vice-président	:	BEA Mauri
Secrétaire	:	TUANUA Chantal
Secrétaire adjoint	:	BEA Rani
Trésorier	:	MOETERAURI Tepuaomahu
Trésorière adjointe	:	TINOMOE Roiti
Assesseurs	:	TERAI Jean-Luc TINOMOE Adolphe BEA-ANGIA Maurei TAMATA Edwin Tico

**RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA  
DE L'A.S. MEIA RIO PI (M.R.P.)  
(effectué le 14 août 1996)**

1er lot	1 voiture Fiat Colorado	n° 3803
2e lot	1 frigidaire GE 320 L	n° 5790
3e lot	1 machine à laver 5 kg	n° 5872
4e lot	1 congélateur	n° 1448
5e lot	1 débroussailluse	n° 3463
6e lot	1 machine à coudre	n° 5860
7e lot	1 radio K7	n° 4766
8e lot	1 mountain bike	n° 4119
9e lot	1 mountain bike	n° 3391
10e lot	1 mountain bike	n° 3550
11e lot	1 filet de pêche 50 m	n° 1860
12e lot	1 filet de pêche 50 m	n° 5984

**ASSOCIATION DE FINANCEMENT DU TAVINI HUIRAATIRA  
NO TE AO MAOHI / FRONT DE LIBERATION  
DE POLYNÉSIE**

(Récepissé n° 148-96 DRCL/A du 24 juillet 1996)

**Extraits de statuts**

Il a été fondé le 16 juillet 1996, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 et soumise aux dispositions de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990. Cette association a pour titre "ASSOCIATION DE FINANCEMENT DU TAVINI HUIRAATIRA NO TE AO MAOHI / FRONT DE LIBERATION DE POLYNÉSIE".

Cette association a pour objet exclusif d'être le mandataire financier du Tavini Huiraatira no te A'o Maohi - F.L.P. pour son financement.

Le siège social est fixé à Faa'a. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ratifiée par l'assemblée générale. Copie de cette décision sera adressée à la préfecture de l'ancien et du nouveau siège.

L'association est constituée pour une durée illimitée, sauf dissolution anticipée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: CHIMIN Etienne
Secrétaire	: SANDFORD Melba
Trésorier	: COLOMBANI Christian
Assesseur	: THUNOT Charles Tevaeaerai

**ASSOCIATION RADIO KOTOKOTO**

(Récepissé n° 201-96 DRCL/A du 13 août 1996)

**Extraits de statuts**

Sa dénomination est "RADIO KOTOKOTO", l'Oiseau Chanteur.

Sa durée est illimitée et son siège est à Taneue, Ahurei, Rapa, téléphone : 95.72.72.

L'association, créée le 30 juillet 1996, a pour but d'ouvrir devant tous la Bible :

- pour livrer à partir de la Parole de Dieu une réflexion spirituelle propre à éclairer notre vie quotidienne, à nourrir nos actions et orienter nos projets ;
- pour assurer la collecte et la diffusion de toutes informations (historiques, sociologiques, géographiques et autres) relatives à l'Ancien et au Nouveau Testament.

Elle a pour but complémentaire l'organisation et la promotion d'activités de loisirs (musique, chants, contes, etc.).

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: FLORES Tetuatamaiti
Vice-président	: FARAIRE Roland
Secrétaire	: TUANUA Anne
Secrétaire adjointe	: PUKOKI Clarisse
Trésorier	: AVAEORU Raymond
Trésorier adjoint	: PUKOKI Taao

**ASSOCIATION TAMARII OREPA**

(Récepissé n° 161-96 DRCL/A du 2 août 1996)

**Extraits de statuts**

Il a été constitué le 22 juillet 1996, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association qui prend la dénomination de "ASSOCIATION TAMARII OREPA".

La durée de cette association est illimitée. Le siège social est fixé à Punaauia, lotissement social de Taapuna. Il peut être transféré en tout lieu par simple décision du bureau.

Elle a pour objet de défendre par tous les moyens qu'elle tient :

- la loi et les intérêts de l'association et des familles en difficulté, tout autant que ceux de leur famille, compte tenu s'il y a lieu des adaptations dues aux particularismes locaux ;
- l'entente, la liaison et la collaboration avec toutes les associations en vue d'une représentation valable de l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics et autorités constituées, de prendre toutes dispositions utiles pour qu'à tout instant, l'association et les familles puissent exprimer en toute liberté et franchise leurs desiderata, critique et suggestion dont elle aura connu le bien-fondé et utiliser tous les moyens qu'elle tiendra des lois et règlements pour que satisfaction lui soit donnée dans la moindre relation directe avec les autorités constituées.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidents d'honneur	: BERNADINO Edwin TUPEA Léon
Président	: TEAOTEFA Emile
Vice-présidente	: WONG Taina
Secrétaire	: WONG Rosalie
Secrétaire adjointe	: MANEA Danielle
Trésorière	: KATO Simone
Trésorière adjointe	: TUPEA Eliane

**ASSOCIATION HAINARII**

(Récepissé n° 192-96 DRCL/A du 9 août 1996)

**Extraits de statuts**

L'association dite "HAINARII", fondée le 7 août 1996, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- d'épanouir les jeunes Polynésiens dans la musique ;
- de promouvoir la musique tahitienne hors du territoire, de préserver la culture tahitienne ;
- d'organiser des manifestations de tous genres pour pouvoir aider les jeunes talents polynésiens.

Elle a son siège social au domicile de M. TANÉPAU André à Faa'a, P.K. 5,600, côté mer.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TANÉPAU André
Vice-président	: FIRUU Pori
Secrétaire	: GARBUTT Charles
Secrétaire adjoint	: TANÉPAU Barthélémy
Trésorier	: MAIMARO Louis
Trésorier adjoint	: TEIVA Gaston

**ASSOCIATION TUPUVAE MANU BOXING CLUB**

(Récépissé n° 112-96 DRCL/A du 16 août 1996)

**Extraits de statuts**

L'association dite "ASSOCIATION SPORTIVE TUPUVAE MANU BOXING CLUB" fondée le 10 mai 1996 a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la boxe ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Afareaitu MOOREA. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: CHEE AYEE Vaitua
Président	: TERII Michel
Secrétaire	: PECKETT Christine
Secrétaire adjointe	: PAHI Manarii
Trésorier	: CHEE AYEE Marcel
Trésorier adjoint	: CHEE AYEE Vatea
Assesseurs	: TERII Billy TERII Jacqueline CHEE AYEE Marius CHEE AYEE Iareta CHEE AYEE Metuareva RERE Rodolphe

**LOTO NATIONAL****LOTO NATIONAL N° 41**

Premier tirage du mercredi 14 août 1996 :

**4 12 13 18 25 45**

Numéro complémentaire : 7

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	5	35.994.636
5 bons numéros et numéro complémentaire....	51	341.545
5 bons numéros.....	869	69.181
4 bons numéros.....	45.102	1.672
3 bons numéros.....	736.268	200

Deuxième tirage du mercredi 14 août 1996 :

**11 16 26 34 40 46**

Numéro complémentaire : 33

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	656.443.454
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	3.352.636
5 bons numéros.....	339	173.000
4 bons numéros.....	21.708	3.490
3 bons numéros.....	438.443	327

**LOTO NATIONAL N° 42**

Premier tirage du samedi 17 août 1996 :

**13 14 16 18 28 31**

Numéro complémentaire : 45

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	40.955.454
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.949.090
5 bons numéros.....	474	114.181
4 bons numéros.....	30.752	2.236
3 bons numéros.....	529.300	254

Deuxième tirage du samedi 17 août 1996 :

**4 21 23 31 41 42**

Numéro complémentaire : 40

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	893.363.181
5 bons numéros et numéro complémentaire....	3	5.038.454
5 bons numéros.....	291	183.181
4 bons numéros.....	18.884	3.654
3 bons numéros.....	391.515	345